

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13560 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- VENDREDI 2 SEPTEMBRE 1988

Les grévistes de Gdansk s'étant résignés à reprendre le travail

Le pari de Lech Walesa

« J'aurais voulu que cette grève soit ma dernière. J'en ai assez de tout ça. » Usé, essouffé, Lech Walesa est plus que jamais, à quarante-cinq ans, dirigeant syndical malgré lui. Ce retour historique, consacré mercredi 31 août par un entretien de trois heures avec son gérant de l'« état de guerre », le général Czesław Kiszczak, lui aura sans doute apporté quelque satisfaction personnelle. Mais, propulsé à Varsovie par des grèves qu'il n'avait pas décidées, mandaté par des ouvriers au bout du rouleau, l'électricien de Gdansk a pris un risque énorme en acceptant cette rencontre, seul face à deux des membres les plus habiles de la direction polonaise, le général Kiszczak et M. Stanisław Ciolek.

Certes, Mgr Dąbrowski, l'un des proches collaborateurs du cardinal Glemp, était là aussi. Mais, outre qu'il était en principe cantonné dans un rôle d'« observateur », Mgr Jerzy Dąbrowski représente une hiérarchie catholique polonaise que nombre de militants de Solidarité jugent avec la plus grande méfiance.

L'intérêt de l'Eglise polonaise a toujours été, ces dernières années, de tenter d'avoir une influence modératrice sur les affrontements chroniques entre le pouvoir et l'opposition, quitte à encourager celle-ci à mettre un bâton dans les revendications. Cette attitude, bien sûr, n'a pas empêché une multitude de prêtres de baser de soutien, de la manière la plus concrète et la plus courageuse possible, parfois au prix de leur vie comme pour le père Jerzy Popiełuszko, l'irrépressible aspiration des Polonais à la liberté. De là à dire que Lech Walesa, malgré toute sa bonne foi, s'est laissé mener en bateau par le pouvoir polonais, qui cherchait par cette rencontre à obtenir l'arrêt des grèves en échange de vagues promesses, il n'y a qu'un pas, que plusieurs grévistes de Gdansk ont vite fait de franchir mercredi soir. Lech Walesa avait déjà dû déployer tous ses talents de tribun et haranguer plusieurs heures durant un dernier carré d'irréductibles en mai dernier pour les convaincre d'arrêter la grève aux chantiers navals et de sortir tous unis, la tête haute. Selon un témoin de cette scène dramatique, le président de Solidarité, face à des ouvriers de vingt-cinq ans plus jeunes que lui, dont certains étaient en larmes, avait alors passé des moments très pénibles.

Le professeur Andrzej Stelmachowski, intellectuel catholique très respecté qui a, une fois de plus, servi de médiateur dans la crise actuelle, a évoqué le « gros risque » pris par le Pilsudski de Lech Walesa et ceux du général Jaruzelski devant s'atteler ensemble à la définition du « syndicalisme à la polonaise ». La route promet d'être longue, mais qu'elle s'ouvre est déjà, en soi, un élément considérable, impensable si les choses ne s'étaient pas mises à changer à Moeckou.

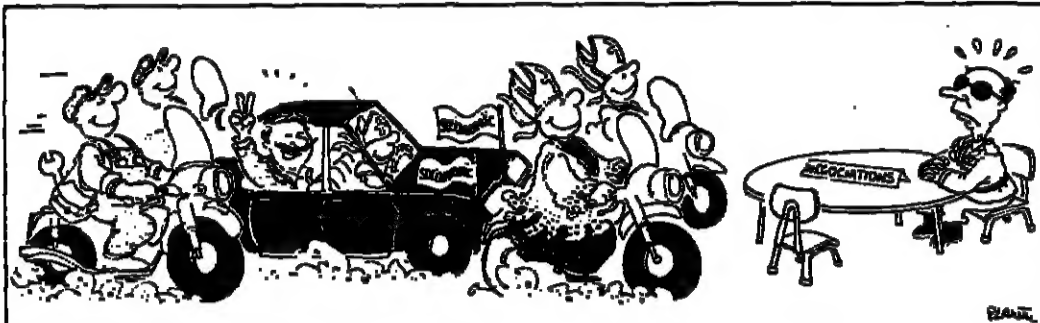
Le vrai problème de l'Europe de l'Est, déclarait-il y a quelques mois M. Walesa, n'est pas de savoir comment réformer le communisme, mais comment « sortir de ce système anormal qui mène à l'absurde, et s'orienter vers la normalité ». Pour l'heure, plus prosaïquement, les hommes de Lech Walesa et ceux du général Jaruzelski doivent s'atteler ensemble à la définition du « syndicalisme à la polonaise ». La route promet d'être longue, mais qu'elle s'ouvre est déjà, en soi, un élément considérable, impensable si les choses ne s'étaient pas mises à changer à Moeckou.

M 0147 - 0302 0 - 4,50 F
3790147004500 09020

Les dirigeants polonais acceptent de négocier le statut de Solidarité

Les grévistes des chantiers navals de Gdansk devaient reprendre le travail jeudi 1^{er} septembre, après que le président de Solidarité, Lech Walesa, leur eut rendu compte, dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, de ses trois heures d'entre-

tien avec le ministre de l'intérieur, à Varsovie. M. Walesa a affirmé avoir obtenu du pouvoir que le statut de Solidarité sera discuté lors d'une « table ronde », qui reste à organiser avec les représentants de la direction polonaise.



« Ca a été dur. Homme des missions difficiles, Lech Walesa l'a emporté à l'arraché, une fois de plus, mais non sans mal. Les grévistes des chantiers navals Lénine de Gdansk ont décidé de cesser leur mouvement jeudi 1^{er} septembre, à 14 heures, après avoir écouté le président de Solidarité plaider pour la reprise du travail. Peu de détails avaient filtré, en fin de matinée, sur ce meeting dans l'enceinte des chantiers, mais plus d'une fois, de l'extérieur, on a pu entendre les sifflets des ouvriers.

« Nous avons perdu. Nous avons perdu notre temps », s'est exclamé un membre du comité de grève à l'issue de la réunion. Pour le chef du comité de grève, Alojzy Szabłowski, « la décision d'arrêter la grève est amère ». Ces remarques donnent une idée de l'état d'esprit de grévistes qui n'ont même pas applaudi leur leader, le président de Solidarité, lorsqu'il est arrivé aux chantiers. Lech Walesa a affronté des commentaires plus durs encore lorsqu'il est arrivé à Gdansk, mer-

credi soir, de retour de Varsovie, où il s'était entretenu trois heures durant avec le ministre de l'intérieur, le général Czesław Kiszczak, et un autre dirigeant polonais, M. Stanisław Ciolek, en présence de Mgr Jerzy Dąbrowski, représentant l'épiscopat polonais. « Vous avez brisé Solidarité », lui a crié une femme devant l'église Sainte-Brigitte. Tout le monde pleure dans la ville.

(Lire la suite page 4.)

Jugeant sa succession réglée

M. Maire avance son départ de la direction de la CFDT

Jugeant réglé le problème de sa succession, M. Maire, secrétaire général de la CFDT depuis 1971, quittera son poste en novembre. Il avance un départ qui était prévu pour le printemps 1989. La décision a été prise lors de la réunion du bureau national de la confédération le mercredi 31 août. M. Jean Kaspar lui succédera.

Le scénario prévu pour le départ de M. Edmond Maire du secrétariat général de la CFDT, qu'il occupe depuis 1971, et pour sa succession a été un peu modifié au cours de la réunion du bureau national de la Confédération, le mercredi 31 août. Pas de révolution de palais : c'est M. Jean Kaspar qui sera présenté au prochain congrès comme successeur de l'actuel secrétaire général comme cela avait été prévu lors de la réunion de juin du bureau national (le Monde du 6 juillet). L'équipe qui entourait M. Kaspar à la commission exécutive (l'exécutif de la confédération, comme son nom l'indique) ne serait guère différente de celle qui était esquisée.

Seul changement : la date du départ de M. Maire. Celui-ci devait quitter son poste seulement au printemps 1989. Un « interrègne » de plusieurs mois devait suivre le congrès de novembre, M. Jean Kaspar devenant dans un premier temps secrétaire général adjoint. En fait, M. Maire a décidé d'avancer son départ à novembre, au congrès confédéral.

M. Maire n'avait pas caché lors de la réunion de juin qu'il souhaitait

rendre le plus bref possible cet interrègne, dans la mesure où la succession prévue correspondait à ses vœux. La « clarification » de la situation l'a amené à avancer son départ. La composition de l'équipe dirigeante qu'il souhaitait a été approuvée par le bureau national ainsi que l'orientation du syndicat : « L'avenir est clair sur les textes et sur les hommes », déclare le secrétaire général de la CFDT.

Comme le désirait M. Edmond Maire, c'est une équipe plus ramassée et plus homogène qui a été désignée par le bureau national. Le nombre de membres de la commission exécutive est réduit de onze à huit. Deux nouveaux y font leur apparition, comme prévu : MM. Alain Chapin et Jean-René Mameau (qui ont obtenu respectivement 29 et 32 voix), à côté des anciens : M^{me} Nicole Notat, M^{me} Jean-Marie Spach, Jean-Paul Jacquier, Jean-François Troglie, Noël Mandray, et naturellement Jean Kaspar.

GUY HERZLICH

(Lire la suite page 23.)

Le paysage politique à la rentrée

Le chantier de l'ouverture

Malgré le durcissement de l'UDF, par la voix de M. Giscard d'Estaing, et celui du RPR, par la voix de M. Juppé, à l'égard du président de la République, M. Raymond Barre persiste : « Je ne ferai pas d'opposition systématique », a-t-il confié à « Paris Match » avant de souligner que, « si la majorité actuelle devait à l'avenir s'élargir, il y aurait à ce moment-là une coalition [qui] ne pourrait se constituer que sur des objectifs précis, un programme clair et des engagements loyaux ». M. Barre relance ainsi le débat sur l'ouverture.

par Jean-Marie Colombani

Chassez l'ouverture, elle revient au galop ! Après Simone Veil et Bernard Stasi, voilà Raymond Barre qui repère d'une coalition avec les socialistes, tandis que Pierre Mauroy assure

que la majorité est « ouverte ». On croyait l'ouverture passée de mode ; elle réapparaît pourtant comme un thème récurrent.

Au début de l'été, en effet, elle semblait condamnée. Thème central de la campagne d'un candidat qui se voulait celui de la « France unie », elle était déclarée forcée le 14 juillet par le même homme, parvenu entre-temps à ses fins, lors de sa prestation annuelle avec Yves Mourou. Il est vrai que l'ouverture n'avait guère été couronnée de succès devant un suffrage universel sollicité brutalement dès le lendemain de l'élection présidentielle : le succès du centriste Aloyse Warhouver face à Pierre Messmer et celui de Lionel Stoléru représentent un maigre bilan. Elle ne s'était pas faite non plus au Parlement : l'élection de Laurent Fabius au « perchoir » fut le fruit d'une négociation avec le PCF, lequel fut gratifié en retour de l'abaissement du nombre des députés nécessaires

pour constituer un groupe ; il en fut de même du contenu de la loi d'amnistie, tandis que les centristes, effrayés par leur propre audace, qui leur vaudrait d'être aujourd'hui regroupés dans l'UDC, semblaient se remettre aussitôt dans les mains de la droite, comme devait le constater dans nos colonnes Lionel Jospin.

L'ouverture devait enfin échouer localement, puisque les centristes d'Aquitaine et de Champagne-Ardenne acceptaient de conforter une majorité dépendante de l'extrême droite. Deux mois plus tard, il n'y a plus guère que le PS - il est vrai sous la pression constante de Roland Leroy et de l'« Humanité » - qui rechigne, au point d'être « plus réticent que les centristes », selon l'expression de Bernard Stasi. Car, grâce à la méthode Rocard, l'ouverture est revenue. Elle a connu, en Nouvelle-Calédonie, une application aux allures de modèle.

(Lire la suite page 9.)

La nomination de M. Pierre Bergé

Un Opéra haute couture

L'Opéra de Paris a une nouvelle tête : M. Pierre Bergé, l'heureux PDG de la maison Yves Saint Laurent, qui est aussi un mécène avisé. En annonçant le 31 août la nomination de M. Bergé à la présidence de l'Opéra, M. Jack Lang, le ministre de la culture, confirmait l'achèvement de l'Opéra Bastille, avec sa salle modulable et ses ateliers de décors, pour 1989. Il précisait également que la nouvelle direction de l'Opéra chapeauterait le palais Garnier, l'établissement de la Bastille et la salle Favart, le premier étant exclusivement

consacré à la danse et le deuxième à l'art lyrique. Pierre Bergé aura donc à compter un monstre devenu tricéphale, redouté pour son appétit financier et le byzantinisme de ses querelles, qui ont découragé plus d'un administrateur. Il sera assisté dans sa tâche par M. Raymond Soubie, dont le président de la République a fait publiquement l'éloge à l'issue du dernier conseil des ministres.

(Lire page 17 les articles d'EMMANUEL DE ROUX et de FRÉDÉRIC EDELMANN.)

HUBERT MONTAGNER

▲ L'ATTACHEMENT. LES DEBUTS DE LA TENDRESSE



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 DA ; Tunisie, 6,00 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Chili/Réunion, 2,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G-9, 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

مكتبة من الأصول

1789

L'ANNÉE SANS PAREILLE

39. La révolution en Europe

La Révolution n'est pas une affaire... française, même si, ultérieurement, ses conséquences pour l'Europe seront considérables. Mais, ne l'oublions pas, il y a eu, avant 1789, la révolution américaine, celle des Provinces-Unies (les Pays-Bas d'aujourd'hui), celle de la Belgique, presque parallèle à celle de la France... Seule l'Angleterre fait la fine bouche, avant de prendre la tête de la coalition contre-révolutionnaire.

par MICHEL WINOCK

Le mouvement de fédération portait en lui le principe d'une remise en cause des bases traditionnelles des États dynastiques. Ainsi, le 13 juillet 1790, à Strasbourg, trois mille députés des gardes nationales d'Alsace, de Lorraine et de Franche-Comté se déclaraient Français, non point en vertu des traités qui avaient jadis rassemblé ces provinces sous un même sceptre, mais par un décret de leur volonté unanime. L'autorité des traités était ainsi mise à l'écart, comme une idée prévalant du nouveau droit international à établir.

Dans l'immédiat, un problème concret en résultait : celui des sujets alsaciens dont les terres dépendaient de princes allemands peu disposés à abandonner leurs droits seigneuriaux sur elles. Le 28 octobre 1790, Merlin de Douai déclara nettement à l'Assemblée : « Le peuple alsacien s'est uni au peuple français parce qu'il l'a voulu, c'est donc sa volonté seule, et non pas le traité de Münster qui a légitimé l'union, et comme il n'a mis à cette volonté aucune condition relative aux fiefs régaliens, nul ne peut prétendre d'indemnité. » Affirmation redoutable : si les droits des nations ne se réglaient plus par les traités des princes, toute la carte de l'Europe était susceptible de remise en ordre, pour peu que cette pétition franchisse la frontière. Une frontière qui, à l'entrée du pont de Kehl, sur le Rhin, arborait fièrement cette inscription : « Ici commence le pays de la liberté ».

Cependant, quand bien même la France, surtout après la proclamation de la République, allait devenir l'épicentre d'un séisme européen, on ne doit pas considérer le mouvement à sens unique. Comme si notre pays avait d'abord forgé la théorie philosophique de la révolution, puis organisé son application, et enfin diffusé à travers l'Europe et le monde ses modèles. Malgré leur fulgurance, les événements qui inaugurèrent la chute de l'Ancien Régime ne doivent pas être considérés comme une affaire exclusivement française.

Jacques Godechot a pu écrire : « La France nous apparaît comme un relais dans le mouvement révolutionnaire qui a commencé aux États-Unis vers 1770 : l'incendie qui était à peine éteint en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, à Genève, reprend dès que la révolution semble triompher en France. » Le thème, avancé par cet historien, d'une « révolution occidentale » avait déjà été formulé par Jaurès : « Il n'y a pas, à proprement parler, une révolution française : il y a une révolution européenne, qui a la France à son sommet. » En 1951, l'historien américain Louis Gotschalk avait défendu dans son livre *Europe and the Modern World* l'idée d'une « première révolution mondiale », commencée aux États-Unis, continuée par une phase française, puis par une période napoléonienne achevée en 1815. On doit à Jacques Godechot l'expression de « révolution atlantique » (Malraux a parlé d'une « civilisation atlantique » pour désigner l'aire géographique « États-Unis et Europe occidentale » sur laquelle prédomine l'influence de bouleversement politique et social) avait opéré une transformation en profondeur.

LAISSEONS de côté toutes les objections qui ont été faites à cette thèse, que nous retiendrons ici seulement pour élargir l'angle de prise de vue et replacer 89 — fût-ce brièvement — dans son contexte international. Si nous avons aujourd'hui le sentiment d'appartenir à un Occident aux limites géographiques imprécises, mais largement défini par des principes politiques communs et des pratiques institutionnelles convergentes, nous le devons largement à cette période qui vit les absolutismes sapés par les transformations économiques, les mutations sociales et les idées, contenues certes dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, mais dont la genèse s'était amorcée dans cet esprit des Lumières dont toute l'Europe avait été peu ou prou imprégnée, puis sous le ressentiment de la révolution américaine — qui paraissait elle-même en avoir été inspirée.

Ainsi, les Provinces-Unies avaient lancé leur mouvement d'émancipation libérale avant les Français. Elles aussi avaient été alliées aux États-Unis contre l'Angleterre. Depuis longtemps, la presse était quasiment libre à Amsterdam, qui était, avec d'autres villes néerlandaises, l'imprimerie centrale de l'Europe. Cependant, le statouder Guillaume V ne cachait pas ses aspirations autoritaires : un parti « orangiste », où se côtoyaient les nobles, les bourgeois des provinces intérieures, les couches populaires des provinces maritimes et les adversaires des idées philosophiques, le soutenait dans son désir de renforcer l'absolutisme. Deux autres forces lui étaient opposées : le parti des « régents », composé des dissidents religieux, de la bourgeoisie libérale, des administrateurs locaux, et un parti « patriote » qu'animaient la bourgeoisie avancée et la noblesse libérale. Capellen, qui apparaissait comme le chef de ce dernier parti, inspiré par Rousseau et les insurgés d'Amérique, avait publié en 1782 un libelle contre le statouder : le pouvoir de celui-ci devait dépendre du pouvoir législatif.

Face à la levée des réformistes, Guillaume était cabré. Le parti des régents et le parti patriote avaient fait cause commune, en organisant dans tout le pays un réseau de clubs, coiffé par un comité central siégeant à Amsterdam. En 1785, on voit interdire la cocarde orange et arborer la cocarde noire dans les grandes villes du pays, où se fédèrent des corps francs. En septembre de la même année, La Haye connaît trois jours d'émeute. Les provinces contestent les droits de statouder : en novembre, celui-ci est privé de son droit de grâce. Une véritable guerre civile est déclenchée contre les orangistes. Le 22 septembre 1786, Guillaume est destitué par les patriotes, qui obtiennent quelques mois plus tard de larges majorités aux élections municipales d'Amsterdam et de Rotterdam.

La révolution des Provinces-Unies allait devenir internationale. Le statouder déchu demanda l'aide de l'Angleterre tandis que

en force d'une contestation à la fois nationale et libérale. La Belgique n'était pas un État indépendant. La plus grande partie — les Pays-Bas autrichiens — était sous la tutelle de l'empereur d'Autriche ; Liège et ses environs, sous l'autorité d'un prince-évêque. Le pays était pénétré comme les autres par les idées nouvelles et les aspirations aux réformes. Au début des années 80, l'empereur Joseph II, « despote éclairé », avait décidé sans consultation une série de mesures, qui eurent pour résultat de mécontenter diverses catégories d'intérêts. En particulier, la tolérance religieuse était accompagnée de clauses supprimant des couvents : c'était une atteinte aux libertés de l'Eglise. Les libéraux, de leur côté, se plaignaient que Joseph II les privât du principal : la liberté politique. Enfin, l'empereur dévalait tous les intérêts attachés à l'espoir d'une ouverture du port d'Anvers : celle-ci n'avait pas eu lieu pour des raisons diplomatiques (les Provinces-Unies et l'Angleterre redoutaient la concurrence).

Imperméable à l'opinion belge, Joseph II avait décidé en 1787 une grande réorganisation administrative et judiciaire. Elle avait pour qualité d'être rationnelle, mais pour

la révolution libérale de la Belgique. Renonciation de ses privilèges par la noblesse, réunion d'un comité des trois ordres pour rédiger une nouvelle Constitution, formation d'une milice bourgeoise : Liège vivait au rythme de la Révolution française. Les statistes faisaient alliance avec les libéraux.

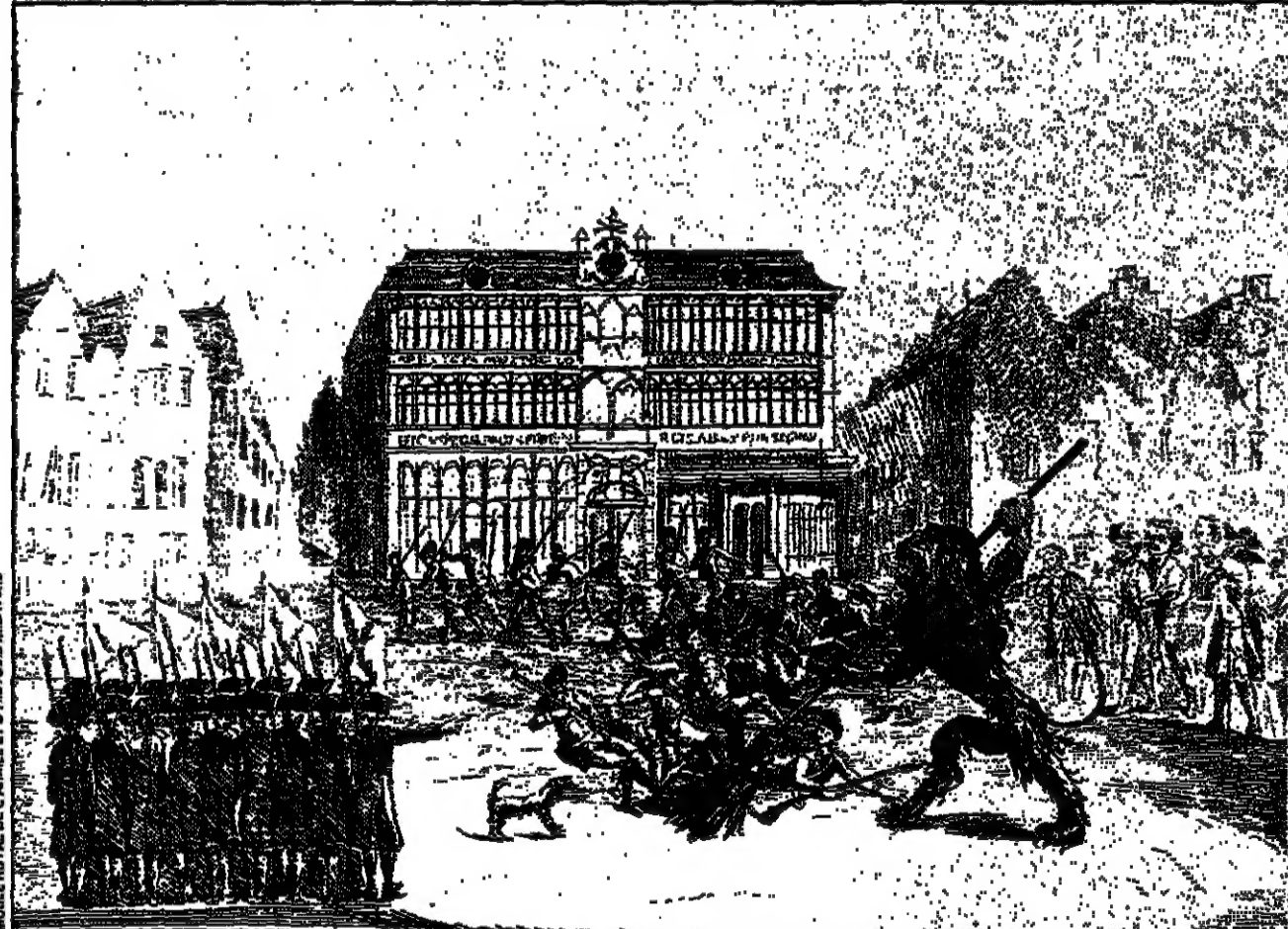
En octobre, soulèvement général des campagnes et des villes. La prise de Gand était décisive. Les hommes de Joseph II — soldats, fonctionnaires et partisans — doivent prendre la fuite. Le 24, les insurgés proclament l'indépendance et la déchéance de l'empereur. Le 18 décembre 1789, les troupes autrichiennes sont expulsées de Bruxelles. Le 11 janvier 1790, les États généraux, réunis à Bruxelles, votent la constitution des « États belges réunis ». Dans cette union fédérale que devait coiffer un Congrès, les statistes avaient su préserver les anciens privilèges. Dans la crainte de la contagion révolutionnaire, ils favorisèrent le retour des Autrichiens, tandis que le prince-évêque de Liège s'en était tenu à l'écart.

Ces échecs n'en témoignent pas moins du caractère international du phénomène révolutionnaire. Par un curieux paradoxe, la

« En France, nous voyons une révolution fondée sur l'examen réfléchi des droits de l'homme et qui distingue dans l'origine les principes d'avec les personnes. »

défait de placer les juridictions belges directement sous le coup du gouvernement de Vienne. Les Belges protestèrent au nom des traités signés à Utrecht (1713) et Aix-la-Chapelle (1748). La résistance aux édits s'organisa ; des émeutes éclatèrent ; la cocarde noir-jaune-rouge se répandit. La principauté de Liège est gagnée à son tour, où l'autorité du prince-évêque est battue en brèche.

pays qui avait précédé tous les autres dans le progrès des idées libérales allait se placer dans le camp de la contre-révolution. L'Angleterre, puisqu'il s'agit d'elle, venait d'être victime, il est vrai, de l'insurrection américaine. Le goût de la liberté, cessant d'être à usage interne, risquait de lui coûter sa prééminence économique. La perte d'une belle colonie pouvait être compensée par l'hégémonie commerciale et industrielle



La Belgique n'était pas un État indépendant. La plus grande partie — les Pays-Bas autrichiens — était sous la tutelle de l'empereur d'Autriche. La politique de Joseph II suscita le mécontentement. Ici, le « Balayeur » : le Non brabançon repousse les soldats de l'empereur.

sa femme réclame l'intervention de son frère Frédéric-Guillaume II, nouveau roi de Prusse. Les Prussiens rétablissent officiellement *manu militari* le statouder dans ses fonctions, en septembre 1787. La France, malgré les espoirs des patriotes, n'avait pas bronché : elle était elle-même aux prises avec les troubles de l'avant-Révolution. C'est en France néanmoins que bon nombre de patriotes néerlandais s'exilèrent, dont certains — notamment Capellen — participèrent comme membres actifs à son histoire.

PARMI d'autres exilés, on a déjà fait allusion aux « Genevois » les « nira-belles » — qui étaient proches de Mirabeau, écrivaient dans son journal et inspiraient quelques-uns de ses discours : Darroveray, Dumont, Reybaz, le banquier Clavière. Ces émigrés avaient participé au Suisse à la lutte contre les oligarchies et les privilèges des canons et en faveur de l'égalité entre les citoyens et les cantons dans la Confédération helvétique. C'est sur l'intervention des troupes françaises, sardes et bernoises que le pouvoir des oligarches avait été restauré à Genève.

On sait d'autre part quel titre avait improvisé Camille Desmoulins pour son journal, *Revolutions de France et de Brabant*, dont le premier numéro date du 28 novembre 1789. Liège et la Belgique étaient, elles aussi, le théâtre d'une montée

d'une société en pleine expansion. Encore fallait-il qu'un juste équilibre maintint sur le continent européen un *status quo* qui lui était favorable et que l'expansion révolutionnaire de la France risquait de mettre en suspens. La question d'Anvers illustrait la politique anglaise ; elle était favorable aux libéraux, mais pas au détriment de ses intérêts de grande puissance.

Cependant, en 1789, l'Angleterre n'a pas encore pris la tête de la coalition contre-révolutionnaire. Les nouvelles de France y sont accueillies avec étonnement, parfois avec sympathie, dans certains cas avec enthousiasme. Après les événements d'octobre, la classe politique anglaise se divise sur ce qui se passe de l'autre côté du Channel. Le

prompt à rallier la France dans ses œuvres avant 1789, tombe à ses genoux à partir de la convocation des États généraux, auxquels il crut devoir consacrer une ode solennelle. Dans toute l'Europe, les nouvelles de France vont faire battre des mains, couler l'encre et... creuser les contre-sapes. En Hongrie et en Pologne, l'agitation grandit ; en Espagne, le gouvernement soutenu par l'acquisition s'avisait d'installer un cordon sanitaire le long des Pyrénées pour interdire l'entrée à la « peste française ». En retour, Paris vit affluer des administrateurs de la Révolution venus de toute l'Europe, accentuant son caractère cosmopolite et ses attributs universels. Comme Thomas Paine l'avait dit, jusqu'à présent, les peuples s'étaient soulevés contre un souverain particulier et par des « haines personnelles » :

« Mais, en France, nous voyons une révolution fondée sur l'examen réfléchi des droits de l'homme, et qui distingue dans l'origine les principes d'avec les personnes. »

Arthur Young, au terme de son voyage en France, essayait de ramener la question européenne au principal. Pour lui, il y avait une Europe libérale ou aspirant à le devenir ; en face, une Europe contre-révolutionnaire, dont les Prussiens et les Autrichiens formaient la gendarmerie. « Ces messieurs, disait-il en évoquant les administrateurs de Burke, qui font des vœux pour la contre-révolution, ne souhaitent sans doute pas voir les drapeaux prussiens sur la Tour de Londres ou les couleurs autrichiennes à Amsterdam ? C'est cependant là qu'elles seraient plantées si les coalisés l'emportaient. Si un réel danger menace la France, ce dont je doute, ce serait notre affaire et notre intérêt immédiat que de la secourir. »

La suite fut différente : les Anglais écoutèrent Burke mieux que Thomas Paine ou Arthur Young. On pourrait révéler une autre histoire que celle qui a eu lieu, mais ce ne serait pas raisonnable.

Demain : L'année sans pareille.

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Joué le 1^{er} septembre : « La révolution en Europe », avec François Lebrun. Vendredi 2 septembre : « L'année sans pareille », avec Maurice Agulhon.

4 novembre, Richard Price, pasteur dissident, prononce à la Société de la Révolution (l'anglais, celle de 1688), un sermon sur l'« amour de la patrie », qui est un vibrant éloge de la Révolution française. C'est ce texte qui va inspirer l'année suivante les *Réflexions sur la Révolution française*, réplique féroce du député whig Edmund Burke, devenue bientôt le « bréviaire de la contre-révolution » en Europe.

Burke, avec talent, exprimait assez bien la tendance majoritaire d'un libéralisme britannique rebelle aux actes et, plus encore, peut-être, aux manières des révolutionnaires du continent. La réussite historique de la Grande-Bretagne a été de se moderniser sans détruire les formes et les symboles du passé. Certes, les Anglais avaient été des républicains, mais la révolution de 1648 était une vieille guerre de religion. Quant à la « glorieuse révolution » de 1688, elle avait été, aux yeux de Burke, une sorte de réimpression conservatrice, dont la finalité était de protéger la tradition contre un souverain abusif. Tout au contraire, les Français faisaient table rase et s'imaginaient pouvoir tout refaire sur des « abstractions métaphysiques ». La réaction de Burke provoqua les réactions en chaîne de ses adversaires. Dans la grande controverse qui s'ouvrit, Thomas Paine, ancien combattant d'Amérique, va se faire l'avocat le plus eloquent de la Révolution française. Dans *Les Droits de l'homme*, qu'il publie en 1791, il fustige les apriorismes et les silences du procureur : « On doit observer que M. Burke, dans tout son ouvrage, ne dit pas un mot de complots contre la révolution, et c'est de ces complots que tout le mal a pris sa source. »

TANDIS que les Tories renforçaient leurs rangs, l'unité du parti whig ne résista pas à la polémique qui s'était instaurée en son sein. Fox, leader du parti et administrateur de la France nouvelle, se brouilla avec Burke. Celui-ci craignait l'exemple contagieux d'une révolution, dont les « riches heures » étaient trop chèrement acquises par une partie de l'opinion anglaise.

Ses *Réflexions* commentent le succès en plusieurs langues, notamment en allemand. Néanmoins, l'exemple français a aussi soulevé l'enthousiasme outre-Rhin. Kant y a été le plus illustre de ses admirateurs : il pleure en apprenant la proclamation de la République. Un Klopstock, toujours

Par un curieux paradoxe, l'Angleterre, le pays qui avait précédé tous les autres dans le progrès des idées libérales, allait se placer dans le camp de la contre-révolution.

prompt à rallier la France dans ses œuvres avant 1789, tombe à ses genoux à partir de la convocation des États généraux, auxquels il crut devoir consacrer une ode solennelle. Dans toute l'Europe, les nouvelles de France vont faire battre des mains, couler l'encre et... creuser les contre-sapes. En Hongrie et en Pologne, l'agitation grandit ; en Espagne, le gouvernement soutenu par l'acquisition s'avisait d'installer un cordon sanitaire le long des Pyrénées pour interdire l'entrée à la « peste française ». En retour, Paris vit affluer des administrateurs de la Révolution venus de toute l'Europe, accentuant son caractère cosmopolite et ses attributs universels. Comme Thomas Paine l'avait dit, jusqu'à présent, les peuples s'étaient soulevés contre un souverain particulier et par des « haines personnelles » :

« Mais, en France, nous voyons une révolution fondée sur l'examen réfléchi des droits de l'homme, et qui distingue dans l'origine les principes d'avec les personnes. »

Arthur Young, au terme de son voyage en France, essayait de ramener la question européenne au principal. Pour lui, il y avait une Europe libérale ou aspirant à le devenir ; en face, une Europe contre-révolutionnaire, dont les Prussiens et les Autrichiens formaient la gendarmerie. « Ces messieurs, disait-il en évoquant les administrateurs de Burke, qui font des vœux pour la contre-révolution, ne souhaitent sans doute pas voir les drapeaux prussiens sur la Tour de Londres ou les couleurs autrichiennes à Amsterdam ? C'est cependant là qu'elles seraient plantées si les coalisés l'emportaient. Si un réel danger menace la France, ce dont je doute, ce serait notre affaire et notre intérêt immédiat que de la secourir. »

La suite fut différente : les Anglais écoutèrent Burke mieux que Thomas Paine ou Arthur Young. On pourrait révéler une autre histoire que celle qui a eu lieu, mais ce ne serait pas raisonnable.

Demain : L'année sans pareille.

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Joué le 1^{er} septembre : « La révolution en Europe », avec François Lebrun. Vendredi 2 septembre : « L'année sans pareille », avec Maurice Agulhon.

et Bagdad s'accusent de violer le cessez-le

Après neuf mois de soulèvement des Palestiniens de Gaza A l'heure de la « reprise en main »

GAZA
de notre envoyé spécial

Apparemment, rien n'a changé dans ce paysage de déchéance avancée : ordures entassées au coin des rues, lambeaux de drapeaux palestiniens sur les fils électriques, chaudières défoncées sur fond de façades lépreuses. Neuf mois de soulèvement ont laissé leurs marques : traces de piques incendiaires, trottoirs jonchés de pierres — ajoutant encore à la tristesse des lieux. Il n'y a qu'une seule note nouvelle à Gaza, c'est une touche de couleur : au centre-ville, par exemple, dans la rue Al-Wahda, les murs ont été barbouillés à la peinture violette.

L'explication ? « Depuis quatre semaines, raconte un Gaza, la brigade des Givati (Ouvriers en arabe) (une unité d'élite de l'armée israélienne) est de retour à Gaza et elle impose à la population de recouvrir de cette couleur les graffiti nationalistes ornant les façades de la ville », le violet est la couleur fétiche des Givati, celle de leurs bérets et, là où l'armée se contentait auparavant d'ordonner aux habitants des quartiers de badigeonner en blanc les slogans de l'Intifada (le soulèvement), il faut maintenant du violet.

« Ce ne se trouve pas toujours facilement, poursuit notre interlocuteur, une patrouille passe dans la rue, arrête des passants, prend leurs cartes d'identité et leur donne une heure pour repindre. Mais j'ai vu un homme recevoir des coups de matraque parce qu'il avait peint en bleu, pas en violet. L'ordre n'est pas venu d'en haut, c'est plutôt un « caprice » des Givati, une unité qui

Trois Palestiniens ont été tués dans les territoires occupés par Israël (deux dans la bande de Gaza et un en Cisjordanie) et quatorze autres ont été blessés, mercredi 31 août, lors d'incidents ayant éclaté au deuxième jour de la grève générale.

Pour sa part, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, s'est prononcé en faveur d'un durcissement de la répression et a estimé que les pierres lancées par les manifestants « devraient être classées dans la catégorie des armes mortelles, contre lesquelles on doit se défendre de la même façon que contre des cocktails Molotov ». Enfin, deux soldats ont été blessés par erreur par les tirs d'un colon israélien qui avait ouvert le feu à la suite de l'explosion d'un cocktail Molotov près de sa voiture. — (AP, Renter).

n'est taillée une solide réputation de dureté dans les territoires, mais l'affaire n'est pas si anecdotique qu'il peut sembler ; elle est révélatrice d'une politique de brimades, apparemment systématiques et destinées à « punir » Gaza : parce que la population y reste très mobilisée et que le soulèvement, courant août, n'y a donné aucun signe d'essoufflement.

Gaza vit donc à l'heure de la « reprise en main ». Il y a d'abord, au début de l'été, l'obligation faite à tous les résidents du territoire (plus de six cent cinquante mille personnes) de renouveler leur carte d'identité. D'où de longues files d'attente. Maintenant, ce sont les plaques d'immatriculation des voitures qui doivent changer.

Nouvelles files d'attente : « Dans ma rue, les soldats ont cogné aux portes à trois heures du matin, dit T., un jeune palestinien. Ils ont demandé à tous les propriétaires de véhicule de se lever et d'aller à un point de rencontre situé à l'entrée du territoire pour changer leur plaque. J'en ai terminé à 19 heures, le

même jour. C'était au beau milieu du couvre-feu de la mi-août et, sur le chemin du retour, T. recevait une volée de gifles à un barrage de l'armée : il n'était pas autorisé à circuler à cette heure-là.

« Les coups de main »

Il y a les amendes, dont on dénonce la multiplication, et les contrôles fiscaux, qui seraient particulièrement tatillons ; il y a les couvre-feux, une mesure à laquelle les autorités recourent de plus en plus quand une patrouille est attaquée à coups de pierres et de cocktails Molotov. « Il est difficile de ne pas voir une sanction collective délibérée », estime un responsable d'une organisation humanitaire internationale.

Surtout, lorsque le couvre-feu sur tel ou tel camp est accompagné d'autres punitions qui peuvent toucher des milliers de personnes : interdiction du ramassage des ordures (au camp de Nuseirat), coupures d'eau ou d'électricité (au camp de Bourj). « Quelquefois, explique-t-il, l'initiative vient d'une nouvelle unité qui ne connaît pas les consignes ». Mais le résultat est le même : on ne laisse qu'un seul point d'eau. Récure des files d'attente.

Le bilan paraît mitigé. De l'avis de plusieurs observateurs occidentaux, habitués du territoire de Gaza, « les Israéliens ont eu pour conséquence : d'exaspérer la population ». « Il se sont mis tout le monde à dos, commente le responsable d'une organisation humanitaire : « les gens sont remontés », affirme un autre, qui fait observer que, courant août, Gaza a été le théâtre d'affrontements graves, souvent provoqués par des incidents mineurs. C'est un signe de mobilisation continue de la population. La nuit, les tirs de mortiers et de cocktails Molotov sont fréquents et la réplique de l'armée se durcit.

Unanimes, les mêmes sources ont enregistré une recrudescence récente des passages à tabac pratiqués la nuit, lors des raids de l'armée dans les quartiers chauds : on les appelle « les coups de main ». En une dizaine de jours, l'hôpital de Shifa accueillerait plus de cent trente blessés : fractures, hémorragies, coups internes. Un chef de département à l'hôpital Al-Nasr affirme que, du 1^{er} au 22 août, il a soigné quatre-vingt-deux per-

sonnes sévèrement frappées à coups de matraque, dont une demi-douzaine d'enfants. Le 23 août, un homme de quarante-trois ans, emmené par des soldats qui recherchaient ses fils, est mort, succombant apparemment à une série de coups de matraque (la police a ouvert une enquête).

Durant ces mêmes affrontements, toujours au cours de mois d'août, plusieurs témoins occidentaux affirment avoir observé une augmentation des tirs à balles réelles de la part des soldats. « Il y a une banalisation de l'emploi des armes à feu, même contre de jeunes manifestants », dit l'un d'eux. Les porte-parole de l'armée assurent que les soldats ont l'ordre de ne tirer que lorsqu'ils estiment leur vie menacée.

Interrogations en Israël

Certains, dans la classe politique israélienne, ont commencé à s'interroger sur la stratégie du gouvernement. Le 16 août, un jeune député du Likoud (droite), M. Dan Meridor, interpellait le chef d'état-major, le général Dan Shimon, devant la commission de la défense de la Knesset : « Les Palestiniens qui sont pris en flagrant délit doivent être punis ; mais il n'y a pas de plus grande erreur que de harceler une population toute entière. » Un député travailliste, M. Avraham Katz-Oz, renchérrissait : « Des régions entières, qui avaient toujours été tranquilles, ont été provoquées par des politiques de harcèlement bureaucratiques, irresponsables de la part de l'administration territoriale. »

A quel état-major a beau jeu de répondre qu'il n'y aura pas de solution militaire au conflit politique qu'est le soulèvement, et ce, quelle que soit la peinture dont on recouvre les slogans sur les murs de Gaza.

ALAIN FRACHON.

ISRAËL Le Mémorial des juifs de France profané

Jérusalem. — Le Mémorial des juifs de France, qui porte les noms de quatre-vingt mille victimes des camps de la mort nazis, a été profané au cours des dernières quarante-huit heures.

Le monument de Rogit, érigé dans une vallée à quelques kilomètres au sud de Jérusalem, a été recouvert de croix gammées, de graffiti pro-palestiniens et d'un drapeau peint aux couleurs de l'O.L.P. Plusieurs associations d'Israéliens et de juifs de France ont vivement dénoncé cet « acte d'antisémitisme », et un groupe d'habitants d'une localité voisine est allé, le mardi 30 août, se recueillir à Rogit pour honorer la mémoire de ces quatre-vingt mille victimes de la Shoah. — (Corresp.)

ÉGYPTÉ

Le gouvernement interdit un hebdomadaire nassérien...

LE CAIRE

de notre correspondant

Pour la première fois depuis l'arrivée du président Moubarak au pouvoir en 1981, les autorités égyptiennes ont procédé à la fermeture d'un journal d'opposition, l'hebdomadaire nassérien *Sawt El Arab*.

Le vice-gouverneur du Caïre a en effet dissous l'association des Amis des médias arabes, qui éditait le journal. Dans le communiqué annonçant, mardi 30 août, la dissolution de l'association à caractère socio-culturel fondée en 1983, les autorités l'accusent d'« avoir eu des activités politiques contraires à son statut par l'intermédiaire de *Sawt El Arab* ». Le communiqué ajoute que l'hebdomadaire nassérien a publié « une série d'articles en contradiction avec les intérêts supérieurs de l'Etat et portant atteinte aux relations ultraprivilégiées existant entre l'Égypte et certains pays arabes frères ».

L'affaire « *Sawt El Arab* » a commencé à la suite de la publication par cet hebdomadaire, le 21 août, d'un virulent éditorial contre le « régime » d'Arabie saoudite. Le rédacteur en chef s'en prenait notamment à la famille royale saoudienne et parlait des « tournées des grands ducs des princes et princesses sur les yachts et dans les boîtes de nuit ».

Trois jours plus tard, le président Moubarak attaqua vivement dans un discours « ce journal à faible tirage qui portait atteinte à un Etat islamique frère ». « Ces tentatives de chantage de la part d'un journal financé par un pays étranger ne peuvent être tolérées », avait affirmé le rais, qui faisait référence à la Libye. Le lendemain, le ministre des affaires étrangères abondait dans le même sens. Le 29 août, l'éditorialiste de l'officiel *Al Akhbar* dénonçait « ceux qui veulent nuire aux relations privilégiées entre l'Égypte et l'Arabie saoudite ».

En fait, il s'agissait de préparer l'opinion, car *Sawt El Arab* avait été saisi la veille dans la nuit. Son rédacteur en chef, M. Abdel Aziz Manaf, avait été convoqué pour interrogatoire par le parquet. Ce n'est qu'au bout de quarante-huit heures qu'il allait être libéré sous caution après l'intervention du Syndicat des journalistes.

La fermeture de *Sawt El Arab* a été unanimement condamnée par les partis égyptiens d'opposition. *Al Ahali*, organe du Rassemblement progressiste unioniste (marxiste nassérien), et *Al Wafd*, porte-parole du Parti libéral du même nom, ont estimé dans leur numéro du 31 août qu'il s'agissait d'« une grave atteinte à la liberté de la presse » et d'« une épée de Damoclès dorénavant suspendue au-dessus de la presse d'opposition ».

... et met en garde les islamistes

Le ministre égyptien de l'Intérieur, le général Zaki Badr, a, d'autre part, lancé une sévère mise en garde aux maximalistes musulmans, qu'il a accusés d'être liés à l'Iran, « exportateur de terrorisme ».

Dans une interview publiée mercredi 31 août par le quotidien caïrote *Al Akhbar*, le général Badr a révélé que quinze pharmacies avaient été incendiées dans la province de Qena, en Haute-Egypte, « pour des raisons religieuses ». Les pharmacies en Haute-Egypte appartiennent, pour leur grande majorité, à des coptes.

Dimanche 28 août, plusieurs personnes avaient été légèrement blessées au cours d'une cérémonie de mariage dans une église du quartier de Rodel-Farag, au Caïre, à la suite d'une déflagration. Selon l'agence officielle

d'information Mena, qui ne cite pas ses sources, des pétards jetés à l'occasion du mariage auraient semé la panique parmi les invités, qui se seraient blessés en tombant. Toutefois, des témoins ont indiqué qu'une dizaine de personnes avaient été blessées par l'explosion d'un engin de fabrication artisanale fait de salpêtre, de cailloux et de clous. Cette sorte de bombe, fabriquée à partir de pétards, a déjà été utilisée efficacement contre la police par des membres de l'organisation extrémiste musulmane Al Jihad.

Le général Badr, qui n'a pas commenté l'incident de l'église, a toutefois affirmé qu'il serait « implacable à l'égard de ceux qui veulent raviver les incidents interconfessionnels ». Il a enfin reconnu que les islamistes s'étaient infiltrés dans « l'administration gouvernementale ».

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Le cheikh Yassin : « Pas de coexistence possible »

GAZA
de notre envoyé spécial

Quelques cousins jétés à même le sol, sur une natte poussiéreuse ; un ventilateur de fortune ; une rangée de livres pieux sur l'unique étagère et, au mur, une affiche de La Mecque : c'est là, dans sa misérable maison au cœur de la ville de Gaza, que réfléchit, médite et « conseille » le cheikh Ahmed Yassin, un des maîtres à penser du mouvement islamiste dans le territoire. Son influence est grandissante, dit-on, et ses propos situent bien le conflit existant entre nationalistes laïques et fondamentalistes musulmans.

Le cheikh, qui fut emprisonné un temps par les Égyptiens, puis par les Israéliens, est paré d'un bras et des jambes. Mais c'est avec un inaltérable sourire qu'il distille des réponses soigneusement mûries : « Aucun doute, dit-il, dans le territoire

de Gaza la force principale, c'est le mouvement islamiste. » Qu'en dit-il de l'O.L.P. et de la prochaine réunion de son parlement, le (CNP) Conseil national palestinien ?

Réponse sans ambiguïté : « L'horne faible laurément dit (O.L.P.) ne peut pas faire grand-chose. (...) Ils ont choisi de céder ; ils vont accepter de reconnaître Israël, de négocier, de faire des concessions, alors que Shamir [le premier ministre israélien] ne donnera rien. »

Le cheikh ne croit pas à la possibilité d'une coexistence entre deux Etats — un palestinien et un israélien — mais rêve à la création d'un Etat musulman « sur toute la Palestine ». Pour lui, l'intifada n'en est qu'à ses débuts ; elle va se poursuivre, avec des hauts et des bas, « sans cesse renouvelée comme les vagues de la mer ».

AL Fr.

Le blocage des négociations de Genève

Téhéran et Bagdad s'accusent mutuellement de violer le cessez-le-feu

Le ton s'est fait de plus en plus menaçant, mercredi 31 août, entre l'Irak et l'Iran, qui n'obtiennent plus un nouveau recul à la force, alors qu'à Genève les négociations sont toujours bloquées par la question de la délimitation des frontières internationales.

Le président du Parlement iranien et homme fort du régime, l'homme de la droite, l'ayatollah Rouhani, a déclaré qu'une reprise des combats s'ensuivrait si l'Iran parvenait à la paix par les négociations ou « en se battant une autre fois, d'une position sûrement plus forte et dans de meilleures conditions ». « A-t-il déclaré, cité mercredi par Radio-Téhéran, déjà, le président du Parlement iranien n'était pas finie et avait appelé la population et les forces armées à rester « vigilantes » et à continuer d'envoyer des contingents sur le front.

En Irak, les dirigeants, tout en engageant une campagne diplomatique

pour renforcer la position de leurs négociateurs à Genève, gardent officiellement le silence. Mais les propos de la presse officielle sont devenus de plus en plus acerbés.

A Genève, le problème de la délimitation des frontières empêche toujours l'application de la résolution 598, du premier article de la résolution 598, concernant le retrait des troupes aux « frontières internationales reconnues ».

Depuis que la question des accords d'Alger fixant ces frontières a été mise sur le tapis, les deux délégations n'ont plus tenu de réunions plénières. Les ministres des affaires étrangères des deux pays, l'Irakien Tarek Aziz et l'Iranien Ali Akbar Velayati, ne se sont plus rencontrés depuis vendredi et se sont bornés à mener des campagnes d'explication de leurs positions.

Sur le terrain, les deux parties s'accusent presque quotidiennement de violations de la trêve. L'Iran a déclaré avoir recensé jusqu'à présent onze cas de violations majeures de la part de l'Irak et affirmé que les troupes irakiennes avaient capturé 700 soldats iraniens depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 20 août. L'adjoint à l'ayatollah Rouhani a d'ailleurs mis en garde contre ces « infractions irakiennes », qui pourraient, selon lui, « redéclencher » le conflit. Pour sa part, l'agence irakienne INA, citant une source responsable irakienne, a recensé depuis samedi huit violations dans divers secteurs du front.

Dans ce climat tendu, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, tente toujours de trouver une formule de compromis qui réponde à l'exigence irakienne de recouvrir son

droit de libre navigation dans le Golfe et sur le Chatt-el-Arab, tout en assurant le retrait des troupes irakiennes, en créant des zones tampons, sans délimiter pour le moment les frontières internationales.

Le sort des Kurdes

Une tentative, mercredi soir, pour faire approuver par les deux parties un compromis a finalement échoué, malgré les efforts de M. Perez de Cuellar, qui s'est déclaré « déçu » de la lenteur des pourparlers et a souligné que, désormais, le temps pressait.

Par ailleurs, le sort des Kurdes, contre lesquels les forces irakiennes ont multiplié les opérations militaires dès la conclusion du cessez-le-feu avec l'Iran, paraît s'aggraver. Le premier ministre irakien, M. Fugus Ozal, a ainsi déclaré mercredi que les offensives irakiennes contre les Kurdes d'Irak se poursuivaient, entraînant un afflux de réfugiés à la frontière. « Du fait des opérations militaires irakiennes, un nombre important de femmes et d'enfants sont arrivés à la frontière. D'autres [Kurdes] vont, semble-t-il, entrer en Turquie », a-t-il notamment déclaré.

M. Ozal a précisé que son pays avait admis vingt mille réfugiés kurdes sur son territoire, soulignant qu'il y avait « une limite au nombre [de réfugiés] que nous pouvons accueillir ». Des officiels ont, de leur côté, affirmé que la Turquie « n'avait pas l'intention d'accorder le statut de réfugiés aux Kurdes d'Irak, mais [qu'elle] les accueillera pour une durée déterminée ». — (AFP, AP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2033

Microfilm et index du Monde

Renseignements au (1) 42-47-98-61

Derrière de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wauts

Rédacteur en chef :

Daniel Vermet

Correspondant en chef :

Claude Sala.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

Impression : Le Monde, 7, rue des Italiens, PARIS-CE

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Types LEMONDE

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Engagement d'adresse définitive ou provisoire : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Europe

POLOGNE : reprise du travail à Gdansk

Varsovie accepte de négocier le statut de Solidarité

(Suite de la première page.)
Alors que le président de Solidarité se réunissait avec le comité de grève pour exposer la situation, réunion dont ils devaient sortir après avoir dit : « Si on part d'ici, on perd. Quitter les chantiers sans garantie pour Solidarité, ça équivaut à une défaite de Solidarité ».

Les deux de persuasion de Lech Walesa ont finalement eu raison de la méfiance des grévistes, conscients en outre de ne pas avoir la puissance numérique dont il disposait en août 1980. On attendait jeudi matin les décisions des autres entreprises en grève à Szczecin, à Stalowa-Wola et Jasztarbie.

Mais des garanties précises Walesa n'en avait point à apporter aux grévistes. Rien de concret n'a encore été décidé sur les conditions de la fameuse « table ronde » proposée par le pouvoir pour sortir du conflit. L'acquis le plus important, selon l'épiscopat, est que « tous les problèmes concernant le syndicalisme » pourront être abordés au cours de ces négociations : « Il n'y a aura pas de sujet tabou ».

C'est sur cette assurance que Lech Walesa et l'épiscopat se sont fondés pour convaincre les grévistes de reprendre le travail, condition qui

avait été posée par les autorités pour l'ouverture des négociations. Au cours d'une conférence de presse, le professeur Andrzej Stelmachowski, l'intellectuel catholique qui a servi de médiateur, a indiqué que trois séries de sujets seraient traitées : les problèmes syndicaux, le droit constitutionnel d'association, y compris la formation de clubs politiques, et la formation éventuelle d'une « coalition pro-réformatrice ».

L'idée d'une telle coalition est chère au général Jaruzelski, qui espère ainsi associer les représentants de l'opposition à la mise en œuvre de réformes sans lesquelles l'économie polonaise est condamnée à s'enfoncer toujours un peu plus dans le marasme. Pour M. Stelmachowski, « Solidarité ne peut pas être rayé de l'ordre du jour ». Mais, a-t-il averti, la plus grande prudence est de mise : « Nous sommes seulement au début d'un processus. On ne peut pas dire quel en sera le résultat. Des garanties, nous n'en avons aucune. Je crois que, d'un point de vue historique et vu la situation internationale actuelle, cela peut donner un effet positif ».

M. Stelmachowski a pris soin d'ajouter qu'il ne fallait jamais exclure un « mouvement en

arrière ». Son jugement à cet égard est d'autant plus significatif qu'il a une longue expérience de la négociation en Pologne, ayant déjà été associé aux crises de 1980 et 1981, ainsi qu'aux conflits de mai dernier.

M. Wladyslaw Baka, chargé de la politique économique au bureau politique, a, de son côté, voulu se montrer rassurant devant un groupe de journalistes occidentaux : « Il faut créer, a-t-il dit, les conditions qui permettront au pluralisme syndical de devenir une réalité. C'est le chemin qui pourra mener dans l'avenir à l'instauration du pluralisme politique ».

URSS

Les excès de la brigade anti-émeute dénoncés par la presse

La nouvelle brigade anti-émeute de la police soviétique, créée en novembre 1987 et dont les excès ont été critiqués, mercredi 31 août, par les *Novosti de Moscou*, a reçu l'ordre de ne frapper ni femmes, ni enfants, ni infirmes, a déclaré le colonel Vladimir Ivanov, chef de cette brigade.

L'hebdomadaire fait état de « dizaines » de plaintes adressées à la police, en dénonçant les excès policiers commis au cours de la manifestation du 21 août dernier, à Moscou, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie.

Le colonel Ivanov, dont les propos ont été publiés par l'organe du gouvernement *Izvestia*, a précisé que le rôle de cette unité « n'est pas de disperser des manifestations, mais de rétablir l'ordre lorsque l'on commence à perdre le contrôle de la situation ». Elle doit aussi intervenir « s'il se révèle nécessaire de prendre des mesures fermes » à l'encontre de « groupes de jeunes voyous, de fans de hard rock et des punks ».

D'autre part, un décret adopté le 28 juillet par le Soviet suprême vise à renforcer le pouvoir des troupes dépendant du ministère soviétique de l'intérieur, en leur donnant notamment le droit de pénétrer dans des habitations privées ou publiques, en cas de menace contre l'ordre public. Ces troupes sont intégrées à l'armée soviétique sous le nom de « forces militaires internes ».

(AFP, Reuters.)

Soljenitsyne est invité à s'associer au mémorial dédié aux victimes de Staline

Le comité d'organisation pour la construction d'un mémorial aux victimes du stalinisme a proposé à l'écrivain russe exilé Alexandre Soljenitsyne de faire partie du conseil de cet organisme appelé Société mémorial. A-t-on appris, le mercredi 31 août, auprès de l'hebdomadaire soviétique *Literaturnaja Gazeta*.

Avec le magazine *Ogoniok* et plusieurs autres journaux, la *Literaturnaja Gazeta* est à l'origine de la création de la Société mémorial. *Izvestia*, le journal du gouvernement soviétique, avait annoncé la semaine dernière la création d'un conseil de la Société mémorial, dont l'organe principal, l'académicien Andreï Sakharov, le poète Evguène Yevoukhénko, ainsi que M. Dmitri Likhatchev, le président du Fonds soviétique de la culture.

Un télégramme a été adressé par le comité d'organisation, le 23 août dernier, à Alexandre Soljenitsyne pour lui proposer de faire partie de ce conseil. Le télégramme est cependant revenu mardi dernier au comité d'organisation avec la mention « adresse incomplète ».

A New-York, l'éditeur de Soljenitsyne a indiqué que l'écrivain était au courant de cette initiative, mais qu'il n'en avait pas encore été officiellement informé. — (AFP, Reuters.)

● HONGRIE : troisième grève en une semaine. — Quatre grévistes ont été tués d'un coup de feu à Budapest, ont observé, mercredi 31 août, une grève de sept heures, troisième arrêt de travail en Hongrie en une semaine. Les grévistes, qui protestaient contre le licenciement de leur directeur, ont obtenu satisfaction.

La semaine dernière, trois cents mineurs qui avaient observé un arrêt de travail de plusieurs heures, à Pecs, pour obtenir la non-imposition de leurs primes, avaient également obtenu satisfaction. Lundi 29 août, cent vingt ouvriers imprimeurs de la ville de Gyomendrad avaient cessé le travail pendant une heure. — (AFP, Reuters.)

RFA : en prônant une nouvelle politique économique au congrès du SPD

M. Oskar Lafontaine s'attire les foudres des dirigeants syndicaux

MUNSTER
de notre envoyé spécial

La deuxième journée du congrès du Parti social-démocrate ouest-allemand a été marquée par un affrontement violent entre M. Oskar Lafontaine, ministre-président de Sarre, secrétaire général adjoint du SPD, et les responsables syndicaux, également membres du SPD, présents à Munster. Mercredi 31 août, M. Lafontaine a répété, en les durcissant, ses thèses sur la nécessité de réduire le chômage, la flexibilité des horaires de travail et la nature du travail salarié, qu'il avait déjà exposées dans un livre intitulé *L'avenir de la société*, qui avait fait grand bruit au printemps dernier.

Dans un discours passionné, qui a duré plus d'une heure et demi, il a durci plus d'une fois le ton en face de la vulgate syndicale et social-démocrate : « Les positions des syndicats et du Parti ne doivent pas obligatoirement se recouvrir sur tous les points », a-t-il affirmé. Evoquant son expérience d'employeur, comme ministre-président d'une région particulièrement touchée par les problèmes structurels de la sidérurgie et des charbonnages, il a défini le rôle de l'homme politique social-démocrate comme celui de quelqu'un qui doit faire aboutir des compromis acceptables par les travailleurs et les patrons. M. Lafontaine a également, à plusieurs reprises, plaidé pour une participation des salariés aux profits du capital, une version allemande de l'association capital-travail chère au général de Gaulle, ce qui a mis en fureur le dernier carré des marxistes orthodoxes au sein du parti.

Passé maître dans l'art de la provocation, ce « petit-fils » préféré de l'ex-chancelier Willy Brandt, âgé de quarante-cinq ans, s'est prononcé en faveur de la flexibilité des horaires de travail, pour une réduction du temps de travail accompagné de pertes de salaires pour les plus hautes tranches de revenus, pour des allègements fiscaux en faveur des

entreprises. Au-delà du parti, il s'adressait ainsi à la masse des électeurs ouest-allemands, dont il espère recueillir un jour les suffrages dans l'hypothèse fort plausible où le SPD le désignerait comme candidat chancelier en 1990 ou en 1994.

Chèvre et chon

C'est était trop pour les chefs syndicaux, qui se sont succédé à la tribune pour passer un « savon » à leur « camarade Oskar ». M. Franz Steinkühler, secrétaire général de l'IG Metall, le puissant syndicat des métallurgistes ouest-allemands, lui a reproché de mettre en difficulté, en tenant de tels propos, les dirigeants syndicaux engagés activement dans de difficiles négociations avec le patronat. Plus direct, M. Her-

mann Rappe, secrétaire du syndicat de la chimie, l'a accusé de « chercher à se profiler aux dépens des syndicats ». La position de compromis, élaborée pour la motion finale du congrès et défendue par le président du parti, M. Vogel, tente bien de ménager la chèvre et le chon : elle rejette l'autorisation du travail le dimanche, prônée par les Sarrois, mais elle insiste sur la recherche de tous les moyens, même les plus conventionnels, susceptibles de réduire le chômage.

Ce débat, le plus chargé d'émotion qu'ait connu le Parti social-démocrate depuis longtemps, est révélateur du dilemme d'une formation politique qui s'appuie essentiellement sur les salariés, mais ne peut espérer revenir au pouvoir qu'en attirant à elle des couches beaucoup plus larges de la population.

LUC ROSENZWEIG.

Le chancelier Kohl annonce un plan d'aide aux réfugiés d'Europe de l'Est

BONN
de notre correspondant

Dès son retour de vacances, la semaine dernière, le chancelier Helmut Kohl avait fait savoir qu'il prendrait personnellement en main le dossier épineux des réfugiés de souche allemande en provenance des pays de l'Est qui affluent en République fédérale. Les difficultés liées à l'accueil et à l'intégration de ces « rapatriés » se sont brusquement accrues ces derniers mois en raison du nombre élevé de personnes autorisées à quitter l'URSS. Pour les sept premiers mois de l'année 1988, plus de quatre-vingt mille personnes sont arrivées dans les camps de transit de Friedland, Unna, Massen et Nuremberg (le Monde du 27 août).

Les mesures annoncées visent à améliorer les conditions de logement des rapatriés. En 1989, l'Etat fédéral subventionnera la construction ou la mise en état de quarante-cinq

mille logements, une dépense de plus de 1 milliard de deutsche marks (3,4 milliards de francs), les régions et les communes sont invitées à apporter le complément de financement. M. Schmidt, maire de Hanovre et président du congrès des villes allemandes, a émis quelques critiques sur ce point : « L'accueil des réfugiés est une affaire de l'Etat tout entier, a-t-il déclaré, les mesures gouvernementales vont avoir pour conséquence que seules les régions riches auront les moyens d'exercer leur devoir de solidarité ».

L'Office fédéral du travail (équivalent ouest-allemand de l'ANPE) recevra 850 millions de deutsche marks supplémentaires pour l'organisation de cours d'allemand à l'intention de ces immigrants, dont la plupart ont perdu l'usage de la langue de leurs ancêtres.

L.R.

IRLANDE DU NORD : après la mort de trois militants de l'IRA

Dublin et les travaillistes britanniques réclament des éclaircissements

Deux personnes ont été tuées et une troisième blessée le mercredi 31 août par l'explosion d'une bombe dans un appartement à Londonderry. Dans un communiqué parvenu à la BBC à Belfast, l'IRA a revendiqué ces attentats et admis implicitement qu'il s'agissait d'une « erreur ». L'organisation clandestine explique en effet qu'elle avait enlevé le propriétaire du logement, situé dans le quartier catholique de la ville, et piégé les lieux « dans l'espoir que les forces de sécurité britannique y entreraient en premier ».

Selon la police de Londonderry, les deux victimes de l'attentat, un homme et une femme, avaient pénétré dans l'appartement par une fenêtre, inquiétés de l'absence depuis plusieurs jours de leur voisin.

Cette explosion portait à soixante-quinze le nombre de personnes tuées par la violence politique en Ulster depuis le début de l'année. Mardi soir, trois membres de l'IRA avaient été abattus par des soldats britanniques des forces spéciales (SAS) près d'Omagh, dans le centre de l'Ulster. Cette opération a déclenché une nouvelle vague de troubles. Dans la nuit du mercredi 31 août au jeudi 1^{er} septembre, une trentaine de voitures ont ainsi été incendiées dans plusieurs quartiers catholiques de Belfast-Ouest. Les forces de sécurité ont fait usage de leurs fusils à balles en plastique pour disperser de petits groupes de manifestants, mais il n'y a eu aucun blessé.

L'opération de commando des SAS, qualifiée d'« exécution » par l'IRA, continue à susciter diverses réactions, d'autant plus que les autorités britanniques refusent toujours de fournir des détails sur les circonstances de l'intervention. Tous les leaders protestants d'Irlande du Nord espéraient mercredi 31 août qu'elle allait marquer le début de la contre-offensive du gouvernement de Londres, qu'ils réclamaient à cor et à cri depuis la mort de huit soldats britanniques à Omagh il y a onze jours. Le Révérend extrémiste Ian Paisley s'est félicité de voir que les forces de sécurité « avaient maintenant pris l'offensive au lieu de rester sur la défensive ».

Mais en République d'Irlande, le premier ministre, M. Charles Haughey, a exprimé son inquiétude et a demandé un « rapport urgent » à son homologue britannique, A. Londres, le Parti travailliste a réclané des « éclaircissements complets » sur l'incident, soupçonnant une nouvelle affaire de terroristes abattus de sang froid par les forces de sécurité. Dans une interview donnée au quotidien *Daily Express*, le jeudi 1^{er} septembre, Mme Margaret Thatcher, évoquant

les circonstances de la mort des trois militants de l'IRA, déclare que les soldats britanniques impliqués « ont agi dans le respect de la loi ». « Il faut évidemment fixer des règles, ajoute-t-elle, et laisser les hommes de terrain opérer dans les limites de ces règles ».

Par ailleurs, deux membres présumés de l'IRA, Gérard Thomas Hanratty et Terence George McGeough, ont été arrêtés dans la nuit de mardi à mercredi à la fron-

tière entre la RFA et les Pays-Bas, à proximité de la ville d'Heinsberg. Selon un porte-parole de la police ouest-allemande à Karlsruhe, ils sont soupçonnés d'avoir participé aux attentats revendiqués par l'IRA, commis le 13 juillet contre la caserne britannique de Duisbourg et le 5 août contre celle de Düsseldorf. La fouille de leur véhicule a permis de trouver deux fusils, deux revolvers ainsi que des munitions. — (AFP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

L'aide française à la population est doublée

La France a pris la décision de doubler pendant les dix-huit mois qui viennent son aide aux populations afghanes en la portant à 100 millions de francs, a annoncé, mercredi 31 août, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de l'action humanitaire, au cours d'une visite à Genève.

Pour le second semestre de 1988, 27 millions de francs ont été décaissés au titre des besoins prioritaires, sur lesquels 11 millions iront au Fonds du coordonnateur des Nations unies pour l'Afghanistan, le prince Sadruddin Agha Khan, 5,5 millions au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 2,5 millions aux activités d'experts français et 2 millions au Comité international de la Croix-Rouge (CICR). — (Corresp.)

L'URSS reconnaît que son aviation est intervenue à Kunduz

L'aviation soviétique est intervenue à partir du territoire de l'URSS pour « soutenir des opérations militaires » dans la région de Kunduz, a reconnu mercredi 31 août le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères. « En accord avec le gouvernement afghan, a précisé M. Guerassimov, des avions partis du territoire soviétique ont été utilisés dans la région de Kunduz afin d'y remplir une mission urgente dans le cadre d'opérations militaires contre les forces extrémistes en nombre de la contre-révolution ».

Il a affirmé qu'il ne s'agissait pas d'une violation de l'accord de Genève, comme l'avait affirmé Washington. Kunduz, une capitale provinciale située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière soviétique, avait été évacuée par l'armée rouge le 5 août avant d'être reprise par les moudjahidins quelques jours plus tard.

D'autre part, le gouvernement soviétique de Kaboul a adressé une lettre aux Nations unies proposant l'ouverture de nouvelles discussions entre les Etats-Unis, l'URSS, le Pakistan et l'Afghanistan pour « donner une nouvelle impulsion à l'application de l'accord de Genève » et « faciliter une meilleure compréhension mutuelle entre les pays signataires du document ». — (AFP, Reuters.)

Bangladesh

Inondations : le président Ershad lance un appel à l'aide internationale

Le président du Bangladesh a réitéré, mercredi 31 août, une aide internationale pour les victimes des pluies torrentielles qui ont déjà fait plus de deux cent cinquante morts. « La situation est alarmante. Nous avons réclamé une aide alimentaire d'urgence aux pays donateurs et aux agences internationales », a déclaré le général Ershad. « Les inondations touchent un tiers des 105 millions d'habitants du pays ».

D'autre part, un bateau de sauvetage transportant une centaine de victimes des inondations s'est renversé dans le fleuve Isamati, à l'ouest du Bangladesh ; le plupart des passagers sont portés disparus. — (Reuters, AFP.)



Dessin paru dans « le Soir » de Bruxelles

Le général Kiszczak : un « dur » mais un « excellent négociateur »

Les dernières interventions du général Czeslaw Kiszczak sur la scène politique polonaise ne le désignent pas précisément pour être l'homme d'une ouverture et pour entamer un délicat dialogue avec Lech Walesa. Déjà ministre de l'intérieur au moment de l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981 — et à ce titre grand patron des services de sécurité et des « zomcs » — il fut l'un des principaux artisans de la répression contre Solidarité et ses sympathisants. C'est encore à lui qu'il revint, au mois de mai 1985, de présenter devant la Diète un nouveau arsenal de mesures destinées à renforcer le maintien de l'ordre, regrettant à cette occasion que la population ne collabore pas plus activement avec la police et affirmant que les activités de son ministère « reflétaient l'apparition d'un renouveau socialiste ».

Membre du parti depuis le lendemain de la guerre, aujourd'hui âgé de soixante-deux ans, le général Kiszczak a fait pratiquement toute sa carrière dans les services de renseignement et de contre-espionnage militaires (il était notamment en poste à Londres à la fin des années 40). Dans le contexte polonais, ces fonctions ne pouvaient que le mettre en contact particulièrement étroit avec les services homologues soviétiques. Mais il

passa surtout pour l'un des personnalités les plus proches, voire politiques, de Lech Walesa, le désignant pas précisément pour être l'homme d'une ouverture et pour entamer un délicat dialogue avec Lech Walesa. Déjà ministre de l'intérieur au moment de l'instauration de l'état de guerre en décembre 1981 — et à ce titre grand patron des services de sécurité et des « zomcs » — il fut l'un des principaux artisans de la répression contre Solidarité et ses sympathisants. C'est encore à lui qu'il revint, au mois de mai 1985, de présenter devant la Diète un nouveau arsenal de mesures destinées à renforcer le maintien de l'ordre, regrettant à cette occasion que la population ne collabore pas plus activement avec la police et affirmant que les activités de son ministère « reflétaient l'apparition d'un renouveau socialiste ».

Le ministre de l'intérieur est en fait un homme à plusieurs visages. D'un abord très courtois, pour ne pas dire séduisant, il n'hésite pas à s'entretenir personnellement avec certains responsables ou conseillers de l'opposition, c'est-à-dire de Solidarité. Déjà, en mai dernier, c'est lui qui avait négocié la fin de la grève des chantiers navals de Gdansk, avec l'avocat Siles Nowicki, proche de l'épiscopat. C'est également par son intermédiaire que l'épiscopat avait obtenu, après l'instauration de l'état de guerre, la libération de certains intellectuels internés. Mais c'est lui aussi qui envoyait les « zomcs » prendre d'assaut les positions des grévistes dans les aciéries de Nowa Huta, et il était déjà à la tête du ministère de l'intérieur lorsque des fonctionnaires des services de sécurité assassinèrent le père Popieluszko...

Pourquoi, demandait-on ces derniers jours au porte-parole du gouvernement, le général Kiszczak a-t-il été choisi pour rencontrer Lech Walesa ? Parce que, répondit M. Jerzy Urban, « c'est un excellent négociateur ».

(Publicité)
CLASSES PREPA
d'été ou annuelles
SCIENCES-PO et MÉDECINE
La première depuis 1967. Documentation contre 3 timbres
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

AU RENDEZ-VOUS DE LA POLOGNE SUR MINITEL
3615 - POLK
Rencontres internationales — Traductions
Manifestations culturelles
Infos de « SOLIDARNOSC »
3615 - POLK
La seule messagerie bilingue franco-polonaise

Les s'attire syndicaux

[illegible]

Kohl annonce les stratégies d'Europe de l'Est

[illegible]

Techniques d'assainissement

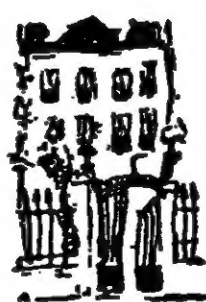
1. NAME _____
 2. ADDRESS _____
 3. CITY _____
 4. STATE _____
 5. ZIP _____
 6. PHONE _____
 7. DATE _____
 8. SIGNATURE _____
 9. PRINT NAME _____
 10. DATE _____

LE MONDE

1. **Introduction**
 2. **Background**
 3. **Methodology**
 4. **Results**
 5. **Discussion**
 6. **Conclusion**
 7. **References**
 8. **Appendix**
 9. **Index**
 10. **Table of Contents**
 11. **Abstract**
 12. **Summary**
 13. **Key Words**
 14. **Keywords**
 15. **Subject Headings**
 16. **Classification**
 17. **Indexing**
 18. **Abstracting**
 19. **References**
 20. **Appendix**
 21. **Index**
 22. **Table of Contents**
 23. **Abstract**
 24. **Summary**
 25. **Key Words**
 26. **Keywords**
 27. **Subject Headings**
 28. **Classification**
 29. **Indexing**
 30. **Abstracting**
 31. **References**
 32. **Appendix**
 33. **Index**
 34. **Table of Contents**
 35. **Abstract**
 36. **Summary**
 37. **Key Words**
 38. **Keywords**
 39. **Subject Headings**
 40. **Classification**
 41. **Indexing**
 42. **Abstracting**
 43. **References**
 44. **Appendix**
 45. **Index**
 46. **Table of Contents**
 47. **Abstract**
 48. **Summary**
 49. **Key Words**
 50. **Keywords**
 51. **Subject Headings**
 52. **Classification**
 53. **Indexing**
 54. **Abstracting**
 55. **References**
 56. **Appendix**
 57. **Index**
 58. **Table of Contents**
 59. **Abstract**
 60. **Summary**
 61. **Key Words**
 62. **Keywords**
 63. **Subject Headings**
 64. **Classification**
 65. **Indexing**
 66. **Abstracting**
 67. **References**
 68. **Appendix**
 69. **Index**
 70. **Table of Contents**
 71. **Abstract**
 72. **Summary**
 73. **Key Words**
 74. **Keywords**
 75. **Subject Headings**
 76. **Classification**
 77. **Indexing**
 78. **Abstracting**
 79. **References**
 80. **Appendix**
 81. **Index**
 82. **Table of Contents**
 83. **Abstract**
 84. **Summary**
 85. **Key Words**
 86. **Keywords**
 87. **Subject Headings**
 88. **Classification**
 89. **Indexing**
 90. **Abstracting**
 91. **References**
 92. **Appendix**
 93. **Index**
 94. **Table of Contents**
 95. **Abstract**
 96. **Summary**
 97. **Key Words**
 98. **Keywords**
 99. **Subject Headings**
 100. **Classification**
 101. **Indexing**
 102. **Abstracting**
 103. **References**
 104. **Appendix**
 105. **Index**
 106. **Table of Contents**
 107. **Abstract**
 108. **Summary**
 109. **Key Words**
 110. **Keywords**
 111. **Subject Headings**
 112. **Classification**
 113. **Indexing**
 114. **Abstracting**
 115. **References**
 116. **Appendix**
 117. **Index**
 118. **Table of Contents**
 119. **Abstract**
 120. **Summary**
 121. **Key Words**
 122. **Keywords**
 123. **Subject Headings**
 124. **Classification**
 125. **Indexing**
 126. **Abstracting**
 127. **References**
 128. **Appendix**
 129. **Index**
 130. **Table of Contents**
 131. **Abstract**
 132. **Summary**
 133. **Key Words**
 134. **Keywords**
 135. **Subject Headings**
 136. **Classification**
 137. **Indexing**
 138. **Abstracting**
 139. **References**
 140. **Appendix**
 141. **Index**
 142. **Table of Contents**
 143. **Abstract**
 144. **Summary**
 145. **Key Words**
 146. **Keywords**
 147. **Subject Headings**
 148. **Classification**
 149. **Indexing**
 150. **Abstracting**
 151. **References**
 152. **Appendix**
 153. **Index**
 154. **Table of Contents**
 155. **Abstract**
 156. **Summary**
 157. **Key Words**
 158. **Keywords**
 159. **Subject Headings**
 160. **Classification**
 161. **Indexing**
 162. **Abstracting**
 163. **References**
 164. **Appendix**
 165. **Index**
 166. **Table of Contents**
 167. **Abstract**
 168. **Summary**
 169. **Key Words**
 170. **Keywords**
 171. **Subject Headings**
 172. **Classification**
 173. **Indexing**
 174. **Abstracting**
 175. **References**
 176. **Appendix**
 177. **Index**
 178. **Table of Contents**
 179. **Abstract**
 180. **Summary**
 181. **Key Words**
 182. **Keywords**
 183. **Subject Headings**
 184. **Classification**
 185. **Indexing**
 186. **Abstracting**
 187. **References**
 188. **Appendix**
 189. **Index**
 190. **Table of Contents**
 191. **Abstract**
 192. **Summary**
 193. **Key Words**
 194. **Keywords**
 195. **Subject Headings**
 196. **Classification**
 197. **Indexing**
 198. **Abstracting**
 199. **References**
 200. **Appendix**
 201. **Index**
 202. **Table of Contents**
 203. **Abstract**
 204. **Summary**
 205. **Key Words**
 206. **Keywords**
 207. **Subject Headings**
 208. **Classification**
 209. **Indexing**
 210. **Abstracting**
 211. **References**
 212. **Appendix**
 213. **Index**
 214. **Table of Contents**
 215. **Abstract**
 216. **Summary**
 217. **Key Words**
 218. **Keywords**
 219. **Subject Headings**
 220. **Classification**
 221. **Indexing**
 222. **Abstracting**
 223. **References**
 224. **Appendix**
 225. **Index**
 226. **Table of Contents**
 227. **Abstract**
 228. **Summary**
 229. **Key Words**
 230. **Keywords**
 231. **Subject Headings**
 232. **Classification**
 233. **Indexing**
 234. **Abstracting**
 235. **References**
 236. **Appendix**
 237. **Index**
 238. **Table of Contents**
 239. **Abstract**
 240. **Summary**
 241. **Key Words**
 242. **Keywords**
 243. **Subject Headings**
 244. **Classification**
 245. **Indexing**
 246. **Abstracting**
 247. **References**
 248. **Appendix**
 249. **Index**
 250. **Table of Contents**
 251. **Abstract**
 252. **Summary**
 253

Bangladesh
Inondation
le président
lance
à l'air
Le premier
ministre
Sheikh Mujibur
Rahman a lancé
le 15 mars
une déclaration
d'urgence et a
annoncé que
le pays était
en danger.

Michel Braudeau
Christian Combaz
Dominique Garnier
France Huser
Erik Orsenna
Didier van Cauwelaert



Aux Editions du Seuil

ॐ नमो भगवते वासुदेवाय

Amériques

CHILI : les manifestations contre la candidature du général Pinochet

L'opposition a pris la mesure de sa force

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

Trois personnes, dont deux adolescents, ont été tuées par balle au cours des manifestations qui se sont produites, le soir du 30 août dans les quartiers populaires de la capitale. Une fois de plus, les victimes ont été assassinées par des « inconnus » circulant à bord de voitures particulières. Plusieurs blessés, atteints aussi par des projectiles, sont dans un état grave. Le nombre d'arrestations s'élevait à huit cents pour tout le pays.

L'ampleur des manifestations contre la désignation du candidat Pinochet au plébiscite du 5 octobre a surpris tout le monde, y compris les organisateurs. On n'avait pas attendu un pareil bruit de casseroles depuis les premières journées de protestation de l'opposition en 1983. De plus, bien que la coordination pour le « non » ait convié ses sympathisants à rester chez eux après 20 heures, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour élever des barricades de fortune avec des pneus enflammés.

La protestation a aussi secoué la capitale de la province, Valparaiso et à Concepcion, de violents affrontements ont opposé les adversaires du régime aux partisans du « oui » et aux carabiniers. Les jeunes font désormais preuve d'une hardiesse qui tranche avec la prudence de leurs aînés, et ils s'attaquent pas à s'attaquer aux forces policières et à des coups de pierres et de cocktails Molotov. Ils ont l'âge de la dictature et ont appris à surmonter la peur plus vite que nous, soupire un « vieux » opposant.

L'investiture du général Pinochet n'aura donc rien eu d'une apothéose. Quinze ans après le coup d'Etat militaire, le chef de l'Etat a à peu près semblé qu'un petit carré de fidèles, pendant que la tempête déchaînée par les opposants faisait rage dans tout le pays. Pourra-t-il en un mois faire pencher les indécis en sa faveur, alors que les sondages octroient toujours au « non » une avance confortable ?

Le gouvernement mise en grande partie sur l'éternelle rengaine électo-

rale : « La continuité ou le chaos », ainsi le ministre de l'Intérieur et chef du cabinet, M. Sergio Fernández, a-t-il déclaré, à propos des incidents du 30 août, que « les groupes extrémistes ont semé la mort et la terreur. Les responsables se sont clairement identifiés au « non » ».

Air radieux

L'Eglise catholique, qui s'était prononcée, à quelques semaines de la réunion de la junte, pour la désignation d'un candidat de consensus national, a réagi, par la voix du cardinal Fresno et du président de la conférence épiscopale, Mgr González. Les deux prélats appellent à « intensifier les prières pour que le pays puisse vivre cette étape de son histoire de façon sereine, respectueuse et pacifique ». Après l'échec de sa tentative de conciliation, l'Eglise chilienne ne semble plus disposée à jouer un rôle actif d'ici au 5 octobre.

Quant aux opposants, ils affichaient un air radieux, vingt-quatre heures après la nomination du candidat, à l'heure de présenter à la presse un nouveau document élaboré par les seize partis de la Coordination pour le « non », qui englobe depuis les socialistes « marxistes » et de M. Clodomiro Almeyda jusqu'à la droite démocratique. Ce texte définit les principes sur lesquels, d'après l'opposition, devrait se fonder le retour de la démocratie, en cas de victoire du « non », et insiste notamment sur la nécessité de mettre fin aux « exclusions idéologiques ».

Revenant sur les événements de la veille, les dirigeants de la coalition ont exprimé leur satisfaction, sans insister sur le fait que leurs consignes de modération ont été, en grande partie, ignorées par les manifestants. « Pinochet est finalement pour nous le meilleur candidat », a-t-il été répété à plusieurs reprises. Les plus méfiants font toutefois observer que le « vieux soldat » depuis qu'il s'est emparé du pouvoir en 1973, est passé maître dans l'art de la contre-offensive.

GILLES BAUDIN.

CANADA : un entrepôt de pyralène en feu

Un incendiaire a failli provoquer une catastrophe écologique

MONTREAL
de notre correspondant

Le geste fou d'un incendiaire a bien failli provoquer l'une des pires catastrophes écologiques de la planète à Saint-Basile-le-Grand, petit village tranquille situé à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Montréal.

La justice québécoise a inculpé, mercredi 31 août, un employé de cette municipalité qui a avoué avoir mis le feu, dans la nuit du 23 au 24 août dernier, à des hangars où étaient entreposés près de quatre-vingt-dix mille litres d'huile contenant des polychlorobiphényles (PCB) appelés aussi « toxiques ». Le suspect, André Chapleau, âgé de vingt-sept ans, a reconnu avoir utilisé des fusées d'alarme pour allumer l'incendie. Il avait été le premier à donner l'alarme dans la nuit en télé-

phonant à la police, avant de réapparaître aux questions des journalistes accourus sur les lieux.

Sachant que la combustion des PCB, utilisés principalement comme isolant dans les transformateurs électriques, produit des gaz hautement toxiques (chlorodioxines et furanes), les autorités québécoises avaient immédiatement décidé d'évacuer quelque trois mille trois cents personnes. Par précaution, les habitants de Saint-Basile-le-Grand et des villages environnants ont été invités à ne pas consommer les fruits et les légumes de leurs jardins. Les agriculteurs de cette région ont dû interrompre leurs récoltes et cesser de vendre le lait de leurs vaches.

Les habitants évacués ne pourront toutefois pas regagner leurs domiciles avant samedi. Tout danger semble écarté, mais le gouvernement québécois préfère attendre d'avoir les résultats de toutes les analyses chimiques de l'air et de l'eau — un processus particulièrement long dans le cas de l'identification des chlorodioxines et des furanes — avant d'autoriser les populations à revenir.

L'incident aura au moins permis aux autorités canadiennes et québécoises de se rendre compte qu'elles ont été complètement prises au dépourvu. Aucun plan de type ORSEC n'avait en effet été préparé. L'évacuation s'est faite en désordre au départ, et une véritable psychose a gagné les habitants de ces villages de banlieue, perplexes devant les informations contradictoires divulguées et angoissés à l'extrême devant l'absence de réponses précises à leurs questions.

Les ministres de l'environnement du Québec et du Canada ont décidé de dresser la liste complète de tous les endroits — il y en aurait plus de mille cinq cents à travers le pays — où sont entreposés les PCB, dont la destruction sans risques n'est possible au Canada que dans une seule usine située en Alberta. Ils ont aussi résolu de renforcer les mesures de sécurité autour et à l'intérieur de ces sites et de revoir les sanctions prévues en cas d'infraction. Le propriétaire de l'entrepôt de Saint-Basile-le-Grand, par son côté de la Floride au lendemain du sinistre, n'avait plus de permis en règle depuis deux ans et avait enfreint plusieurs des normes précédemment fixées.

MARTINE JACOT.

ARGENTINE : une nouvelle mode

Les femmes ne savent plus à quels « seins » se vouer...

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

Plus la société souffre de la crise, plus elle devient excessive. L'Argentine a, cette année, le triste privilège d'être passée en tête des pays où l'on se suicide le plus dans le monde, tout en restant, en concurrence directe avec les Etats-Unis pour le plus grand nombre de psychiatres par habitant. Mais l'Argentine risque aussi de devenir le pays où les femmes sont le plus outrageusement et artificiellement sexy. En effet, la nouvelle mode à Buenos-Aires est d'arborer une poitrine à la Jane Mansfield. Et pour ce faire tous les moyens sont bons. La chirurgie esthétique doit fort probablement dans cette partie du monde — a trouvé à un nouveau débouché.

La porterie moyenne reste en général relativement modeste sur le volume de ses nouveaux appas. Mais dans les salles de spectacle, au cinéma et à la télévision, les « vedettes », comme on appelle ici les meneuses de revue et autres starlettes, affichent des avantages d'autant plus agressifs que, depuis l'avènement de la démocratie il y a cinq ans, le nu — ou presque — est redevenu permis.

Dans ce pays machiste par excellence, c'est l'explosion. Il ne s'agit pas seulement d'arborer les seins les plus volumineux, il faut avoir des fesses de même calibre.

La pionnière des seins-bombes locales s'appelle Morla Casan. Monumental Morla pour ses fans. Elle est « vedette » depuis une vingtaine d'années, mais n'en reste pas moins la plus adulée de toutes, peut-être parce qu'elle développe un sens de l'humour à la mesure de ses courbes.

Sûre d'elle et de son talent, elle n'hésite pas à proclamer qu'elle est « tout plastique ». Le visage, le buste, tout y est passé. « J'ai toujours préféré l'abandon à la marque », explique-t-elle, je préfère avoir beaucoup d'argent, de succès et de poitrine que le contraire, c'est d'ailleurs pourquoi je n'ai jamais pu suivre de régime. Ses mensurations en sont témoins. Elle a plus



de Sophia Loren que de Jane Birkin. L'italienne est d'ailleurs le seul modèle qu'elle revendique. Mais c'est probablement à cause de la répression que ce nouveau goût s'est développé dans ce pays », explique le docteur Roberto Zelkovich — formé au Brésil par le maître incontesté en la matière, Yvo Pitanguy.

Roberto Zelkovich se définit avant tout comme un esthète. En conséquence, il n'opère pas sur commande, mais prêche pour l'harmonie. « Il faut considérer le biotype du patient, explique-t-il. Au Brésil, en raison de l'influence génétique africaine, il y a un processus biologique qui fait qu'à un âge très précoce, douze ou treize ans, la femme développe énormément ses organes sexuels secondaires. Dans les classes aisées, il est donc courant que les parents offrent à leur fille, le jour de ses quinze ans, une opération de réduction des seins. En Argentine, au contraire, de par son origine européenne, la femme a plutôt le buste menu. Mais l'homme, lui, aime les grosses poitrines... »



Quand une patiente exige de lui une poitrine qu'il juge excessive, le docteur Zelkovich l'envoie consulter un psychologue, le docteur Neuman, qui va s'efforcer de rabaisser ses prétentions.

Ce dernier, un respectable saignier aux cheveux blancs, fait une analyse sans complaisance du phénomène : « La fille argentine est primitive. Elle veut donc une femme en surabondance, la plus possible. Lui-même adopte souvent une attitude animale provocante ; il a tendance à exagérer les signes extérieurs de sa virilité, il aime porter de grosses moustaches, par exemple. Chez lui, c'est l'instinct qui domine le rationnel. Il n'y a pas d'élaboration mentale. »

La noblesse porteno n'est pas étrangère à cette mode. Selon le docteur Neuman, avoir recours à la chirurgie esthétique représente une ascension sociale au même titre que de payer une psychanalyste.

Le docteur Juli, lui, est un pragmatique. Il fait ce qu'on lui demande : « Si une femme veut

avoir des abus, c'est son problème. » Il le fait d'ailleurs très bien, si l'on en croit son impressionnante réussite professionnelle. Sa salle d'attente ne désemplit pas et il se fait construire une clinique futuriste en plein centre de Buenos-Aires.

Il injecte en moyenne 220 millilitres de silicone dans chaque sein mais il reconnaît aller parfois jusqu'à 450 millilitres. D'après lui, il n'y aurait que 10 % d'échecs.

En d'autres termes, le sein en silicone, c'est « le pied » : il ne tombe pas, permet les bains de soleil, ne provoque pas le cancer, ne perd pas sa sensibilité et permet même d'allaiter.

C'est le docteur Juli qui a opéré Monumental Morla. Leur célébrité a ensuite grandi de concert. Il est le père de la plupart des plus belles gorges du spectacle porteno. A 25 000 ou 30 000 francs la paire — selon lui, — voilà une affaire qui marche.

Mais, à Buenos-Aires, on peut se faire « siliconer » pour moins cher. Moins bien aussi.

Irène, une patiente du docteur Zelkovich, a quarante-huit ans. Elle s'est déjà fait faire l'opération des paupières (à trente-neuf ans), un lifting (à quarante-trois ans), une liposuction du ventre après ses accouchements, les seins cette année, et a programmé la culotte de cheval pour l'année prochaine. Elle critique les opérations au rebais : « Cet été, autour des piscines, les femmes avaient toutes des seins de jeune fille, mais le reste paraissait lamentablement... »

Alors, aliénée, la femme argentine, trop soumise à la culture du pipapo, ces appréciations que les passants lancent au passage des femmes de dix à quatre-vingt-dix ans ?

Ces compliments souvent insupportables aux oreilles européennes seraient-ils indispensables à celles des Argentines ? « Ce matin, je suis dans la rue et personne ne me fait de pipapo, raconte-t-elle, atterrée, une jeune femme médecin. Je suis rentrée chez moi vérifier dans la glace ce qui n'allait pas... »

CATHERINE DERIVERY.

Diplomatie

Aucun accord de désarmement n'est possible sans la destruction du radar de Krasnoïarsk

declare Washington

Washington a fait savoir que le radar soviétique de Krasnoïarsk, en Sibirie, constitue à ses yeux une violation du traité de 1972 sur les anti-missiles (ABM) et que celle-ci doit être éliminée avant la conclusion de tout accord de désarmement à Genève.

Selon un communiqué publié mercredi 31 août à l'issue d'une session d'une semaine de l'organisme chargé d'examiner l'application du traité ABM, les Etats-Unis « ont clairement signifié que l'existence du radar de Krasnoïarsk rend impossible la conclusion de tout accord futur sur les START (armements stratégiques) ou sur les armes défensives et spatiales ». « Ils ont observé un ralentissement dans sa construction,

mais celui-ci, ou même un gel de la construction, ne serait pas suffisant pour corriger les violations du traité ou répondre aux préoccupations américaines. »

Si ce radar n'est pas détruit, poursuit le communiqué, Washington « aura à déclarer que cette violation est une rupture matérielle du traité et se réserve le droit, conformément au droit international, de décider des réponses appropriées et proportionnées ». La délégation américaine a également souligné le problème du « déploiement illégal de radars à Comet » (Bélorussie), se réservant à cet effet un droit de riposte contre cette « violation ». — (AFP, UPI.)

Les conditions de Moscou

Bien que formulée plus brutalement aujourd'hui, l'hostilité de Washington au radar de Krasnoïarsk n'a pas varié depuis la première apparition de cette installation au début des années 80. Le traité de 1972 prévoit que les radars

de ce type doivent se trouver à la périphérie du territoire concerné et être tournés « vers l'extérieur ». Or celui de Krasnoïarsk est à 300 kilomètres de la frontière soviétique la plus proche et il est de plus, selon les experts américains, tourné vers le nord-est, c'est-à-dire qu'il pourrait détecter d'éventuels missiles américains sur des milliers de kilomètres à partir du détroit de Behring.

Tout en assurant que l'installation ne vise qu'à suivre les satellites, les Soviétiques se sont montrés prêts à tenir compte des préoccupations américaines, mais moyennant contrepartie. Dans un premier temps, Moscou a proposé d'« échanger » Krasnoïarsk contre des installations américaines analogues au Groenland et en Ecosse, mais celle-ci est par définition périphérique.

Il y a un an, et peu après avoir autorisé des parlementaires américains à visiter le site, M. Gorbatchev avait annoncé que tous les travaux de construction à Krasnoïarsk étaient suspendus unilatéralement pour un an. Plus récemment, M. Karpo, le responsable du désarmement au ministère soviétique des affaires étrangères, s'était dit prêt à

démontrer toute l'installation, mais à la condition que Washington s'engage à s'en tenir à une interprétation « stricte » du traité ABM, empêchant tout essai du bouclier spatial souhaité par M. Reagan dans le cadre de son initiative de défense stratégique (IDS).

De toute manière, la position prise par Washington est théorique, dans l'attente de l'élection américaine de novembre. Elle confirme en tout cas qu'il ne faut guère prévoir des résultats dans les négociations de désarmement d'ici au départ de M. Reagan de la Maison Blanche.

M. T.

● BURUNDI : nouvelles demandes d'enquête. — Alors que des risques d'épidémies se précisent pour les dizaines de milliers de réfugiés qui ont fui le Burundi à la suite des massacres entre les ethnies, les gouvernements occidentaux continuent d'exprimer leurs préoccupations.

Le ministre canadien des affaires étrangères a ainsi déclaré mercredi 31 août qu'il était « choqué et consterné » par les récents massacres. Il a demandé qu'une enquête

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Nelson Mandela transféré dans une clinique privée

Nelson Mandela, le chef historique de l'ANC, emprisonné depuis vingt-six ans, a été transféré, mercredi 31 août, de l'hôpital où il était soigné pour une tuberculose vers une clinique privée du Cap, où il doit passer sa convalescence. Ce transfert pourrait être un indice supplémentaire quant à une prochaine libération du militant nationaliste noir.

Sa convalescence pourrait durer quelques semaines, à la suite desquelles le gouvernement devrait décider soit de le libérer, soit de le renvoyer en prison. Le président Botha a, depuis 1985, à Nelson Mandela sa libération à condition que ce dernier renonce à la violence. Pour le leader noir, l'interdiction de l'ANC ne lui laisse pas d'autre choix que de se battre.

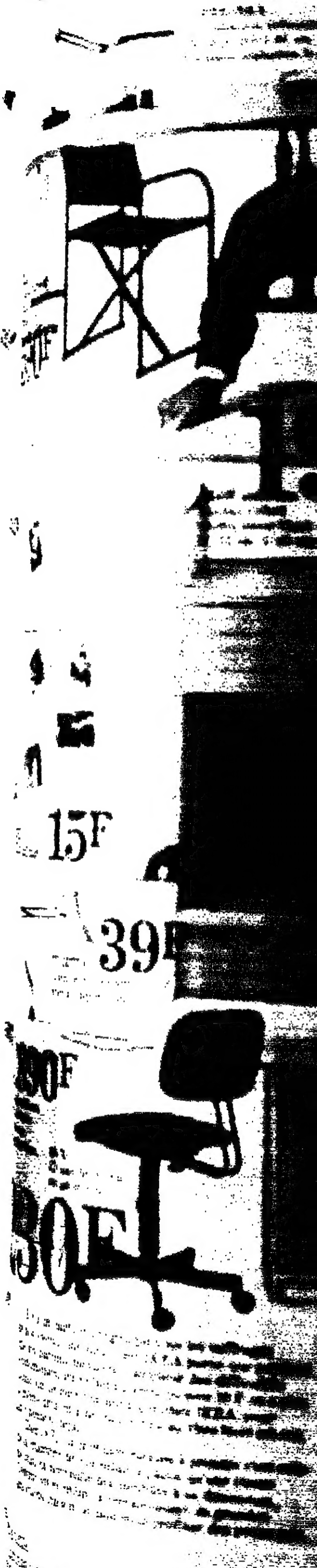
L'archevêque anglican Desmond Tutu d'autre part accusé « acteurs des défenses » de l'apartheid de porter la responsabilité de l'explosion qui a ravagé, mercredi 31 août, le siège du Conseil sud-africain des Eglises, faisant vingt-trois blessés. Le Prix Nobel de la paix a ajouté que ce Conseil était depuis longtemps une des « cibles des ennemis de la paix ».

Pon l'ancien président du Conseil des Eglises, le révérend Peter Storey, il semblerait y avoir « un parallélisme remarquable » entre cette explosion et l'attentat qui, en mai 1987, avait frappé le siège, à Johannesburg, du Congrès des syndicats africains (COSATU), la plus grande confédération du pays. « Plus d'un an après l'attentat dont nous avons été victimes, ont déclaré les dirigeants du COSATU, nous ignorons toujours tout de l'enquête. » — (AFP.)

● INDEPENDANCE : et « internationale crédible » soit menée. Le ministre belge des relations extérieures, M. Léo Tindemans, se serait déclaré prêt à aider le Burundi à condition qu'il fasse « plus de clarté » sur les causes des massacres ethniques.

Selon des diplomates en poste à Bujumbura — la capitale du Burundi — certains gouvernements pourraient aller jusqu'à reconsidérer l'aide au développement qu'ils accordent au pays. — (AFP, UPI.)

« Je me avec réformer l' »



Même avec un petit budget, on peut réformer l'enseignement.



LOFFE/BRA
Combinaison tréteaux/plateau.
Plateau: 194 x 80 cm.
Tréteaux réglables 11 positions.

690F

ILLO
Fauteuil réglable.
Pliant. Soudé.
Métal.

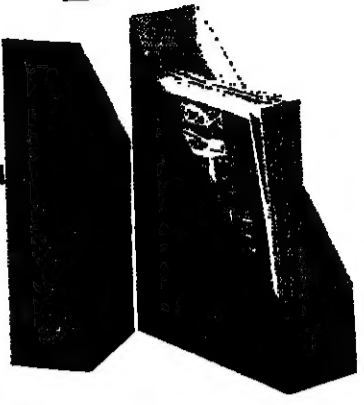
590F

20F



SMIX
Lot de 2
pots à crayons.
Fil métallique laqué
différents coloris.

5F



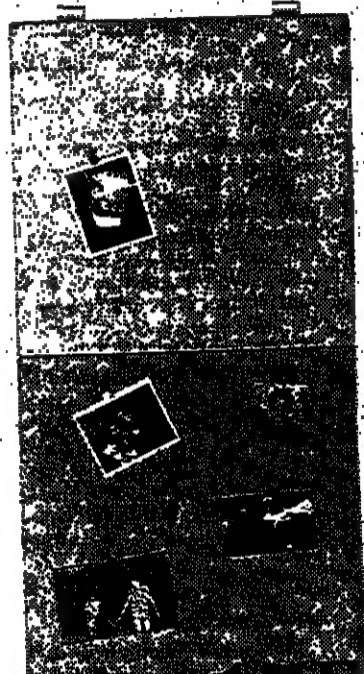
SMIX
Corbeille à courrier.
Fil métallique laqué
différents coloris.

220F



195F

LOF
Bureau enfant.
Vêtu décor blanc.
72 cm; l: 48 cm; L: 110 cm.



JOXA
Tableau d'affichage.

15F



TERTIAL
Lampe de bureau.
Métal laqué blanc.

39F



BOL
Commode.
Avec
et po.
Plat.

430F



ORRE
Corbeille
à papier.
Métallique.

38F



MUNSPEL
Lampe de bureau halogène.
Plastique et métal.

155F



POEP
Écritoire.
à lince noir.

15F



DARIO
Desserte d'ordinateur.
pennetons de particules.
Noir.
Plateau sup.: 118 x 42 cm.
H. totale 85 cm.

390F

Il y a un parti qui regroupe tous les suffrages de nos joyeux bambins, c'est IKEA parce que pendant que les parents mesurent l'ampleur des difficultés économiques, les enfants savent qu'avec 10 F on a plus beaucoup de sucettes alors que chez IKEA, pour le même prix on a de quoi écrire au Père Noël (eh oui, ils y pensent déjà).
Chez IKEA la première mesure à prendre c'est celle de la chambre de vos enfants parce qu'une classe de plus, ça nécessite des meubles à sa dimension. Comme votre enfant a certainement de grandes ambitions, raison de plus pour profiter des petits prix

IKEA sur les meubles de rangements, les accessoires pendant que votre petit chéri lorgne les plumiers, les sous-main, les classeurs... Car la deuxième mesure chez IKEA c'est l'ampleur du génie de votre chérubin afin de lui offrir tout le loisir de s'exprimer.
La troisième mesure IKEA qui est bien évidemment contenue dans les deux autres, c'est celle de votre portefeuille. Alors quand vous avez tout choisi pour que votre enfant ait toutes les chances de réussir dans la vie, vous emportez tout ça chez vous et vous le montrez vous-même (ou vous les faites monter

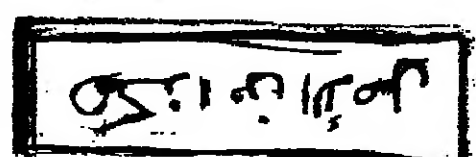
à votre enfant, ça l'entraînera pour la gym) parce que quand on monte soi-même un meuble chez IKEA, ça descend son prix.
C'est une règle mathématique, pas du tout compliquée, même pour votre Einstein.
Comme vous le voyez, avec un petit budget on peut réformer l'enseignement, alors Vive l'Economie, Vive l'Ecole, Vive Ikea.

Offre valable jusqu'au 11 Septembre 1988 dans la limite des stocks disponibles.



Ils sont fous ces Suédois

MINITEL 5615 IKEA
IKEA PARIS NORD II - ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE ZI PARIS NORD II TEL. (1) 48.63.20.25 - LUN A VEN: 11-20 H - (NOCTURNE LE MER JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM.: 10-20 H **RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.**
IKEA PUTEAUX - ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNECY TEL. (1) 64.97.71.20 - LUN A VEN: 11-20 H - (NOCTURNE LE MER JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM.: 10-20 H **RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.**
IKEA LYON - ZAC DU CHAMP DU PONT - 69600 ST-PIERRE TEL. 78.26.49.49 - **IKEA VITROLLES** - RN 113 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16 **RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.**



Asie

CHINE : le renforcement des pressions sur le Tibet

L'ordre règne à Lhassa...

LHASSA
de notre envoyé spécial.

Le calme règne à Lhassa. En apparence du moins. Les touristes commencent à revenir. Certes, rien de comparable à la ruée de l'année dernière, mais, timidement par petits groupes soigneusement encadrés, les visiteurs se bécotaient sur le haut plateau tibétain en quête d'un rêve qui, souvent, dissimule une bien différente réalité (1). Tenu à l'écart du Toit du monde jusqu'en mai à la suite des manifestations anti-chinoises, ils sont astreints aujourd'hui à suivre des itinéraires balisés.

Les autorités chinoises ont visiblement cherché à profiter de la fermeture temporaire du Tibet pour mettre au pas les récalcitrants. A première vue, leur action n'a pas été sans résultat : ce qui frappe d'emblée en arrivant à Lhassa, c'est une atmosphère de crainte sourde. D'un voyage à l'autre, la ville a changé : de tibétaine elle est devenue à moitié chinoise. De vastes avenues sont en cours de percement, et les nouveaux immeubles de béton ne sont même plus décorés à la manière locale.

Les démolitions se poursuivent à un rythme accéléré dans le quartier tibétain jouxtant le grand sanctuaire central. Si les piliers continuent de tourner inlassablement autour du Jokhang, selon la coutume ancestrale, ils semblent moins enclins à aborder l'étranger de passage, sauf pour quémander furtivement « une photo du dalaï-lama ». Des policiers en uniforme surveillent du coin de l'œil ce monde bariolé.

Le soir venu, la ville est rendue aux chiens errants et aux patrouilles qui arpègent les rues. On se couche dès la tombée de la nuit.

Dans les grands monastères, comme Drepung et Sera, à la lisière de la ville, la vie traditionnelle a en partie repris ses droits. De jeunes novices sont autorisés à porter la robe, pourvu qu'ils contribuent également aux travaux de restauration et d'entretien des bâtiments ouverts aux touristes. Mais les deux tiers de ces cités monastiques, qui comptent chacune autrefois une population permanente de cinq mille à sept mille lamas, sont toujours laissées à l'abandon, les cours envahies de mauvaises herbes, les fenêtres béantes et les statues mutilées.

Les visiteurs sont fermement dissuadés d'aller jeter un regard trop curieux à ces champs de ruines. En revanche, en vue même de Lhassa, quelques temples de moindre envergure ont repris leurs activités religieuses. Si leur lustre d'autan est bien révolu, la ferveur renouvelée des fidèles les rend à une vie intense. A Gyatse, cependant, cette apparente quiétude est troublée par les haut-parleurs qui déversent à longueur de journée des slogans « anti-séparatistes ». Néanmoins, les effectifs des « groupes de travail » mis en place au lendemain des émeutes dans les grands monastères pour prévenir toute nouvelle tentative de protestation ont été sensiblement réduits.

Mais, au-delà des premières impressions, le tableau se nuance et les détails se précisent. D'après les quelques rares étrangers encore en poste à Lhassa, les autorités chinoises prennent prétexte de la moindre velléité de protestation des Tibétains pour montrer leur force. Selon un témoin oculaire, pas moins de six cents soldats armés ont investi, début juillet, le centre de Lhassa lors de la tentative de manifestation de six jeunes nonnes

déployant un drapeau aux couleurs tibétaines.

La plupart des interlocuteurs qui ont accepté de parler ont émis le nombre des victimes des troubles de mars est beaucoup plus élevé que les onze morts officiellement admis, et même supérieur à celui de quarante avancé par les réfugiés à l'étranger.

Les moyens les plus divers sont alternativement utilisés pour tenter de venir à bout du mécontentement. Dernièrement, plusieurs responsables des principaux monastères ont été invités avec tous les honneurs à des tournées en Chine. D'importantes sommes d'argent leur ont été promises s'ils s'engageaient à calmer les ardeurs contestataires de leurs moines. Repoussant ces avances, ils auraient répondu : « Nous ne voulons pas d'argent. Nous voulons la liberté ».

Si les moines sont au premier rang de la protestation, explique un Tibétain, c'est qu'ils n'ont rien à perdre et craignent moins que les civils les représailles contre les membres de leur famille. Dès lors, il n'est pas étonnant que les lamas soient soumis à une étroite surveillance. Les moines du Potala, ancienne résidence du dalaï-lama, se sont vu retirer leur carte d'identité, si bien qu'il leur est désormais impossible de quitter la capitale.

Sourires et services

Selon les sources, le nombre de Tibétains encore détenus pour raison politique varierait entre plusieurs centaines et deux mille. Parmi eux, une soixantaine de lamas. Une cinquantaine avaient été relâchés à la mi-juillet et contraints de prendre l'engagement de ne pas raconter les événements subis.

Car, à en croire plusieurs témoignages directs, la torture est pratiquée couramment. Elle serait devenue aussi plus sélective depuis l'arrivée sur place d'une unité spécialement entraînée à la lutte anti-émeute. Ainsi, au passage à tabac traditionnel avec des matras électriques sont venus s'ajouter les coups portés sur le crâne, la suspension par les pieds jusqu'à ce qu'évanouissement s'ensuive, sans parler des brûlures de cigarette ou de brutalités sur les organes génitaux.

Récemment relâchée, une jeune nonne de vingt ans ne peut plus marcher en raison des sévices endurés. Depuis quelques semaines, une nouvelle tactique d'intimidation a fait son apparition. Les arrestations ont lieu surtout la nuit, et les détentions sont plus brèves : de deux ou trois jours avec un sévère tabassage en guise d'avertissement.

D'autres brimades suivent. A leur sortie de prison, les anciens détenus ne trouvent plus de travail, les étudiants se retrouvent interdits d'études. Déjà précaire pour les Tibétains, la situation de l'emploi s'aggrave encore pour ceux inscrits sur la liste noire. La priorité est donnée aux colons chinois, toujours plus nombreux. Pour faire bonne mesure, la majorité des guides de tourisme

viennent désormais de Chine, et les Tibétains sont systématiquement écartés des contacts avec les visiteurs étrangers.

Dans ces conditions, les Tibétains se montrent d'autant plus circonspects qu'un climat de suspicion s'est alourdi parmi eux. Malgré tout, nombreux sont ceux qui gardent l'espoir de gagner sinon l'indépendance, du moins une réelle autonomie. Pourtant, la présence militaire en permanence, au sens propre du terme, la ville. A tel point que, selon des témoignages concordants, le nombre de soldats cantonnés dans les environs de Lhassa aurait quasiment doublé en une année et se situerait entre 150 000 et 200 000 hommes pour une ville de 100 000 habitants.

Vers une « voie médiane » ?

Il n'empêche que, paradoxalement, les photos du dalaï-lama sont plus nombreuses que jamais, et les Tibétains répètent inlassablement qu'ils attendent son retour. Même parmi les nouvelles générations nées après son départ pour l'exil en 1959, son prestige personnel paraît grand.

Les mécontentements latent s'alimentent aussi d'une conscience accrue des restrictions imposées aux responsables officiels tibétains, toujours chaparronnés par leurs adjoints chinois. S'ils peuvent recevoir des hôtes de marque de passage, ils se gardent d'exprimer devant eux des opinions politiques. Même le panchen-lama, deuxième dignitaire du bouddhisme tibétain, contraint de vivre à Pékin, ne fait pas l'unanimité. Les Tibétains le vénèrent comme maître spirituel, mais tendent à se méfier de ses prises de position dans d'autres domaines, conscients qu'il s'est de la pression qui s'exerce sur lui.

En même temps, la tension sous-jacente incite les dirigeants chinois à se pencher plus attentivement sur le dossier tibétain. D'autant que l'écho éveille à l'étranger par les dernières manifestations ne les laisse pas indifférents. A la mi-juillet, le président de la commission de contrôle du PCC a fait une visite imprévue sur le Toit du monde, s'arrêtant dans les principales agglomérations pour prendre le pouls de cette contrée qui demeure, à bien des égards, incompréhensible aux Hans.

Mais l'impasse actuelle ne saurait se prolonger indéfiniment. Si les Tibétains en sont les premières victimes, le pourrissement de la situation ne convient pas non plus aux responsables chinois. Aussi les Tibétains de l'intérieur espèrent-ils que le réalisme et la modération finiront par prévaloir de part et d'autre dans la « voie médiane » récemment proposée à Strasbourg par le dalaï-lama (Le Monde du 22 juin 1988), ce grand absent plus présent que jamais sur le Toit du monde.

JEAN-CLAUDE BUIRER.

(1) Alors que quelque 60 000 touristes avaient visité le Tibet en 1987, les responsables locaux estiment qu'ils ne seront guère plus de 20 000 cette année.

PAKISTAN : deux semaines après la mort du président Zia

Les chefs des partis goûtent à nouveau les délices du jeu politique

ISLAMABAD
de notre envoyé spécial.

Pour de nombreux diplomates occidentaux en poste à Islamabad, la menace d'une prise de pouvoir par l'armée tend à s'éloigner. Chaque journée qui s'écoule sans incident, estiment-ils, ne peut que conforter l'armée dans sa décision : en acceptant une transition constitutionnelle du pouvoir, les militaires ont fait le bon choix.

Certes, dans ce pays où l'institution militaire reste totalement hermétique, les civils n'ont que des informations fragmentaires sur les débats qui agitent les états-majors et les casernes. Le 29 mai dernier, toute la communauté diplomatique avait été prise au dépourvu par la dissolution du Parlement et le linéage du premier ministre, M. Mohammad Khan Junejo, qu'exigeaient plusieurs généraux.

Quinze jours après la disparition de Zia Ul Haq, le Pakistan joue au jeu très occidental du débat démocratique, dans un calme inaccoutumé. Les fêtes chiites de l'Achura, le 24 août, se sont déroulées sans incident notable, les dizaines d'hommes ruisselant de sang dans les rues de Rawalpindi n'étant que des pénitents se livrant au sacrifice rituel des flagellations collectives à l'aide de filets tranchants.

En cette occasion surtout, une explosion de violence entre sunnites et chiites était attendue, les seconds risquant de venger la mort de leur guide spirituel : le 5 août en effet, à Peshawar, l'imam Al Hussein, représentant personnel de l'imam Khomeiny et leader des quelques vingt millions de chiites pakistanais, avait été assassiné. Des mesures de sécurité exceptionnelles avaient été prises, mais la vengeance des chiites a apparemment été différée.

De son côté, la classe politique pakistanaise, momentanément rassemblée sur son sort (le général Aslam Beg, le nouveau patron de l'armée, multiplie les professions de foi démocratiques), se livre aux joies de la politique politicienne, offrant d'elle-même un spectacle de divisions, montrant des appétits pour le pouvoir qui doivent laisser songeurs bien des généraux.

M. Junejo, qui a compris le danger, demande que la date des élections législatives, prévues le 16 novembre, soit avancée à la mi-octobre. Le parti dont il est le président, la Ligue musulmane, vient d'écarter en deux factions, l'une lui restant fidèle, l'autre se référant à l'héritage du défunt président Zia, défectu par des barons aux longues, ceux que l'on surnomme désormais à Islamabad la bande des quatre : M. Nawaz Sharif, ministre en chef du Pendjab, l'ancien général Fazle Haq, ministre en chef de la province du Nord-Ouest, M. Zafarullah Khan Jamali, ministre en chef du Baloutchistan, et M. Aslam

Khattak, le ministre numéro un de l'actuel gouvernement intérimaire.

Cette Ligue musulmane bis, ou « Ligue Zia », est désormais présidée par M. Fida Mohammad Khan, ancien gouverneur de la province du Nord-Ouest, et a pour secrétaire général M. Nawaz Sharif.

M. Junejo a fusionné sa propre tendance avec celle du Pir Pagara, le leader spirituel de la communauté soufie, homme charismatique tout-puissant et... un rien mégalo-mane, qui, à Karachi (province du Sind), possède, dit-on, l'intéressant pouvoir de faire descendre dans la rue, avec un court préavis, plus d'un million de personnes. M. Junejo, un Sindhi comme Pir Pagara, comme M. Benazir Bhutto et comme M. Mustapha Jatoi, autre figure de l'opposition, va donc devoir d'abord se battre contre... la Ligue musulmane, avant d'en déjouer avec l'opposition traditionnelle.

Le chef de l'Etat par intérim, M. Ghulam Ishaq Khan, pressenti, a refusé de prendre parti dans cette querelle au sein d'un parti qualifié il y a peu de « présidentiel ». Tout comme M. Bhutto, M. Junejo a demandé au chef de l'Etat de dissoudre le gouvernement intérimaire (formé par Zia) et de remplacer les ministres en chef des quatre provinces par des « personnalités neutres », condition indispensable, estime-t-il, pour que les élections soient impartiales.

Une alliance entre M. Junejo et M. Bhutto ?

M. Benazir Bhutto, chef de file du PPP (Parti du peuple), a conclu un accord électoral avec les huit autres formations (en fait des groupuscules) qui, avec le PPP, composent le Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD). Le jeu politique, qui aurait dû se limiter à une confrontation entre la Ligue musulmane et le PPP, s'est donc compliqué. D'autant qu'une alliance conjoncturelle entre M. Junejo et la fille de l'ancien président Ali Bhutto ne peut être exclue.

Ces grandes manœuvres sont cependant largement artificielles tant que l'on ne sait pas si les partis seront autorisés en tant que tels à présenter des candidats aux élections. Saisie par M. Benazir Bhutto, la Cour suprême devra se prononcer sur ce point le 2 octobre, le chef de l'Etat s'étant déclaré incompétent en la matière.

D'ici là, M. Benazir se sera rendue à Londres pour y subir des « examens médicaux », ou pour accoucher... de son premier enfant. Si tel était le cas, l'événement — objet de toutes les conversations à Islamabad et à Karachi — déjouerait bien des calculs électoraux et notamment, de façon posthume, ceux de Zia Ul Haq, dont on dit qu'il avait choisi la date des élections en fonction de la maternité du chef de file de l'opposition.

LAURENT ZECCHINI.

BIRMANIE

Le régime menace de prendre des mesures contre l'opposition

La radio de Rangoun a lancé mercredi 31 août le premier avertissement sérieux du régime contre les manifestants anti-gouvernementaux. Les services du premier ministre U Tun Tin ont ainsi menacé de prendre des mesures — non précises — contre l'opposition si celle-ci continuait d'occuper des bâtiments publics, ainsi que ceux du parti unique. Cette évacuation devra être « immédiate » et « ceux qui s'adonnent à la violence devront porter la responsabilité de toute conséquence résultant de leur refus de suivre cet ordre », a ajouté la radio.

Cet avertissement constitue la première menace de répression visant le mouvement d'opposition, voire d'une nouvelle intervention des forces armées, dont le commandement est resté fidèle à l'ancien dictateur Ne Win. Il intervient au moment où l'opposition a lancé un nouvel ordre de grève et où l'ancien premier ministre U Nu, qui dirige la

Ligue pour la démocratie et la paix, a indiqué que les deux tiers des villes birmanes étaient aux mains de la population.

Le quotidien de Rangoun Guardian a publié mercredi un appel de la Ligue demandant à la population de s'organiser à tous les niveaux et de choisir ses représentants dans les villages, les municipalités et les Etats du pays. Ceux-ci seraient chargés de choisir un « groupe central » de dirigeants au niveau national. Depuis le début de la semaine, la presse, jusqu'à présent contrôlée par le gouvernement, a opéré un « remarquable changement de ton », selon des diplomates en poste à Rangoun, et fait une large place aux activités de l'opposition. On assiste en même temps à une floraison de publications clandestines et de journaux muraux comme la Nouvelle Victoire, la Quotidienne libération ou la Lumière de l'aube. — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

C&C Computers and Communications

Où est NEC ?

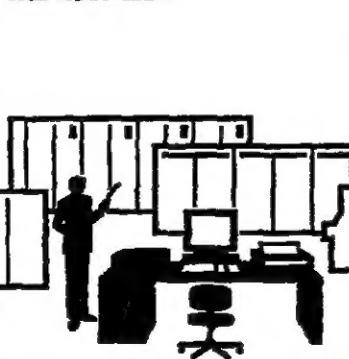
L'information qui route pour vous !
- Les téléphones de voiture NEC offrent un grand nombre de fonctions dans un tout petit boîtier. Rien d'étonnant à ce que la nouvelle circule !



Les bonnes nouvelles n'attendent pas - Les bipsers NEC vous les envoient et vibrent en silence pour vous en avertir, et ça c'est une bonne nouvelle !



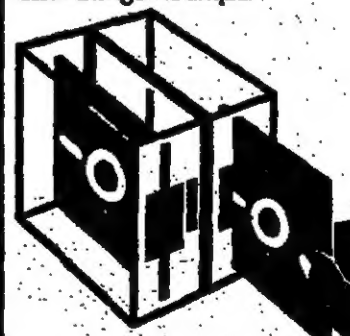
NEC, l'idéal des grands systèmes - Pour répondre à l'idéal de vos grands systèmes, il fallait un système idéal, qui répondait à tous vos besoins, dans tous vos bureaux.



Des puces qui grimperont dans votre estime - NEC fabrique les semi-conducteurs et les composants électroniques intégrés à ses produits. Cela s'appelle la qualité NEC de A à Z.



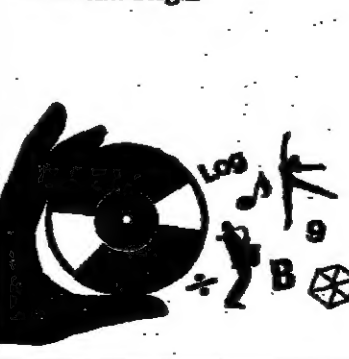
Des lecteurs de disquette à toute épreuve - Dans le monde entier, les lecteurs de disquette NEC sont réputés pour leur résistance et leur fiabilité. Un atout important pour ne pas sans cesse changer de disque.



Les TV et les magnétoscopes d'une nouvelle dimension - Haute fidélité, haute résolution et hautes performances, avec NEC, l'espace loisir atteint de nouveaux sommets.



Le compact joue un nouvel air - De réputation solide, les disques durs NEC jouissent d'une qualité inébranlable. Les CD-ROM confirment la règle.



Des milliers d'informations qui ne tiennent qu'à un fil - Les fibres optiques NEC véhiculent toutes sortes d'informations, signaux vocaux, données, textes, images... aussi vrais que nature.



Politique

Les projets de M. Rocard et les divergences dans l'opposition

M. Barre estime que les orientations de M. Mitterrand correspondent « à ce qui est nécessaire pour la France »

Dans une interview à Paris-Match, publiée le 1^{er} septembre, M. Raymond Barre déclare que les grandes orientations fixées par M. Mitterrand pendant la campagne présidentielle lui paraissent « correspondre à ce qui est nécessaire pour la France ». « Qu'il s'agisse de l'économie, de la formation des hommes, du rôle des entreprises, de l'investissement et de la recherche, de la poursuite de la construction de l'Europe, je serais donc mal venu de contester ces orientations. Le problème est de savoir comment elles seront mises en œuvre », ajoute-t-il.

M. Barre s'en tient à une attitude de « vigilance constructive ». « Il ne fera pas, dit-il, d'opposition systématique ». « Si la politique du pouvoir sert de façon efficace les grands objectifs qui sont valables à notre pays, je le soutiendrai, tout comme je combattrai les actions qui m'apparaissent contraires à ces objectifs et à mes propres principes. Autrement dit, je suis électeur avec le social de l'intérêt national [...] ». Je ne suis pas socialiste. Je ne suis pas devenu socialiste. Je suis et reste un libéral social, mais je me refuse à tout extrémisme idéologique », M. Barre « approuve complètement ce qu'a fait M. Michel

Rocard à l'égard de la Nouvelle-Calédonie » et se « réjouit » de l'accord de Matignon. Il souhaite que le référendum du 6 novembre « puisse montrer à nos compatriotes de Nouvelle-Calédonie que les Français apportent très nombreux leur caution solennelle à cet accord ».

A propos du retour à un « Etat impartial » qu'il avait exigé pendant la campagne présidentielle, il indique que : « Je ne peux pas considérer comme un signe de chose aux côtés les changements d'un président d'une campagne d'assurances », mais il ajoute qu'il a été « fâcheusement impressionné » par le mouvement qui est intervenu dans la haute magistrature et à la Cour de cassation de Paris. Il regrette l'arrêt des privatisations, et considère comme une « erreur » le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes. Il s'agit, selon lui, d'un « impôt sur le patrimoine moyen des Français », alors que « l'essentiel des grandes fortunes est souvent à l'étranger ».

Choqué par « l'assassinat ignoble de la petite Céline », M. Barre continue de penser qu'« en ce qui concerne les crimes commis sur les agents de l'ordre public, les enfants et les personnes âgées », la peine de

mort serait justifiée. Mais il ajoute que son rétablissement n'est pas d'actualité.

L'ancien premier ministre explique enfin qu'il n'a pas changé d'attitude face à la cohabitation qu'il condamne. « En 1986, dit-il, je pensais que la nouvelle majorité ne devait pas donner une chance à un président qui venait d'être désavoué par le suffrage universel. En 1988, il me serait difficile de dire que le président de la République n'a pas la confiance des Français [...] ». Ce que j'ai dit, c'est que si la majorité actuelle devait à l'avenir s'écarter, il y aurait à ce moment-là une coalition, comme on l'a vu souvent durant la V^e République, que cette coalition, ne pourrait se constituer que sur des objectifs précis, un programme clair et des engagements loyaux, enfin que le gouvernement soutenu par cette coalition ne saurait s'opposer au président de la République. Alors la V^e République fonctionnerait comme elle a toujours fonctionné. Quant à la fâcheuse ouverture, je n'ai cessé de mettre en garde contre une précipitation de mauvais aloi ou irréfléchie. L'évolution des mentalités surtout en politique est toujours lente.

Le chantier de l'ouverture

(Suite de la première page.)

Tout y est, en effet : la société civile (la « mission du dialogue ») a préparé le terrain ; la société politique a pris ses responsabilités, en sortant de sa logique d'affrontement (le rapprochement Tjibaou-Lalleur) ; l'Etat, enfin, cherche à garantir l'édifice en organisant un référendum. C'est très exactement l'ouverture en marche, telle que l'avait définie M. Rocard : elle a pour effet de rassembler au-delà des socialistes, et de gêner les tenants d'une opposition pure et dure.

Les ministres non socialistes jouent également leur rôle dans ce retour en force, en se regroupant, et en sollicitant M^{me} Veil pour prendre la tête de l'Association des démocrates.

L'intérêt du PS

L'attitude originale de M. Barre, enfin — à la dédoublée proposée par le pouvoir, il répond par un souhait d'entente, prélude à une véritable coopération — entretient la flamme et achève de convaincre l'opinion, que le chantier de l'ouverture n'en est qu'à ses fondations. Mais celles-ci restent fragiles, au point que les conditions du succès sont loin d'être réunies. Plus que jamais, il faut donc se garder, comme le souligne Raymond Barre, de toute « précipitation de mauvais aloi ou irréfléchie ».

Le fait que chacun soit tenté, peu ou prou, d'entourer un hymne à la joie ne doit pas faire illusion : personne n'entend la même chose. Chacun y revient, donc pour tenter de gagner la popularité qui s'attache à ce mot magique. Au fond, l'attention aux idées des autres, le souci de rassembler toutes les énergies, l'écoute de la société civile, sont autant de thèmes qui, à une époque où les comportements politiques sont facilement décriés, redonnent un peu le blason de nos politiciens.

Chacun également y trouve un intérêt immédiat. Le PS, bien que majoritaire au Parlement, est minoritaire dans le pays. Le résultat (34,76 %) du premier tour des élections législatives, dans la foulée d'une présidentielle confortablement gagnée, dicte la conduite à suivre : rechercher des appuis, pour ne pas être, comme il le fut avant 1986, isolé et condamné à la défaite. Or Roland Leroy lui-même assure (le 31 août à RTL) que le PCF est désormais « dans l'opposition ».

Les centristes, s'ils veulent exister, ont besoin d'affirmer leur différence et de montrer que le centre, ce n'est pas la droite...

M. Giscard d'Estaing à son tour, s'il ne veut pas délaisser ce même centre, doit s'efforcer d'apparaître comme l'homme d'une véritable ouverture, de la « grande ouverture », selon sa propre expression.

Le durcissement de M. Giscard d'Estaing

Le RPR enfin, s'il veut se défaire de son image de parti exclusivement apte à coloniser l'Etat, devrait lui aussi chanter l'ouverture, au moins vers la société civile. Même s'il ne compte dans ses rangs qu'un seul homme, Alain Carignon, qui ait exprimé cette nécessité.

Mais là où les centristes disent « coalition », les socialistes répondent « ralliement ». Ces mêmes centristes — en dehors de celles ou de ceux qui n'ont pas de préoccupations électorales — ne paraissent pas encore prêts à rompre les amarres avec une droite qui est tentée par l'alliance avec le Front national. Le durcissement de M. Giscard d'Estaing enfin montre bien qu'en proposant un gouvernement PS-URC, il tentait une opération de brouillage.

Un simple ralliement pour le PS : un beau discours pour le CDS ; un épais brouillard pour le président de l'UDF ; un problème d'image pour le RPR : il n'y a rien là qui puisse faire avancer l'ouverture. Il faudrait en revanche que celle-ci une véritable volonté politique. Cette dernière existe, certes, à Matignon, où l'on se félicite que ce chantier ait, cet été, et grâce à M. Raymond Barre, avancé à grands pas (1). Mais, pour passer du stade du slogan ou de l'invocation rituelle à une réalité, donc à une alliance de gouvernement, il faut à la fois changer la règle du jeu et prendre davantage de risques.

Sans modification du mode de scrutin législatif, et donc sans retour à la proportionnelle, les élus centristes resteront prisonniers de circonscriptions fortement ancrées à droite. Mais,

avant même de parler législatives, la question se pose pour les élections municipales, qui peuvent fort bien tourner dans certaines grandes villes au combat PS-centre. C'est pourquoi un homme comme Jean-Pierre Soisson plaide dès maintenant pour que les fusions de listes soient interdites entre les deux tours, afin d'obliger les élus de droite qui penchent de ce côté-là à s'allier avec le Front national dès le premier tour, permettant ainsi à ceux qui veulent rester au centre de se tourner vers les socialistes.

Les municipales seront en tout cas un cap décisif pour l'ouverture. Dans cette perspective, il serait par exemple désastreux qu'un Bruno Durieux, resté fidèle à Raymond Barre, soit candidat contre Pierre Mauroy à Lille et que des socialistes s'opposent à Jean-Marie Rausch à Metz, ou à Jean-Pierre Soisson à Auxerre. Mais il va de soi que des listes socialistes-centristes constituent pour le PS une prise de risque considérable, notamment à l'égard de son électoral de gauche et du PCF.

En fait, les socialistes, et M. Mitterrand à leur tête poursuivent un seul véritable objectif : casser la droite. Il serait pourtant nécessaire que l'ouverture soit conçue non comme un jeu politique parmi d'autres mais comme un moyen d'adapter le paysage politique aux aspirations du pays et à sa nécessaire modernisation. Mais il est vrai que toute recomposition dépend du remodelage d'une droite aujourd'hui éclatée.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) La coopération entre M. Barre et M. Rocard porte sur le caractère temporaire ou non de l'impôt de solidarité sur la fortune. M. Barre souhaitant que le gouvernement accepte de revoir l'ensemble de la fiscalité sur le capital à l'occasion de l'entrée dans le grand marché européen de 1993.

D'autre part, la fédération socialiste des Vosges vient d'investir un candidat barrotiste dans le canton de Vitteuil. M. Jean-Claude Brocard s'opposera ainsi au maire UDF-PR de cette ville, M. Hubert Volquin, soutenu par le RPR.

PROPOS ET DÉBATS

M. Juppé

Veste

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a déclaré, le jeudi 1^{er} septembre, que la « conversion » de M. Barre est d'une soudaineté tout à fait extraordinaire et qu'elle « tient finement du retournement de veste ».

M. Juppé a ainsi commenté les propos tenus dans Paris-Match par l'ancien premier ministre selon lequel les grandes orientations de M. François Mitterrand « correspondent à ce qui est nécessaire pour la France ».

M. Durafour

Epiphénomènes

M. Michel Durafour, ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, affirme, dans l'édition du jeudi 1^{er} septembre, que « les divergences » entre le CDS et les ministères de l'ouverture ne sont que des « épiphénomènes ». Selon lui, « des gens comme Stasi » rejoindront « certainement » l'Association des démocrates qu'il anime aux côtés des membres non socialistes du gouvernement.

« J'espère aussi, ajoute-t-il, que Simone Veil nous rejoindra et prendra la tête de notre mouvement. C'est nécessaire si nous voulons qu'il se développe ». Evoquant les prochaines élections municipales, M. Durafour estime que « dans tous les cas de figure où la droite s'affirme avec l'extrême droite, il faut faire

front avec les socialistes même si le PC est avec eux. Car les communistes représentent un danger décevant alors que l'extrême droite est en pleine phase de croissance ».

M. Barrot

Homéopathie

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a défini, le mercredi 31 août à Lorient (Finistère), le rôle du centre comme celui d'une « force d'interjection du pouvoir socialiste et de rénovation de l'opposition ».

Interpellé devant les Jeunes démocrates sociaux réunis en université d'été, le chef de file centriste a émis quelques réserves sur l'action du gouvernement en affirmant que « le renouveau français beaucoup plus qu'un traitement homéopathique ». « Attention à ne pas voir un socialisme du minimum tranquille inapte à enrayer le déclin », a lancé M. Barrot. Evoquant l'avenir de la Nouvelle-Calédonie il a estimé qu'« il ne devrait pas y avoir trente ans de retard de dire oui à un référendum dont l'objectif est de solder un accord de paix et de coopération ».

M. Méhaignerie

Honneur

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, affirme, dans Libération du jeudi 1^{er} septembre, que « l'honneur et la grandeur de l'opposition est de répondre positivement » lors du réfé-

rendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie et si réellement le RPR et le FLNKS ont demandé l'utilisation de cette procédure « pour obtenir de meilleures garanties de stabilité ». S'il juge « normale » l'existence d'un débat au sein de l'opposition, il estime que celle-ci doit « avoir cette position de courage, même si le PS, en d'autres temps, n'a pas eu cette hauteur de vue ».

M. Madelin

Ambiguïtés

M. Alain Madelin, délégué général du Parti républicain, déplore, dans une interview publiée, le jeudi 1^{er} septembre, par Paris-Match, « l'ambiguïté des positions de Raymond Barre » qui « déçoit beaucoup de nos sympathisants ». Evoquant l'élection présidentielle, l'ancien ministre de l'Industrie, des P. et T. et du tourisme, estime que « ce ne sont pas les libéraux qui l'ont perdue ». « Nous n'étions que des acrobates », précise-t-il, et il nous est arrivé de déplorer la grisaille et le manque d'audace libérale de cette campagne. Jugant « sans importance » les « appétits ministériels de quelques-uns et les manœuvres du gouvernement en quête de majorité », il pense que « l'opposition actuelle doit se reconstruire autour d'un centre de gravité libéral ». S'il ne se déclare pas « favorable à l'alliance électorale » du Front national et de l'opposition aux élections municipales, il ajoute toutefois qu'il ne faut pas « jeter l'anathème sur le FN et ses électeurs ».

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

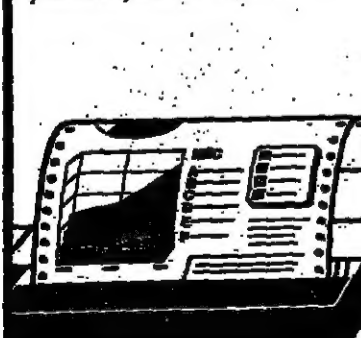
LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

Pour faire bonne impression - Offrez-vous une NEC : la Pinwriter P2200 imprime vos textes en qualité courtoise à 56 caractères par seconde. Avec NEC faire bonne impression n'est plus une question de prix.



Soyez synchro avec NEC Multisync - Il balaye automatiquement toutes les fréquences de 15,5 à 35 kHz, et accepte toutes les cartes graphiques couleur compatibles IBM.



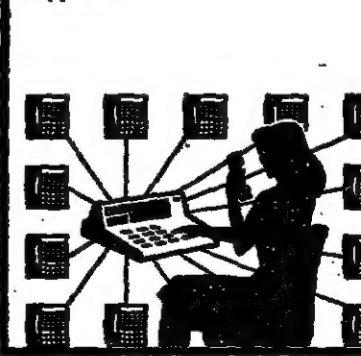
Le portable NEC se pille à tous vos besoins - Il a beau être léger, le Multisync portable NEC n'en est pas moins un ordinateur de poids. En voyage, il vaut bien son pesant d'or.



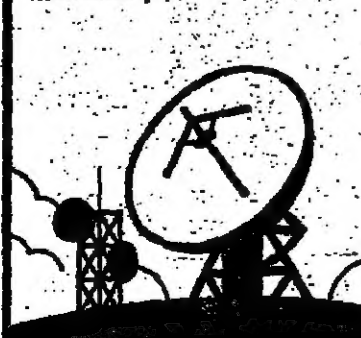
Un télécopieur à rendre jaloux votre téléphone - NEFAX, le télécopieur qui en quelques secondes achemine textes et graphiques à l'autre bout de la ligne depuis votre bureau.



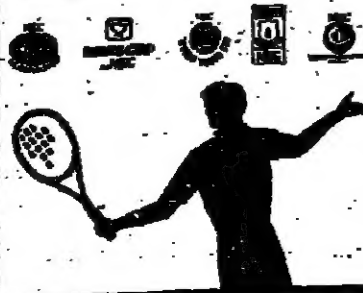
Nous recherchons votre correspondant - Si vous utilisez un standard PBX et le Keyphone System NEC, voilà une rengaine que vos correspondants n'auront plus à supporter.



Les satellites n'ont pas forcément la tête dans les étoiles - Grâce aux faisceaux Hertzien NEC, les entreprises des quatre coins de la France communiquent mieux et plus loin à travers le monde. Une nouveauté qui relie les hommes.



NEC est fière de parrainer des manifestations sportives de renommée internationale, telles que la COUPE DAVIS, la COUPE DE LA FEDERATION ou la WORLD YOUTH CUP. NEC sponsorise également la WORLD SERIES OF GOLF et le CLUB DE FOOTBALL D'EVERTON en Grande-Bretagne.



mais partout...

NEC est un des leaders mondiaux dans l'informatique et les communications. Notre souci permanent est que la société tout entière tire profit de ces technologies. C'est pourquoi les avancées de NEC dans tous ces domaines font partie de votre vie quotidienne. Où est NEC? Maintenant vous le savez, NEC est partout aujourd'hui et encore plus demain. Parce que dans le monde de l'informatique et des communications, il y aura toujours du NEC quelque part.

Atteindre plus à nos contacts: NEC (Europe) Systems (France) S.A. - Centre 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE
NEC Electronics (France) S.A. - rue Paul Caster - BP 167 - 78142 Viroflay-Val de France Cedex.

NEC

هكذا فن الأصل

Politique

La préparation des élections sénatoriales et municipales

M. Lecanuet en liberté

LOCTUDY
de notre envoyé spécial

Après avoir été et en attendant si possible d'être à nouveau, M. Jean Lecanuet s'accorde quelque liberté. Ex-président du CDS depuis 1982, au terme d'un bail de dix ans, ex-président de l'UDF depuis quelques mois, ce passionné de la politique range son frain en attendant l'an prochain pour se lancer à la conquête de la présidence du Sénat. De retraite, il ne veut pas entendre parler, et force est d'admettre que cet acteur important de la cinquième République conserve, si l'on peut dire, de beaux restes.

Plus de quarante ans de politique, cela dure le cuir. Succès, infortunes, fidélité, trahisons, l'expérience et la mémoire de beaucoup de choses, et, comme il le dit lui-même en plaisantant, « la mémoire, c'est agaçant pour ceux qui n'en ont pas ». M. Lecanuet a beaucoup plaisanté mardi devant les jeunes militants du CDS qui, comme chaque année, l'avaient convié à leur université d'été. Avec talent, celui qui fait figure pour toute cette jeune classe de référence et de père spirituel s'est livré à quelques exercices de style dignes de Raymond Daves, ou plutôt du Caveau de la République. Car la plaisanterie facile dissimule mal une certaine nostalgie.

A l'heure où l'ouverture tournerait sous les traits de la presse, M. Lecanuet s'est souvenu des espoirs nourris en 1985 autour de la grande fédération MRP-socialiste. Pour lui, rien de nouveau sous le soleil de la politique. Les socialistes ne veulent toujours pas rompre définitivement avec le communisme. « Ils veulent simplement plumer de la volaille centriste », fabrique-t-il un gros oiseau socialiste avec une petite aile centriste et une petite aile communiste. Inacceptable. « L'ouverture dans les corridors », il est contre.

1985 encore, cette fameuse année où il fut candidat à l'élection présidentielle. Il voulait vendre l'Europe. On ne l'a pas compris. On ne s'intéressait qu'à ses dents blanches et à son dentifrice. « C'était des gaullistes », a haussé les épaules M. Lecanuet. Il croit avoir démontré depuis qu'il avait aussi des idées. Des élections européennes arrivent l'an prochain. Simone Veil veut constituer une liste typiquement centriste. Que ne l'a-t-elle pas fait en 1984 ? s'interroge M. Lecanuet. Il appelle à la constitution d'une liste d'hommes et de femmes dont on ait l'assurance qu'ils entraînent vraiment la France dans le marché commun, et s'il y

a des convertis, s'ils sont sincères, tant mieux ! Généralement, ils se mettent en tête du cortège.

Surtout, M. Lecanuet a exhorté « ses frères » dans le centriste à être eux-mêmes, à ne plus se cacher derrière leur petit doigt, à occuper tout seuls, comme des grands, la place du centre, à ne plus avoir « honte de ce qu'ils sont », bref, à ne plus se délecter de toutes ces « oscillations » qui font les délices des journalistes. M. Lecanuet leur a posé sans ambages cette question : « Êtes-vous en nostalgie du ralliement à M. Mitterrand et pour l'alternative victorieuse des lendemains ? » Formule qu'il résume d'une image encore plus parlante : « Il faut que vous sachiez si vous voulez faire des enfants avec l'UDF ou divorcer. » M. Lecanuet, on l'aurait deviné, est pour la première solution.

Vrais et faux socialistes

Depuis vingt-trois ans, avec M. Mitterrand, c'est la guerre froide. Les communistes, il est le dernier à en parler. Et puis, aujourd'hui, les socialistes n'ont plus de programme, plus de dessin : M. Laurent Fabius, son voisin encombrant de Normandie, le dit. Pour une fois, il le croit. « Les Français étaient fatigués des vrais socialistes, ironise-t-il encore. Ils vont vite se fatiguer des faux. » Alors, pour lui, pas d'autre solution que de rester attaché à l'UDF. Pas forcément pour faire plaisir à Giscard, qui l'a poussé délicatement vers la porte de sortie en juin, mais parce qu'il y a « une vérité numérique ». Le centre en France, démontre-t-il, n'a jamais dépassé la barre des 16 %. Alors, à son avis, « la nécessité de l'UDF s'impose encore pour une longue période ». Ah ! si l'on revenait à la proportionnelle, ce serait une autre histoire. Mais les centristes savent bien que M. Michel Rocard ne veut pas entendre parler. Alors, pour le maire de Rouen, hors de l'UDF, point de salut.

Dans sa bonne ville, il repartira l'an prochain lui-même avec une liste RPR-UDF. Il éblouira une chaire. Y adhéreront ceux qui veulent. Après, le législatif, ça se décide-t-il tout de même. Après une heure de scène, les jeunes ont applaudi le vieux batteur, debout. Qu'importe si sur le fond ils sont pour la plupart à l'opposé. Ils saluent un artiste de la politique qui n'aura pas toujours bien réussi à se vendre mais qui ne veut pas voir le rideau tomber.

DANIEL CARTON.

Gard : l'arithmétique est pour le PS

NIMES

de notre correspondant

Les mille quatre cents grands électeurs gardois auront à choisir dimanche 4 septembre entre quatre candidats pour remplacer M. Georges Benedetti (CDS), démissionnaire de son mandat de sénateur pour cause de loi anticumul.

Les quatre candidats ont fait leur entrée. Il s'en est fallu d'un rien que la zézanie ne s'installe dans les rangs de l'UDF. Deux personnalités se disputent l'investiture : M. Antoine Castelnau, membre du CDS, adjoint au maire de Nîmes et conseiller général, et M. Robert Ruas, maire de Saint-Jean-du-Gard, également membre de l'assemblée départementale et conseiller régional. Finalement, le 23 août, M. Ruas s'est rendu aux arguments de M. Castelnau, lequel revendiquait un siège « historiquement nîmois ».

Ce retrait n'a toutefois pas empêché le maire de Saint-Jean-du-Gard, dans une lettre aux grands électeurs, de leur donner rendez-vous en septembre 1989, époque à laquelle les trois sièges de sénateurs que compte le département seront à pourvoir.

Après cet épisode, restait en lice, outre M. Castelnau, MM. Claude Pradille (CDS), maire de Saive et conseiller général, et René Mathieu (PC), maire de Saint-Victor-la-Coste, conseiller général. Le quatrième candidat a rempli les formalités à la dernière minute. C'est un médecin demeurant à Bagnols-sur-Cèze, M. Jean Liabeuf, qui représentera le Front national.

Le véritable affrontement mettra vraisemblablement aux prises MM. Castelnau et Pradille, avec un avantage théorique pour le socialiste. Comme le reconnaît le candidat UDF, il existe au sein du corps électoral une majorité « mathématique ».

● M. Marc Censi (UDF), président de la région Midi-Pyrénées, quitte le conseil général de l'Aveyron. — M. Marc Censi, président (UDF-PR) du conseil régional Midi-Pyrénées, a annoncé le mercredi 31 août, qu'il se démet de son mandat de conseiller général de Rodez-Est (Aveyron). Le maire de Rodez, qui ne devait tomber sous le coup de la loi limitant le cumul des mandats qu'au lendemain des élections municipales de mars 1989, a préféré prendre sa décision à la veille des cantonales. Il évalue ainsi l'organisation d'une élection partielle, son remplacement à l'assemblée départementale devant être dû lors des élections du 25 septembre et du 2 octobre prochains.

que de gauche, qu'il crèdit d'une avance d'environ 100 voix, malgré le passage à droite, en 1983, de villes comme Nîmes, Beaucaire, Saint-Gilles, Vauvert ou Uzès.

Ce glissement à droite du Gard de la gauche — voire vers l'extrême droite pour ce qui concerne les régions de Beaucaire et de Saint-Gilles, si on se réfère aux scores du Front national lors de la présidentielle et des législatives du printemps — aurait-il des conséquences tangibles sur les cantonales de septembre-octobre ? A Beaucaire, le sortant communiste, M. Bernard Deschamps, n'a sûrement pas oublié que la circonscription avait élu le 16 mars 1986 un député Front national, battu cette année, M. Charles de Chambrun. A Saint-Gilles, le maire de la ville, M. Louis Girard, conseiller général sortant, se souviendra probablement des plus de 35 % atteints dans sa commune par M. Jean-Marie Le Pen.

Que le Front national ait des élus ou qu'il échoue, le fonctionnement du conseil général du Gard ne devrait pas être affecté outre mesure par les résultats des cantonales. Face à M. Gilbert Baumet, président politiquement inclassable, soutenu par une majorité socialiste, l'opposition, qu'elle soit de droite (RPR, UDF et modérés) ou communiste, ne devrait pouvoir renverser la tendance.

Car si une poussée de la droite « classique » est possible dans les deux cantons renouvelables de Nîmes et de la Garonne, respectivement par le PS et le PC, ce dernier a montré, à l'occasion des élections législatives, qu'il possédait encore une bonne capacité de mobilisation dans le secteur d'Alès. Enfin, dans les zones rurales, le coefficient personnel des sortants devrait favoriser un certain statu quo.

OLIVIER CLERC.

Bouches-du-Rhône : consensus entre le FN et la droite à Martigues

MARTIGUES

de notre correspondant régional

Les instances départementales de l'UDF et du RPR des Bouches-du-Rhône doivent rendre publique, le lundi 5 septembre, la liste de leurs candidats aux prochaines élections cantonales. Un accord a été conclu entre les deux partis pour la présentation de candidats communs dans vingt-trois des vingt-quatre cantons renouvelables (douze RPR, dont un sortant ; neuf UDF, dont cinq sortants ; un CNI et un divers droite). Il y aura une primaire dans le canton d'Aix-en-Provence-Nord-Est, dont le conseiller général sortant, M. Jean-Pierre de Peretti Della Rocca, député (UDF, adhérent direct) et maire d'Aix-en-Provence, est démissionnaire en raison de la loi sur le cumul des mandats. Une situation particulière prévaut dans le canton de Martigues, où le candidat divers droite, M. Robert Fouque, a reçu également l'investiture du Front national et devrait conduire une liste d'union RPR-UDF-FN aux prochaines élections municipales.

Le cas de M. Fouque, un dermatologue de cinquante ans, président du Club 89 de Marseille et très proche du RPR, évoque celui de M. Laurent Delenil, maire (UDF) de Marignane, qui, aux cantonales de 1985, s'était présenté comme candidat divers droite avec la double investiture UDF-RPR et le soutien du FN. L'accord réalisé entre la droite et l'extrême droite s'est traduit par un communiqué commun des responsables locaux du RPR et du FN et de trois conseillers municipaux radicaux. Ce communiqué a reçu l'aval de la fédération RPR mais pas de l'UDF, qui, sur le plan local, est en proie à des querelles de personnes.

En ce qui concerne les élections municipales, M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front

national, avait annoncé le 16 août à Marseille (le Monde du 19 août) qu'il y aurait une liste d'union entre la droite et l'extrême droite dès le premier tour de scrutin à Martigues, préfigurant, selon lui, d'autres accords dans des communes des Bouches-du-Rhône détenues par la gauche. M. Philippe Milliau, secrétaire départemental du FN des Bouches-du-Rhône, a confirmé ces déclarations le mercredi 31 août, en précisant que « les accords et gestations concernent également des communes de droite ».

Les discussions relatives à la constitution d'une liste d'union à Martigues n'ont, en fait, pas complètement abouti. Si un accord a été conclu sur la tête de liste, la représentation de chaque composante fait toujours l'objet de tractations. Mais, comme pour les cantonales, il y a également consensus à travers une association, *Martigues pour tous*, présidée par M. Fouque, dans laquelle siègent, à qualité de représentants du RPR, de l'UDF et du FN, au côté de personnalités sans étiquette.

Reste à officialiser une alliance politique en bonne et due forme à laquelle souscrit le RPR mais qui suscite des réserves au CDS et parmi certains membres du PR. Aux dernières élections présidentielle et législatives, le Front national avait obtenu à lui seul autant de voix que le RPR et l'UDF réunis. Mais la commune est acquise depuis toujours à la gauche, avec une municipalité communiste en place depuis vingt-quatre ans. En 1983, la liste d'union de la gauche, conduite par le maire sortant, M. Paul Lombard (PC), élu député en juin dernier, l'avait aisément emporté dès le premier tour de scrutin avec 61,45 % des suffrages exprimés (trente-six élus sur quarante-trois) face à deux listes de droite concurrentes.

GUY PORTE.

Le chef de l'OLP à Strasbourg les 13 et 14 septembre

Le Parti socialiste clarifie sa position sur la venue de M. Arafat

La venue de M. Yasser Arafat à Strasbourg, les 13 et 14 septembre, à l'invitation du groupe socialiste du Parlement européen, fait décidément beaucoup parler. Certaines organisations juives ont annoncé qu'elles manifesteraient contre cette visite à Strasbourg. Le Parti socialiste français a reçu une avalanche de lettres, les unes favorables, les autres très hostiles à cette visite. Les divisions internes du PS sur cette question ont été perceptibles ces dernières semaines, et l'on avait le sentiment que le PS français était très réticent relativement à ses homologues européens à l'égard de cette initiative, pour des raisons de fond : parce que, estimaient certains, c'était rendre un bien mauvais service à M. Shimon Pérès à l'approche des élections en Israël ; et enfin pour des raisons d'opportunité, à savoir la proximité des élections cantonales françaises, et le trouble que cette visite — qui tombe fortuitement au moment du Nouvel An juif — risquait de jeter dans une partie de l'électorat, notamment alsacien.

Le bureau du PS a donc mis au point le 31 août, après un long débat, un communiqué clarifiant sa position. Le PS, en substance, assume cette invitation, lancée à l'initiative de la présidence allemande du groupe socialiste de Strasbourg : « Il entre en effet dans la compétence des députés socialistes européens, qui ont eu à débattre récemment des protocoles liant la CEE à Israël et de l'accès au marché européen des productions agricoles palestiniennes de s'informer de la situation d'une région marquée notamment par le soulèvement palestinien, qui dure depuis le mois de décembre dernier et par les importantes décisions du roi Hussein de Jordanie. Leur but est de rechercher ainsi le moyen de contribuer à une paix juste et durable. »

Le Parti socialiste rappelle à la fois qu'il condamne toute forme de terrorisme et qu'il s'est ému d'une répression (dans les territoires occupés) « qui ne peut que rendre plus difficile toute solution négociée ». La paix, poursuit le bureau exécutif du PS, « doit se fonder sur la double reconnaissance du droit d'Israël à l'existence dans des frontières sûres et reconnues et du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à une patrie. [...] La visite de M. Arafat au parlement européen sera utile si le dirigeant de l'OLP, à la veille de la réunion du Conseil national palestinien, fait sa part du chemin vers la reconnaissance réciproque avec toutes ses conséquences et, par là-même, vers la paix. »

Exigences

C'est cette « part du chemin » que paraissent aussi exiger M. Arafat les autorités françaises, et c'est pourquoi — même si pour l'instant on dément au Quai d'Orsay — il semble bien que l'entourage de M. Roland Dumas soit en train d'examiner les modalités d'une éventuelle rencontre. Il n'est certes pas question de la venue à Paris du chef de l'OLP. Mais on travaille à organiser un « contact » à Strasbourg, dont on ne sait pas encore quelle teneur il pourra avoir (protocolaire ou plus), ni à quel niveau il se situera (le ministre des affaires étrangères ou moins).

CLAIRE TRÉAN.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 31 août, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant, dont nous publions les principaux extraits.

VOYAGE DU PREMIER MINISTRE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le premier ministre a rendu compte au conseil des ministres du voyage qu'il vient de faire en Nouvelle-Calédonie du 26 au 28 août avec le ministre d'Etat, ministre de l'Economie, des finances et du budget, le ministre de l'Intérieur et le ministre des départements et territoires d'outre-mer.

Il a indiqué qu'il avait reçu, à chaque étape et de la part de toutes les communautés, un accueil chaleureux qui exprimait un profond désir de paix et de réconciliation, en même temps qu'une attente à l'égard du réajustement que l'Etat s'est engagé à conduire en faveur des régions de l'intérieur et des îles.

Il a constaté que le rapprochement réalisé grâce au dialogue engagé à Paris lors de la signature des accords du 26 juin et du 20 août commençait à se concrétiser sur le terrain, permettant ainsi le retour au calme et le respect de l'ordre public.

Le premier ministre a indiqué que cette démarche, inspirée par les orientations du président de la République, avait maintenant besoin, pour être affirmée, de la garantie solennelle du peuple français souhaitée par les deux communautés. Ainsi les Néo-Calédoniens seront assurés de la stabilité et de la durée pour construire la paix et le développement. Le conseil des ministres sera donc saisi le 5 octobre prochain du projet de loi arrêté

après avis du conseil du territoire, du comité consultatif placé auprès du haut-commissaire et après examen par le Conseil d'Etat.

Conformément à l'article 11 de la Constitution, le gouvernement proposera alors au président de la République de soumettre ce texte à référendum. Ce référendum aura lieu le 6 novembre prochain.

Enfin, le premier ministre a rappelé aux membres du gouvernement que si les tensions sont apaisées et les conflits désamorcés, la Nouvelle-Calédonie mérite une attention particulière pour éviter le retour aux difficultés antérieures. Il leur a demandé de veiller à la mise en œuvre rapide, par leurs départements ministériels respectifs, des engagements pris.

LA RENTRÉE SCOLAIRE 1988

Le ministre d'Etat, ministre de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports a présenté au conseil des ministres une communication sur la rentrée scolaire 1988.

Près de 13 millions d'élèves seront accueillis le 6 septembre dans les établissements scolaires. L'évolution des effectifs des écoles — 40 000 élèves en plus — et des collèges — 67 000 élèves en moins — reflète celle de la démographie.

Deux traits marquent cette rentrée : d'une part, la forte croissance du nombre des élèves des lycées (plus de 7 %, soit environ 90 000 lycéens) et l'augmentation du taux de scolarisation à dix-huit ans, qui est passé de 30 à 47 % au cours des six dernières années ; d'autre part, l'intérêt grandissant des jeunes pour les filières technologiques et professionnelles : sont attendus 14 000 élèves supplémentaires pour préparer le baccalauréat professionnel et 8 500 dans les sections de techniciens supérieurs.

Pour accueillir ces élèves, les collectivités territoriales, responsables des locaux, ont accompli un effort important : trente-six collèges et vingt-quatre lycées vont ouvrir leurs portes pour la première fois. De son côté, l'Etat, dans le budget 1988, avait créé 3 100 emplois supplémentaires et prévu 3 500 postes sur les dotations des collèges pour accueillir les lycéens, sans toutefois améliorer les conditions d'enseignement.

Une rentrée scolaire se préparait un an à l'avance, le gouvernement actuel n'était pas en mesure de modifier profondément les conditions de la rentrée 1988. Mais, par des mesures urgentes arrêtées en conseil des ministres le 1^{er} juin dernier (850 MF pour les enseignements scolaires), il a voulu apporter des améliorations immédiates à la formation des jeunes et marquer les orientations de la nouvelle politique éducative.

Le ministre a souligné le travail considérable accompli par nombre d'instituteurs et de professeurs pour rénover notre enseignement et en accroître l'efficacité. Cet effort doit se poursuivre et s'élargir pour que l'école réponde pleinement aux besoins de la nation et aux espoirs que les jeunes et leurs parents mettent en elle.

L'ÉVOLUTION DE L'OPÉRA DE PARIS (Lire pages 1 et 17.)

L'ACCUEIL ET LA PLACE DE L'ENFANT DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE CONTEMPORAINE (Le Monde du 1^{er} septembre et lire page 23.)

Enfin, sur proposition du ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, M. Francis Guttman, ambassadeur de France, a été nommé président du conseil d'administration de Gaz de France. (Le Monde du 30 août.)

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL
LE MONDE DE LA BOURSE
Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille
BOURSE
36.15 LEMONDE

سكزا من الأصل

ROMANS FRANÇAIS

Bel automne

Deux cent neuf romans français entre la fin août et novembre : une concentration excessive, mais d'assez bonnes surprises.

CERTES, plus de deux cents romans pour un automne, c'est trop, puisque désormais la « vie » moyenne d'un livre ne dépasse guère deux mois. Mais la farniente « rentrée littéraire », phénomène très français en raison des grands prix attribués en novembre, permet tout de même des retrouvailles agréables — d'autres moins... — et des découvertes, particulièrement cette année où les éditeurs ont fait confiance à cinquante-cinq romanciers débutants. Chacun devrait trouver de quoi alimenter ses rêves. Voici donc quelques noms et quelques titres pour vous donner un aperçu de ce qui vous attend et de ceux qui vous attendent.

D'abord les « stars » et/ou les stakhanovistes de la course aux prix. Bernard-Henri Lévy, bien sûr, qui, après avoir obtenu le prix Médicis pour son premier roman, revient avec *Les Derniers Jours de Charles Baudelaire* (Grasset). Et puis, Françoise Chandernagor (*La Sans Pareille*, éditions de Fallois) qui, déjà, suscite enthousiasme et déception (*Le Monde* du 26 août). Chez Gallimard, on publie tout à la fois Philippe Labro (*Un été dans l'Ouest*), Jacques Almira (*Le Sémaphore*) et Pascal Bruckner (*Qui de nous deux inventa l'autre*). Jacques Henric (*Walkman*) et François-Olivier Rousseau (*La Gare de Wanneau*) — tous deux chez Grasset — doivent bien aussi nourrir quelques espoirs. Pierre-Jean Rémy, élu récemment à l'Académie française, et Hervé Bazin, qui préside l'Académie Goncourt, n'attendent plus de récompense, mais sont là quand même (*Annette ou l'éducation des filles*, Albin Michel, et *Le Démon de minuit*, Grasset).

Paraphraser

Le dernier roman de Guy Hocquenghem, *Les Voyages et Aventures extraordinaires du frère Angelo* (Albin Michel), est désormais un ouvrage posthume. Hocquenghem est mort à quarante-deux ans dimanche 28 août (*Le Monde* du 30 août).

Après un prix Femina et une longue absence, Claude Faraggi reparait, avec *l'étonnant la Saison des oracles* (Flammariion). Le quatrièmisme et gros roman d'Erik Orsenna, *l'Exposition coloniale*, est très attendu, et les nombreux lecteurs de *Naissance d'une passion* de Michel Braudoux (prix Médicis 1985) retrouveront avec délices Axel Bellicieux dans *l'Objet perdu de l'amour* (tous deux au Seuil). Les prétendus « nouveaux hussards », plus très nouveaux d'ailleurs, sont présents, comme à l'habitude chaque rentrée : Didier Van Cauwelaert (*l'Orange amère*, Seuil), Patrick Besson (*la Mort de Pouchkine*, Albin Michel), Denis Tillinac (*Un léger malentendu*, Laffont).

Les « tranquilles », ceux qui souhaitent d'abord retrouver — ou trouver enfin — leur public, sont nombreux au rendez-vous. Parmi eux : Christiane Rochefort (*la Porte du fond*, Grasset), Patrick Cauvin (*Werther, ce soir*, Albin Michel), Patrick Reumaux (*l'île au pauvre homme*, Balland), Cavanna (avec la suite des *Fosses Carolines*, les *Couronnes d'Irène*, Balland), Claude Courtot (*Journal imaginaire de mes prisons en ruine*, Corti), Claude Ollier (*Deconnection*, Flammarion), René de Coccaty (*la Sentinelle du rive*, Michel de Maule), Walter Prévost (*l'Afrique Cassandra*, Presses de la Renaissance), Hervé Guibert (*les Gangsters*, Minuit), et *Mauve la vierge*, Gallimard), François Bon (*Décor Ciment*, Minuit) et Leslie Kaplan (pour

son cinquième livre, *l'Épreuve du passeur*, POL).

Parmi les seconds romans, les plus attendus sont sans doute ceux de Richard Jorif (*Clownerie*, François Bourin) et d'Alexandre Jardin (*le Zèbre*, Gallimard). Mais ne manquez pas Patrick Deville (*Longue vue*, Minuit) et n'oubliez pas D. Belloc (*Suzanne*, Lieu commun), Dominique Vieux (*la Citadelle des brumes*, Régine Deforges), Dominique Schneider (*les Chagrins d'été*, Laffont), Annie Cohen (*l'Édifice invisible*, Éditions des Femmes), Claude Doyenneux (*Innocentes*, Mercure de France), Dominique Muller (*Danger public*, Seuil), Calixte Belaya et Ya Ding (*Tu l'appelleras Tanga*, et *les Héritiers des sept royaumes*, Stock).

Encouragés et soutenus

Quand on recommande un premier roman, on s'attend souvent à ce qu'il ne soit pas si bien que ça. Mais les œuvres de jeunesse des « classiques », sur lesquelles on se précipite à la moindre réédition, sont-elles — si bien que ça ? A posteriori oui, puisqu'on y voit en germe ce qui a été accompli. Mais, avant cela, il a bien fallu parier sur le futur. L'inconnu. Parmi les cinquante-cinq « nouveaux » romanciers qui arrivent, certains ont sans doute de l'avenir, s'ils sont encouragés et soutenus, notamment Philippe Hadengue (*Petite chronique des gens de la nuit dans un port de l'Atlantique nord*, Maren Sell), Luc Lang (*Voyage sur la ligne d'horizon*, Gallimard), Nadine Diamant (*Désordres*, Flammarion), Eugène Nicole (*l'Œuvre des mers*, François Bourin).

Vous devriez aussi avoir la curiosité de regarder — on peut toujours feuilleter avant d'acheter — Jean Colombier (*les Mains cédées*, Calmann-Lévy), Pierre Furlan (*l'Invasion des nuages pâles*, Actes Sud), Colette d'Orgeval (*la Nuit menteuse*, Albin Michel), Sophie Avon (*le Silence de Gabrielle*, Arléa), Ali Serghini (*la Nuit par défaut*, Éditions de l'Aube), François Blanchot (*le Chevalier sur le fleuve*, Balland), Edgar Smadja (*Pisse-Vinagre*, Barrault), Lucille Debaillie (*Framboise*, Belfond), Jean-Pierre Siméon (*Passage du désir*, le Castor Astral), René Fregni (*les Chemins noirs*, Denoël), Wilfrid Simon (*les Murs*, la Différence), Claude Jacquillard (*le Testament de Philadelphie*, Favre), Jean Guerreschi (*Monnée en première ligne*, Julliard), Antoine Spire (*la Répartition*, Laffont), Philippe Raymond Thimonga (*Abel des landes*, Mercure de France), Danaë Kalder (*Mercure*, le Chénal), Jean-Pierre Lebrun (*le Goff* et François Lebrun (*le Seuil*), devrait faire figure d'événement. Il ne s'agit pas en effet d'une « simple » histoire religieuse de la France, mais d'une relecture de toute l'histoire française à travers le phénomène religieux. Le Seuil annonce égale-

Bicentenaire oblige, édition rime avec Révolution. Mais l'école, la religion, l'immigration sont aussi au programme.

FAISONS d'entrée un sort à ce qui dominera massivement cette saison du bicentenaire : les ouvrages inspirés par la Révolution française. Il y en a trop pour tenter d'en dresser une liste. Entre le *Dictionnaire critique*, que dirigent François Furet et Mona Ozouf, la *Révolution (1789-1880)*, que publie le même François Furet chez Hachette (« Le Monde des livres » du 26 août), le *Dictionnaire historique de la Révolution française* (PUF) et celui des personnages de la Révolution rassemblés par Roger Caratini (*Le Pré-aux-Clercs*), les amateurs de gros ouvrages seront gâtés. Mais les allées de 1789 sont encore abondamment abreuvées par des classiques de l'historiographie révolutionnaire étrangère : le *Gouvernement de la Terreur*, de Palmer (Armand Colin), *Réflexions sur la Révolution française*, d'Edmund Burke (Hachette), ou *Des origines de la Révolution française*, de William

Doyle (Calmann-Lévy), et par des biographies : *Sieyès*, de Jean-Denis Bredin (Fallois), *Marat et Robespierre*, de Jean Massin, qu'on réédite chez Albin. On pourra également relire les chroniques publiées pendant l'été par Michel Winock dans *Le Monde* (*L'année de la liberté*, 1789, Orban). Et puis il y aura des collections entières consacrées à l'événement : « La Révolution en ses œuvres », dirigée par Yves Lemoine, chez Flammarion, « Femmes et révolution », chez Albiné, que dirigent Michel Vovelle — qui publie également la *Révolution contre l'Église* (Complexe) — et Dominique Godémeau.

Cette avalanche — qui fera à n'en pas douter quelques victimes chez les éditeurs — ne devrait pourtant pas détourner les passionnés d'histoire de quelques ouvrages dont la publication ne doit rien à l'actualité du bicentenaire. Parmi eux, *l'Histoire de la France religieuse*, dont les deux volumes sont dirigés par Jacques Le Goff et François Lebrun (Le Seuil), devrait faire figure d'événement. Il ne s'agit pas en effet d'une « simple » histoire religieuse de la France, mais d'une relecture de toute l'histoire française à travers le phénomène religieux. Le Seuil annonce égale-

Les espaces de L'Arpenteur

L'ARPENTEUR, c'est un nom bien choisi pour une nouvelle maison d'édition : il évoque la mesure, le dimensionnement, le travail de terrain... Et, en ces temps de démesure inquiète, il fait heureusement penser à la pondération et au labeur attentif...

Des éditions Denoël, filiale de Gallimard dont il a quitté la direction, M. Gérard Bourgaudier est passé, au cours des semaines éditoriales de ces derniers mois, à la tête d'une petite structure éditoriale, également mise en place par Gallimard, L'Arpenteur. Ce n'est ni exactement une collection ni tout à fait un éditeur à part entière. Le concept d'espace éditorial a même été avancé pour tenter de définir cet Arpenteur. Cependant, directement de M. Antoine Gallimard, M. Gérard Bourgaudier compte publier, d'une manière plus personnalisée que chez Denoël, des livres correspondant à ses goûts littéraires,

sans toutefois exclure des ouvrages destinés à un public plus large.

Sous le joli logo de l'homme à l'échelle paraîtront en octobre des récits de Louis Calaferte, « l'un des dix grands écrivains actuels » selon M. Bourgaudier, *Memento mori*, dernier volet d'un triptyque comprenant *Ébauche d'un portrait* et *Franchise dans un parc* (parus chez Denoël). Dirigé par M. Jean-Baptiste Pars, également « transfuge » de Denoël, le domaine italien sera inauguré par la traduction intégrale d'un classique italien du XIX^e siècle, les *Malavoglia*, de Giovanni Verga, traduit par Maurice Darnon ; suivra en novembre, dans la même série, un essai d'un universitaire de Trieste, Claudio Magris, *Danubio*, évoquant les paysages littéraires et historiques bordant le fleuve et qui fit l'événement l'an dernier à Francfort.

P. Ka.

LA RENTRÉE

LETTRES

De Tom Wolfe à Amos Oz,

Cinquante romans étrangers de plus que l'an dernier : les éditeurs jouent l'ouverture.

DE l'afflux des traductions, alors que la production française reste stable, certains, déjà, déduisent que la littérature française est « en panne » (ce que, du reste, ils ressentaient depuis des années, dans un milieu littéraire menacé d'impuissance par goût de l'antoflagellation). C'est un peu facile et un peu vite dit, comme le prouvent la qualité de certains premiers romans et le talent de plusieurs jeunes écrivains, qui ne publient pas cette année : Jean Echenoz, René Belletto, Marie Redonnet, Michel Rio, Anne Garreta, pour ne citer — il faut bien s'accorder quelques menus plaisirs — que nos préférés. Cela dit, tant mieux si les romans traduits sont de plus en plus nombreux.

C'est peu dire que les traductions de l'anglais dominent : plus de cinquante, contre une dizaine de l'italien, une douzaine de l'espagnol et de l'allemand, et moins de dix pour les autres lan-

gues. Les livres les plus attendus sont le premier roman du New-Yorkais Tom Wolfe, essayiste et « inventeur » du « nouveau journalisme », *le Bâcher des variétés* (Sylvie Messinger), et ceux du Soviétique Anatoli Rybakov (*les Enfants de l'Arbat*, Albin Michel, et *le Sable lauréat*, Fayard). Tous deux vont venir à Paris présenter leurs ouvrages.

Chez les anglophones, les « habitués » sont fidèles au poste : Nadine Gordimer, Doris Lessing (*le Conservateur et la Descente aux enfers*, Albin Michel), J. M. Coetzee (*Foe*, Seuil), Edmund White (*la Tendresse sur la peau*, Bourgois), Jérôme Charyn (*Frog*, Stock). Il ne faut pas manquer William Gaddis (*Gothique*, Charpentier, Bourgois), ni négliger le nouveau Paul Bowles (*la Jungle rouge*, Quai Voltaire, accompagné de la réédition d'*Après moi le déluge* dans la collection « l'Imaginaire » de Gallimard). Parmi tous ceux qu'on aura plaisir à retrouver ou à découvrir, citons aussi John Fante, Barbara Pym, Henrietta Garnett, fille d'Angelica Garnett, et petite nièce de Virginia Woolf (*les Compagnons de la grappe*,

HISTOIRE ET DOCUMENTS

L'avalanche 1789

ment une monumentale *Histoire mondiale des sciences* et une enquête historique qui promet, elle aussi, d'éclairer un large pan de notre histoire nationale : *les Paysans dans la société française de la Révolution à nos jours*, d'Amie Moulin.

Des paysans, il sera aussi question dans le gros ouvrage de Marcel Lachiver consacré à l'histoire du vignoble français : *Vins, vignes et vignonniers* (Fayard), qui sera très utile aux amateurs de grands crus et de petits vins de pays, dont l'auteur ne se contente pas de connaître les origines lointaines. Autre regard sur la France traditionnelle, celui que porte Robert Muchembled sur les sensibilités, les mœurs et les comportements collectifs sous l'Ancien régime : *l'Invention de l'homme moderne* (Fayard).

Quelques belles biographies

Cette « invention » a pris depuis le dix-neuvième siècle un tour nouveau avec la scolarisation des enfants, puis celle de la société tout entière. L'école — son projet, ses acteurs, ses crises — est une des clés indispensables à la compréhension de l'histoire des sociétés contemporaines. L'interrogation de l'institution scolaire passe aussi bien par l'évocation que fait Jean-François Sirinelli de la *Génération intellectuelle* : *Khégnex et normaliens d'entre les deux guerres* (Fayard) que par les *Instituteurs* : un *coup au moral*, de Frédéric Charles (Ramsay), *l'École* : *histoire d'une utopie*, de Michel Bouillé (Rivages), ou par la description minutieuse et quelque peu effrayante que fait Bernard Toulemonde, un ancien haut fonctionnaire, de la *Machine éducation nationale* (Albin Michel) ou encore par l'évocation que fait Jean-Claude Barbraud, du SNI, des *Hussards de l'an 2000* (Laffont).

L'école, encore, hantait les pensées et les débats de ces intellectuels chrétiens qui désiraient réconcilier la foi religieuse et l'aspiration démocratique et que l'on retrouve aussi bien dans l'ouvrage majeur de Roberto Papini — *l'Internationale démocrate-chrétienne* (Le Cerf) que dans l'étude, que consacre Pierre Bitoun aux *Hommes d'Uriage*, qui tentèrent dans les déchirements les plus douloureux

de la France des années 1930 à 1944 de trouver des valeurs et un langage communs pour la France et pour l'Europe moderne (*La Découverte*).

Les problèmes de l'immigration figurent aujourd'hui parmi les débats essentiels autour desquels s'orientent l'avenir d'un pays et d'une société. L'ouvrage qu'Yves Lequin consacre à la *Mosquée France* : *histoire des étrangers et de l'immigration* (PUF) est destiné à faire référence dans la compréhension juste du phénomène et des discours qu'il suscite.

Nous ne manquons d'ailleurs pas cette année d'ouvrages de référence, de livres destinés à hanter pour de longues années les bibliothèques et les bibliographes : l'essai d'Hélène Carrère d'Encausse, *le Malheur russe*, consacré à la permanence de l'assassinat politique dans l'histoire de la Russie, celle des tsars et celle de leurs successeurs (Fayard) ; le dictionnaire (pour quel temps ?) *Dictionnaire de la préhistoire*, d'André Leroi-Gourhan (PUF) ; la *Démocratie américaine*, de Max Shidmore et Marshall Carter-Twill (Odile Jacob), sans lequel les élections aux États-Unis risquent de demeurer pour nous une manifestation quasi folklorique ; *les Deux corps du roi*, de Kantorowicz, livre-clé de l'historiographie du système monarchique français (Gallimard), ou encore *le Horzain*, de curé Alexandre, *Mémoires d'un curé de campagne* sans lesquels on ne pourra plus faire d'ethnologie rurale. (Plon-« Terre humaine »).

À côté de ces œuvres vastes et amples, à côté des débats de haut vol du *Colloque des prix Nobel* (Odile Jacob), que peuvent peser quelques belles biographies, *Jules Vallès*, de Max Gallo (Laffont), *Frédéric le Grand*, de Robert Asprey (Hachette), *Madame Palatine*, de Dirk van der Cruyssen (Fayard), ou *Georges Bernanos*, de Max Milner (Séguier), *Rembrandt*, d'André Suarès (Michel de Maule), *Léonard de Vinci*, par Serge Brant (Lattès), *Littérature* de Jean Hamburger (Flammarion) ? Rien d'autre, peut-être, que le simple plaisir d'effacer les frontières entre le roman et la vie. Ce que font aussi à leur manière, ces écrivains, de Cornille à Sartre, qu'étudie Sergo Doubrovsky dans ses *Autobiographies* (PUF).

P. L.

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

LITTÉRAIRE

ÉTRANGÈRES

d'Anatoli Rybakov à Naguib Mahfouz

Les *Ingratitudes de l'amour*, *Secrets de famille*, *Bourgeois*, *William Goyen* (*Une forme sur la ville*, Rivages), *David Plante* (*Le Sizième Fils*, Contax), *Rachel Ingalls* (*J'ai vu un grand voyage*, Laffont), *J.-G. Ballard*, l'auteur de *l'Empire du soleil* (*Le Jour de la création*, Flammarion), *Harry Matthews* (*Cigarettes*, POL), *Richard Stern* (*Les Filles des autres*, Presses de la Renaissance), *Willis-Cather* (*Une femme perdue*, Ramsay), *Mary Shelley* (*Le Dernier Homme*, publié pour la première fois en anglais en 1826 et toujours inédit en français, Le Rocher). Sans oublier *Péle-méle*, vingt-cinq nouvelles drolatiques d'O'Henry (Clancier-Guénard) et la biographie de Chatterton par Peter Ackroyd sous la très élégante couverture du Promeneur.

Deux nouveaux Montalban

Les Italiens, toujours à la mode, réservent de très bonnes surprises : l'iguanes, d'Anna Maria Ortese, qui, à plus de soixante-dix ans, est traduite pour la première fois (Gallimard), *la Fin de la bataille*, le second roman d'Elisabetta Rasy (Rivages). Si vous n'avez jamais lu Primo Levi, il est plus que temps de commencer avec son dernier recueil de nouvelles, *le Fabricant de miroirs* (Liana Levi). Ne manquez pas, non plus, le nouveau *Sciascia*, 1912-1 (Fayard), *Fruttero et Lucentini* (*la Signification de l'existence*, Arléa), *Edmondo de Amicis* (*Amour et gymnastique*, Picquier), les nouvelles de *Grazia Deledda* (*les Tentations*, Ombra, dans une nouvelle traduction), celles d'Arturo Loria (*la Muse, Desjoignères*), de Sandro Penna (*Un peu de fièvre*, Michel de Maule).

Chez les hispanophones, on guetta, bien sûr, *Garambombo l'invisible*, du Péruvien Manuel Scorza, mort dans un accident d'avion en 1983 (Belfond), *la Rose d'Alexandrie et la Plante*, de Manuel Vazquez Montalban

(Bourgeois et Seuil), *le Siècle du vent*, de l'Uruguayen Eduardo Galeano (Plon). Jacqueline Chambon, dont la petite maison d'édition a un an, publie le Catalan Miguel Llor (*Laura*) et les éditions Verdier annoncent une nouvelle collection, « Otrá Memoria », qui commence avec *Lune de loup*, de Julio Llamazares.

Au tout premier rang des écrivains de langue allemande, on trouve Ernst Weiss pour son ultime livre, écrit en 1940 avant son suicide à Paris (*le Témoin oculaire*, Alinéa). Parmi les autres, citons, bien sûr, Thomas Bernhard (*Matras anciens*, Gallimard), Keyserling (*Wellen*, Actes Sud), Peter Rosel (*les Nuages*, suivi de *Quinze mille ans*, Fayard), Hans Joachim Schädlich (*Talkover*, Gallimard), Volker Braun (*le Roman de Hinz et Kunze*, Messidor), Fritz Raddatz, pour son second roman (*le Buvard de nuages*, Flammarion) et Herta Müller (*l'Homme est un grand faiseur sur terre*, dans une nouvelle collection, « La petite bibliothèque européenne du vingtième siècle », qui verra le jour en octobre aux éditions Maren Sell).

Un Japonais prometteur

Si les traductions d'autres langues sont plus dispersées, elles n'en sont pas moins présentes, avec des livres souvent remarquables. C'est le cas en particulier pour le Japon, cet automne, avec *Chronique d'Asakusa*, de Kawabata (Albin Michel), et la première traduction en France de l'écrivain japonais contemporain le plus prometteur, Kenji Nakagami (*Mille ans de plaisir*, Fayard). Sans oublier Tanizaki (*Un amour insensé*, Gallimard) et des nouvelles d'Inoue (*Combat de taureau*, Stock).

Les Scandinaves sont de retour, notamment chez Actes Sud (*le Voleur de bible*, de Göran Tunström, *Légendes*, de Torgny Lindgren), Maurice Nadeau (*Notre plage nocturne*, des nouvelles de

Stig Dagerman). Les Presses de la Renaissance (*Préparatifs de fuite*, des nouvelles de Lars Gustafsson) et Gallimard (*les Fils de rois*, des contes de Karen Blixen). Les Arabes, comme à l'accoutumée, sont surtout chez Sindbad (*La trahison des émir*, le cinquième volume du *Roman des Baïbars*, et *Récits de notre quartier*, de Naguib Mahfouz), et dans la collection « Lettres arabes de Latta », de la recherche de *Walid Masud*, de Jabra Ibrahim Jabra.

L'Israélien Amos Oz est chez Calmann-Lévy, avec *la Boite*



notre, et Itamar Levy, un des jeunes auteurs israéliens les plus brillants, chez Liana Levi avec *Zelig ou la Nostalgie de la mort*. Enfin, les Néerlandais, trop peu connus en France, bien que voisins, sont représentés, après Coes Noteboom, publié au printemps chez Actes Sud et Calmann-Lévy, par Hella S. Haasse (*Un goût d'amandes amères*, Actes Sud). Juste pour signaler qu'il serait temps, peut-être, avant d'être rattrapé par 1992, de s'intéresser à toutes les littératures d'Europe.

Jo. S.

Un regain d'intérêt se confirme pour l'analyse des diverses traditions religieuses.

Il a beau tomber désormais, à l'automne, plus de romans que de feuilles mortes, cela n'empêche pas les livres de philosophie de fleurir. Ils sont, cette année, particulièrement nombreux. Pas de révolution en vue — bécotement mis à part — mais une solide rentrée, dominée par des valeurs sûres, d'aujourd'hui ou d'hier. A leur manière, les hasards des programmes rappellent quelques traits marquants, habituels ou récents, de la pensée en ce temps.

Du côté des contemporains célèbres, les Editions de Minuit annoncent deux livres de Gilles Deleuze : *le Pli*, une extraordi-

PHILOSOPHIE

De Deleuze jusqu'aux dieux

Jacques Derrida publie un recueil de textes intitulé *Mémoires*. Il s'agit de conférences prononcées aux Etats-Unis en 1984, autour de l'œuvre de son ami Paul de Man, mort en 1983. Un dernier chapitre rétrospectif sur le scandale provoqué outre-Atlantique, depuis l'été 1987, par la découverte des chroniques écrites par Paul de Man en 1941 et 1942, dans un journal belge favorable à l'occupation allemande.

Même si les dissemblances sont grandes — la responsabilité d'un penseur est d'une autre teneur que celle d'un théoricien de la littérature — on ne manquera sans doute pas de rapprocher cette affaire de celle du passé politique de Heidegger. Ceux que la lassitude n'a pas encore gagnés trouveront sans doute de quoi poursuivre les polémiques en lisant les *Rencontres avec Martin Heidegger* (1926-1976), de H.W. Petzet (PUF), ou le *Martin Heidegger* du philosophe Jürgen Habermas (Cerf). Ceux qui auront envie de lire autre chose n'auront que l'embaras du choix.

La suite des *Œuvres complètes* de Simone Weil les attente chez Gallimard, ainsi que plusieurs essais, fort dissemblables, situés aux confins de la philosophie et de l'analyse du présent, tels *le Désordre*, de Georges Balandier (Fayard), *la Lettre aux vivants*, de Raoul Vaneigem (Ramsay), les *Fictions philosophiques et science-fiction*, de Guy Lardreau (Actes Sud), ou la *Sécularisation de la pensée*, recueil collectif sous la direction de Gianni Vattimo (Seuil). Par ailleurs, J.M.G. Le Clézio publie un essai sur *le Rêve mexicain*, dont le sous-titre est *la Pensée interrompue* (Gallimard).

Schopenhauer et Hobbes de retour

A moins que les classiques ne s'imposent, une fois de plus, contre la dureté des temps. Beaucoup de titres, là encore, et toujours fort disparates. A côté d'une nouvelle traduction de *l'Éthique*, de Spinoza, par Bernard Pautrat (Seuil), il faut noter le *Manuscrit de Duisburg*, de Kant, traduit par François-Xavier Chenet (Vrin), la reprise de l'œuvre majeure de Proudhon, *De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, par le « Corpus des Œuvres de philosophie en langue française » (Fayard), qui poursuivra également sa réédition d'Helvétius en publiant *De l'homme*, et enfin des *Œuvres de logique philosophique*, de Bertrand Russell, aux Presses universitaires de France.

Deux grands retours se profilent. Celui d'Arthur Schopenhauer, dont le bécotement sera prolongé par la publication du *Journal de voyage* de sa jeunesse, inédit en français (Mercure de France). Et surtout celui de Thomas Hobbes, dont on célèbre le quatrième centenaire. Après plusieurs ouvrages, colloques et numéros de revues qui lui ont déjà été consacrés ces derniers mois, une nouvelle traduction de ses œuvres commencera à paraître chez Vrin. Il s'y joindra, chez le même éditeur, un volume collectif sous la direction de Michel Malherbe, ainsi qu'un *Thomas Hobbes*, de Pierre Naville, chez Plon.

Parmi les oubliés, on pourra découvrir Friedrich Schleiermacher (1768-1834), dont la pensée fonde l'herméneutique contemporaine (Cerf). Avec *Naissance de l'herméneutique*, Georges Gusdorf retrouve les sources antiques de ce courant dans les travaux des érudits de la bibliothèque d'Alexandrie (Payot), tandis que Benny Lévy confronte, à travers Philon d'Alexandrie, les concepts grecs aux versets du Pentateuque dans *Logos et la Lettre* (Verdier).

Ces publications confirment, si besoin était, le regain d'intérêt de la pensée actuelle envers l'analyse des diverses traditions religieuses. D'autres viennent renforcer ce constat. Ainsi annonce-t-on un choix de *Réflexions sur le*

judaïsme, de Raymond Aron, réunies par Perrine Simon-Nahum (Mercure de France), et des *Questions juives*, de Gérard Bensussan (Osiris). Plusieurs initiatives d'importance attestent qu'il s'agit là d'un mouvement profond : les Presses universitaires de France vont inaugurer une nouvelle collection, intitulée « Théologies », dirigée par Jean-Yves Lacoste et Rémi Brague. Un *Dictionnaire de théologie*, réunissant une centaine d'auteurs sous la direction de P. Eicher est prévu aux éditions du Cerf. Enfin, dans une perspective plus anthropologique et scientifique, l'Encyclopædia Universalis va publier un *Atlas des religions* auquel ont contribué plus de cent quarante spécialistes internationaux.

Pour une fois, l'actualité fait semblant de suivre un ordre : s'ouvrant avec Deleuze, elle se termine avec les dieux. Reste à savoir si l'alphabet correspond aux mouvements du réel...

ROGER-POL DROT

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées : et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

SEPTEMBRE 1988 - N° 257

Gilles Deleuze

Un philosophe nomade

Deleuze et ses philosophes : Nietzsche, Schopenhauer, Leibniz. Une œuvre, une lecture de l'œuvre. Deleuze et Proust : deux lectures.

Entretien

André Peyerle de Mandargues

Chez votre marchand de journaux : 26 F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 30 F

Cocherz sur la liste d'après les numéros que vous choisissez

☐ Antonin Artaud
☐ Foucault
☐ Géopolitique et stratégie
☐ Raymond Chandler
☐ Fernand Braudel
☐ 60 ans de surréalisme
☐ Victor Hugo
☐ François Mauriac
☐ Spécial Japon (numéro double)
☐ Les enjeux de la biologie
☐ Venise des écrivains
☐ Michaux
☐ La littérature et l'exil
☐ Henry James
☐ Lévi-Strauss
☐ Les littératures du Nord
☐ Dix ans de philosophie en France
☐ Michel Tournier
☐ La France fin de siècle
☐ Raymond Queneau
☐ Georges Dumézil
☐ Londres des écrivains
☐ Beckett
☐ Les écrivains de l'Apocalypse
☐ Vladimir Nabokov
☐ Malraux
☐ Heidegger
☐ Töcqueville
☐ Italie aujourd'hui
☐ Voltaire

Nom :

Adresse :

Réglement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères 75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

ÉCOLE

BIBLIOTHÉCAIRES-DOCUMENTALISTES

Enseignement technique supérieur, 2 années d'étude

Niveau requis : baccalauréat (au minimum)

Inscriptions au CONCOURS D'ENTRÉE : du 1^{er} au 10-9-87

Pour tous renseignements, s'adresser à :

EBD, 21, rue d'Assas, 75006 Paris. Tél. : 42-22-34-52

VU A APOSTROPHES

LES HOMMES

passé, présent, conditionnel

LANGANEY

"Des prévisions, à court ou moyen terme, sur l'évolution probable de nos éventuels descendants".

248 pages, 170 F.

ARMAND COLIN

Le défi de Payot

Après de quatre-vingt-dix ans — elles ont été créées au début du siècle — les éditions Payot prennent un nouveau départ. La vieille maison du boulevard Saint-Germain n'a pas rompu les amarres qui l'attachent traditionnellement à la Seine et à la Seine. Payot appartient au groupe suisse Edipresse — mais son nouveau PDG, M. Jean-François Lamurée, et son directeur littéraire, M. Olivier Cohen, ont choisi la révolution plutôt que la réforme. Certes ils vont continuer à publier ces ouvrages de connaissance qui ont fait la réputation de l'entreprise.

Mais Payot abandonne ses habits austères de maison d'édition universitaire pour se lancer dans l'aventure de la fiction romanesque. Sous les couvertures d'un à la fois drôles et raffinées dues à un designer anglais, John McConnell, voici donc *la Folle Rumeur* de Smyrna, de Claude Gurtman. Une charrette pleine d'étoiles,

de Frédéric Fajardie, les *Pas-sants*, de Liliane Atlan ; et aussi des romans étrangers : deux livres de Cynthia Ozick, *le Messie de Stockholm* et *le Rabbi païen*, et un autre dû à un jeune écrivain américain, Jay McInerney, *Ramson*. S'y ajouteront bientôt Vautrin et Carver, Stangerup et Anissimov. Olivier Cohen et sa petite équipe publieront également des grands documents d'actualité — dont une enquête de Ian Hamilton à la recherche de J.D. Salinger, et une autre, menée par Alain Dugand et Pierre Broué, sur Trotzki à Mexico, — des récits de voyage, des biographies. Bref, à un moment où les éditeurs ont tendance à se replier frileusement sur leur pré carré spécialisé, Payot fait le pari du développement tout azimut. Une manière d'affirmer que la crise est avant tout celle de l'audace et de l'imagination.

P. L.

مكتبة من الأصل

● ROMANS

Les cartes postales de France Huser

Les Lèvres nues ont certes des couleurs. Mais la polychromie n'est pas tout.

Pour son quatrième roman, *Les Lèvres nues*, France Huser a fait don d'un destin tragique à son héroïne. Tragique ? Triste plutôt : une grisaille légendaire de l'enfance, évoquée en ouverture du texte, et qui boucle son parcours dans l'espace clos d'une cellule carcérale. Entre-temps, tout au long des cent quatre-vingt-cinq pages du livre, Laura Alpi aura tenté, en vain mais avec morgue, quelques échappées dans l'arc-en-ciel de l'existence.

Petite fille de modeste condition, trop souvent délaissée par une mère soumise aux désirs des hommes, elle exalte les promesses d'un avenir de luxe et de volupté en rêvant de s'immerger dans la polychromie chatoyante des cartes postales accrochées aux murs de la cuisine : « L'effort de toute ma vie, je le compris très tôt, serait de traverser cette pellicule légère ».

D'effractions en effractions

Résolue au bonheur, elle découvre précocement l'unique voie qui pourrait la mener à l'accomplissement de ses fantasmes : « J'avais cinq ans [...] Je venais, sans le savoir, de décider que ma vie serait théâtre, séduction ».

Amoureuse de son corps et de ce qui le pare — « J'étais soumise à la robe » — Laura, tantôt voyeuse, tantôt provocatrice, consacre le plaisir comme seule loi à respecter. Sa fougue érotique trouve la mesure de son expres-

sion lorsqu'elle rencontre Gilles, un « Pierrot le fou » qui la mène, d'effractions en effractions, sur les bancs de l'infamie. A son procès, accusée de toute la responsabilité du crime commis par son amant en fuite, elle verra défiler le petit peuple médiocre et diffamateur de ses anciennes compagnes d'école et de bureau, des commerçants de son quartier, et les figures dérisoires de ses amants. Le constat de leur étroitesse et de leur hargne la confortera dans la voie du stoïcisme et du silence, bien que Gilles l'ait abandonnée et trahie.

Depuis son premier roman, *La Maison du désir* (1), France Huser n'en finit pas de s'adonner aux variations d'un érotisme qui relèverait plutôt — si quelques « bonheurs » d'écriture ne venaient en gracier l'expression — d'une production romanesque à grands tirages au contenu fantasmagorique plus quantitatif que qualitatif. En dépit d'un usage averti des adjectifs et des couleurs — France Huser est critique d'art au *Nouvel Observateur* — il est difficile de supporter cette narration jusqu'à son terme. Une histoire où la vacuité des personnages et l'outrance des situations voisinent avec tant d'acharnement achève de persuader qu'il n'y a vraiment rien sous le vernis des cartes postales.

VALÉRIE CADET.

★ LES LÈVRES NUES, de France Huser, Le Seuil, 188 p., 79 F.

(1) Le Seuil, 1982.

Yves Gibeau, cet anarchiste qui déteste le désordre

Entre révolte et amertume, entre amour et rage, le regard d'un homme de soixante-douze ans sur les autres et sur sa propre histoire.

MOURIR idiot n'est pas, malgré l'indication de sa couverture, un roman. Attendu depuis plus d'un quart de siècle — depuis la Guerre, c'est la guerre parue en 1961 — le dernier livre d'Yves Gibeau ne se donne même pas la peine de se maquiller de fiction : Gibeau n'a jamais été un tricheur. Il n'y a qu'un personnage dans son livre, et c'est lui-même. *Mourir idiot* est un écrit de mémoire.

Établir cette distinction ne relève pas d'un goût administratif des étiquettes. Si l'on veut convaincre les lecteurs qu'il y a de la véritable littérature, grande, forte, essentielle, hors du moule infiniment recuit du roman, il ne faut pas commencer par le tromper sur la nature de ce qu'ils lisent.

Se battre et vivre encore

Dire sa vie, à la manière dont le fait Yves Gibeau, est un acte d'écrivain qui se situe aux antipodes de la création romanesque : il ne s'agit pas d'inventer un monde, mais, au contraire, de dresser un inventaire de ce qui n'est plus. Ce n'est pas la vie qui est présente, c'est la mort.

Le titre du livre est explicite : Gibeau écrit à la frontière de la mort. Il a aujourd'hui soixante-douze ans. Il s'est retiré, loin de sa famille, au bout du chemin des Dames, dans un vieux presbytère

à Roucy, dans l'Aisne : aux confins de ce champ de bataille où les guerriers organisèrent dans la boue le plus sanglant et le plus obstiné des massacres rituels.



Yves Gibeau : un douloureux « écrit de mémoire ».

Entouré de milliers de livres et d'imposantes collections de films, il pourrait essayer de donner l'image du patriarcat solitaire et sage, plein de savoir et de raison, jetant au crépuscule un regard nostalgique sur les hommes et sur sa propre histoire.

Mais Gibeau n'est pas un vieil homme pour image pieuse. Le « troisième âge », comme on dit maintenant de la plus hypocrite des façons, c'est, quoi qu'on cache, celui de la vie qui se rétrécit et qui s'emprisonne, celui de la solitude forcée, celui du corps qui se refuse à accompagner les élans du cœur. Alors Gibeau pleure. Oui, *Mourir idiot* est écrit, sans honte, avec des larmes. Des larmes de souffrance et des larmes de rage, des larmes de révolte et des larmes d'amour. Parmi les citations qu'Yves Gibeau aime épinglez sur les murs de sa maison, il en est une d'Henri Cochet qui dit : « Ne me secouez pas, je suis plein de larmes ». Pour écrire son livre, Yves Gibeau s'est secoué.

On peut vider son sac sans se répandre et se défaire de ses vêtements sans attacher à la pèlerine. Gibeau se donne, il ne s'exhibe jamais. Il peut écrire les choses les plus crues et les plus cruelles, s'exalter de ses amours éblouissantes ou remâcher jusqu'au

dégoût l'amertume de son enfance, il demeure, dans son absolue sincérité, un rebelle qui a horreur du négligé, un anarchiste qui déteste le désordre et un

amné et qui se termina par un internement, heureusement très provisoire, dans un hôpital psychiatrique. La volonté de mourir, de mettre fin à une vieillesse insupportable aboutissait à la découverte de plus insupportable encore : la privation de liberté. S'il y a pis que vieillir, s'il y a pis que mourir, autant tirer encore quelques rires du surris — et quelques sanglots.

Mourir idiot vacille ainsi, comme un bateau pris dans la tempête, entre le plus noir de la dépression et le plus fougueux désir d'exister, entre le flot du ressentiment et la plus haute vague de l'amour, entre la chaleur et la tendresse d'un dévouement de vie et le recul ironique du hussard fatigué.

Dans cet incessant roulis de la vie et de la mort, du sentiment et de l'esprit, l'écriture assure tout à la fois la tenue et la direction de l'esquif. Elle apprivoise les contradictions, elle négocie les embardées. Elle donne au récit ce minimum d'ordre qui lui permet de dire la vie sans la tuer. Comme tout ordre, la grammaire est un principe de mort. Celle de Gibeau est assez inventive, assez irrispectueuse et assez subtile pour faire oublier ses contraintes sans abandonner ses vertus. Chez l'écrivain Gibeau, l'anarchie n'est pas seulement une conviction politique ou une vision généreuse du monde, c'est un style : la liberté de l'écriture ne se gagne que dans l'usage et le respect amoureux des mots.

PIERRE LEPAPE.

★ MOURIR IDIOT, d'Yves Gibeau, Calmann-Lévy, 285 p., 98 F.

Le paradis perdu d'Irène Schavelzon

(Suite de la page 11.)

Schavelzon se proposerait-elle de nous parler du bonheur au présent, qui plus est, de celui d'un couple de nos jours, pas tout à fait moderne, certes, en ce qu'il s'avoue parfaitement heureux, mais tout de même... Non. Soudain, la narratrice s'est souvenue de l'adolescente qui avait surpris sa mère murmurant à son reflet dans le miroir : « C'est moi qui suis devenue ainsi ? »

Les gestes ont usé la peau

Elle en avait pleuré. Et maintenant, elle a atteint l'âge où sa mère est morte ; elle a cinquante ans. Jusqu'à ce jour, elle avait fait bloc avec elle-même, elle ressemblait, ou croyait encore ressembler, à sa propre image, celle qu'elle porte dans son tréfonds. Et tout d'un coup, elle s'est aperçue que les gestes ont usé la peau, que celle-ci se distend, flasque, là où, auparavant, elle collait à l'ossature ; que des renflements alourdisaient ses traits, que le dessin des lèvres commença, peut-être bien, à s'estomper.

Plus que la mélancolie, qui contemple et médite, c'est la tristesse, atrocement physique, qui s'empare de la narratrice : elle reste seule avec son corps tassé, recroquevillé, enveloppé dans cette amertume amollissante qu'il sécrète lui-même. Elle cesse de prendre soin de la maison, se laisse aller, bête la maladie qui justifie son abandon, sa propre mise à l'écart. Serait-ce cela la

dépression, cet état où l'esprit — dont le propre est de se désintéresser de tout ce qui entrave son exercice d'élucidation de la pensée — se révèle impuissant ?

Elle ne savait pas, la narratrice, qu'en rentrant du bel été, une autre voyageuse se fauflait avec elle dans la maison, choisissant domicile dans les miroirs : celle qui voyage la nuit, la vieillesse ; celle qui désormais la guette et lui renvoie sa véritable image.

La cinquantaine serait-elle devenue de nos jours un sujet qu'il faudrait éluder, alors que tout le monde reste si jeune et que même le « troisième âge » apprend des langues, voyage, visite des musées, chasse la beauté et s'en émerveille ?

Ici, une femme a le courage d'accepter l'humiliation que les années lui infligent : elle voudrait une fois pour toutes serrer sa propre vie au creux de la main comme un objet précieux, aux contours nets. Aussi, refait-elle encore une fois le chemin conduisant à l'enfance. Mais, cette fois-ci, non sans égarement. Comme aurait dit Alejandra Pizarnik, le grand poète argentin, un bateau est parti d'elle-même en l'emportant. Et la narratrice a traversé le fleuve du temps, et de l'autre rive, en se retournant, elle s'est aperçue, elle-même, restée à quai : a vrai dire, laquelle des deux est passée de l'autre côté ?

Mais la maison sonore de jadis est là, rassurante, et les enfants, immergés dans la totalité vierge d'un jour énorme et léger d'été ; et elle-même est une enfant qui joue, mais aussi celle qui du fond de la perspective que les années ont creusée, la contemple.

Sur le bord du présent

L'oreille musicienne collée aux portes closes de la mémoire, Irène Schavelzon fait dire à son héroïne le tour complet du labyrinthe, avant de la déposer sur le bord du présent. Prête, de nouveau, à saisir ce qui est à portée du regard et de la main : prête à affirmer sa

présence dans l'instant fugitif, et ces choses de la vie qui en constituent, somme toute, l'essentiel : les « moments d'être ».

La voyageuse de nuit a plié bagage, et dans les miroirs la narratrice retrouve une femme de cinquante ans, vivante, réconciliée avec elle-même.

Plus concret que ses livres précédents, le style tenu de Schavelzon cernant aujourd'hui avec plus de précision l'emprise de la dépression et les alentours de la folie, la fin des choses devrait enfin gagner de nombreux lecteurs à cet écrivain de l'exil intérieur. Et si cela se produit, ce qu'on lui souhaite, qu'Irène Schavelzon n'ait aucune crainte : il y aura toujours de la solitude pour ceux qui en sont dignes.

HECTOR BIANCIOTTI.

★ LA FIN DES CHOSES, d'Irène Schavelzon, Actes Sud, 93 p., 60 F.

Ludovic JANVIER

Monstre, va

roman

GALLIMARD

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Rire, et après ?

(Suite de la page 11.)

Le projet de faire rire ne va pas, lui non plus, sans aliénation. Chaque rebondissement obéit à cette logique tyrannique : trouver toujours plus fort, toujours plus rigolo ! « N'en jetez plus ! », disent les rions. La capacité d'accumuler les cocasseries devient le ressort exclusif du récit. Et le narrateur semble ne plus avoir d'autre dessein que de manifester sa surplussance inventive, qui n'est pourtant plus à démontrer.

Voilà peut-être le limite de cette indéfinissable vis comica : elle ne tend bientôt plus qu'à rapporter des preuves superflues. Bon, la cause est entendue : Cauwelaert est drôle, très drôle, il a du jus, du saugrenu à profusion... Et après ? C'est l'ennui, avec le rire. Il montre des tares, il secoue l'épique, il désigne des ridicules sociaux, des balourdises ; mais il contient ses propres limites, il se croit obligé de ne pas déteiler, d'exclure le drame, l'émotion, le schématisé, se prend pour fin en soi, il se refuse la luxue de créer un monde, des hautes figures ; il reste une mécanique...

Tel est le procès, courant, auquel les grands devanciers n'ont pas échappé, et que Cauwelaert n'évite pas. L'originalité à tout prix peut tourner à une forme de stéréotype, et se détruire elle-même par saturation. Mais l'Orange amère, sans en avoir l'air, va plus loin qu'une simple machine à gags. L'auteur ne se cache pas de mener un combat ; contre les assis, les conformes, les flaps, contre les forces auxquelles se heurtent la légèreté, la gratuité, le charme. On le sent presque haineux quand les marginaux selon son cœur croisent des gardiens de l'ordre aux joues flasques.

L'IRRITATION lui donne des ailes, aiguise son regard. Ainsi excelle-t-il à pointer le petit détail des personnages secondaires enchaînés à une routine : le regard d'une standardiste, le bâton de sucette que mordille un médecin de fous. Cauwelaert réussit ses seconds rôles comme le faisait le cinéma des années 40.

Et d'abord, il prend, à aligner les formules brillantes, un plaisir contagieux, qui le rattache, comme beaucoup de ses pairs, à la famille Giraudoux. Par « famille Giraudoux », il faut entendre une manière péremptoire de décrire un comportement, d'en tirer des leçons générales, en prenant la partie pour le tout, en mêlant moralisme et sensualisme. Un exemple entre cent : « Il tombait une pluie de monument aux morts ». Ou bien cette maxime sans réplique, sur le bonheur d'une gamine étreignant des talons aiguilles et décidée à plaire : « plus les talons sont hauts, plus la vie est légère, quand la chaleur descend et qu'on a un but ».

Rien n'est sûr, en somme, que les jolis instants dont on fait les jolies phrases. Ce sens du petit bonheur « de plume », ce sens fait aussi partie de la comédie à la française ; et Cauwelaert en a à revendre !

★ L'ORANGE AMÈRE, de Didier Van Cauwelaert, Seuil, 240 p., 85 F.

Colloque 1789-1988
LA RÉVOLUTION
FRANÇAISE
ET LA CULTURE
POLITIQUE MODERNE
organisé par
l'Ecole des Hautes Etudes
Institut Raymond-Aron
Auditorium du Musée d'Orsay
16-18 septembre 1988
Renseignements : 40-49-48-49

● ÉCRITS INTIMES

Le désolant journal de Jacques Vergès

On attendait un provocateur talentueux. C'est raté. Du coup, on s'ennuie ferme.

QUI ne connaît, depuis le procès Barbie, la silhouette de Jacques Vergès, son visage d'homme jeune, en dépit de la soixantaine, son regard incisif ? Que l'on désapprouve ses stratégies de défense, ses préférences idéologiques, que l'on réprouve ses choix, n'autorise certes pas à lui dénier talent, intelligence et subtilité d'esprit. Le mystère de sa vie — notamment celui de ces dix années où l'on ignore tout, avant sa réapparition à Paris à la fin des années 70 — rend légitimement curieux de lui. Surtout quand, pour faire bonne mesure, il publie un livre qui a pour titre *Beauté du crime...*

Pour beaucoup, le seul nom de Jacques Vergès sur une couverture est une incitation à ne pas lire. Mais si l'on n'est pas de ceux-là, on s'attend, avec *Beauté du crime*, à devoir résister à un certain vertige, à la beauté obscure de l'immoralité, à la fascination d'une logique imparable, fondée sur des postulats que le code social réprouve, à la séduction d'une intelligence implacable et de ce qu'on croit soupçonner d'élégance décadente et de sensualité singulière.

Si Jacques Vergès était un salaud, il convenait qu'il fût un salaud peu ordinaire, et, s'il était quelqu'un d'autre, on allait enfin non pas le savoir, mais frémir d'en approcher la vérité, tant il devait, en levant le coin du voile, épouser d'autant le mystère. Bref, on s'attendait à tout, sauf à découvrir quelque chose d'anodin.

Certes, il y a bien dans ce livre quelques propos que leur auteur veut sulfureux mais qui fleurissent le romantisme académique (« Entre les chiens et le loup je serai toujours du côté du loup, surtout quand il est blessé » ; « J'aime les héros plus que les victimes »), quelques provocations (mais c'est vraiment le Genet du pauvre !) et quelques attaques, celles-ci assez bien venues, contre les journaux — le *Monde* en particulier. Le tout au milieu de notations de voyages (le « passage obligé » du journal intime), d'impressions sur des rencontres avec des clients, de commentaires sur la nourriture — Mr Vergès a le goût de la bonne chère et des bons vins, — alourdies trop souvent d'une volonté de « faire littéraire ».

A l'analyse Mr Vergès préfère la proffération, et à l'ellipse l'esquive. Il assène ses opinions et ses choix — et on en reste là. D'un côté, la litanie des victimes arabes, tuées par de bons Français — ou par Israël — et dont on n'a guère châté les meurtriers. De l'autre, l'émotion de Klaus Barbie — qu'il appelle d'une manière exaspérante « don Klaus » — quand lui parvient de son avocat un télégramme pour Noël ou pour l'anniversaire de la mort de sa femme.

La présence des « lous »

Troublante asymétrie. Comme si le désolant de la France, les crimes racistes imputés au peu sanctionnés, amnistiait Barbie de quoi que ce soit. Comme si la présence des « lous », aujourd'hui, dans ce pays (Mr Vergès, cette fois-ci, n'est pas de leur côté...), faisait de Barbie un « criminel relatif ».

Même si l'on voulait aller jusqu'à comprendre, sinon admettre, que la passion de défendre puisse conduire à Klaus Barbie, Mr Vergès n'aide guère à le faire. On n'est pas même indigné, on s'ennuie ferme, et, quand, de rares occasions, une réflexion pourrait s'amorcer, elle fait long feu. Comme à la page 200 (sur 214), à propos des « monopolistes de la défense des droits de l'homme » : « Et je devine leur colère à me voir en même temps défendre Klaus Barbie et conseiller les Lakhdar-Toumi, écrit Mr Vergès. Mon visage perpétuellement brouillé les irrite. Assis sur leur situation acquise, ils ne peuvent imaginer le mouvement de la vie même et comprendre que la défense du vieil officier SS et l'accusation de l'officier français pour les mêmes crimes sont inséparables ». Intéressant, mais un peu court.

Il est trop facile de s'en tenir là quand on prétend avoir une pensée. Ce « carnet de bord d'un homme dont la profession est de défendre », comme le dit l'éditeur, est par trop simple. Mr Vergès, il faut parfois tenter, à défaut d'y parvenir, d'être à la hauteur de son ironie et de sa posture.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ *BEAUTÉ DU CRIME*, de Jacques Vergès, Pöa, 214 p., 80 F.

● D'AUTRES MONDES — La chronique de Nicole Zand

Zakouski

★ *L'ÉCHO*, nouvelles de Paul Bowles, traduites de l'anglais par Brice Matthiessent, Rivages, 206 p., 79 F.

★ *LE ROSEAU RÉVOLTE*, de Nina Berberova, traduit du russe par Luba Jurgenson, Actes Sud, 72 p., 45 F.

★ *LA ROBE ROSE*, LES BRÉBIS, nouvelles de César Aira traduit de l'espagnol (Argentine) par Sylvie Koller, éd. Maurice Nadeau, 160 p., 80 F.

★ *ELOGE DE L'IVRESSE. LE TAO DU VIN ET SES VERTUS*, poèmes traduits du chinois par Cheng Wing fun et Hervé Collet, calligraphie de Chang Wing fun, éd. Moutardes (Chemin des bois, 78940-Millefont), 88 F.

PRENEZ donc quelques Zakouski !... Dans l'ordonnance du repas russe, c'est ce qu'on mange en premier : le hors-d'œuvre, ce qu'il y a de plus savoureux... C'est ainsi, en gastronomie, qu'il convient de satisfaire son appétit : un chaud-froid de contes surprisants, de gélinottes aux sirènes des marais, des brehensendormes, un cornichon au sel. Finalement, une salade (russe) qui lie les textes hétéroclites que nous avons retenus cette semaine, avant les grosses nouritures, les blockbusters de la rentrée. Quelques dizaines de pages qui ne vous laisseront pas sur votre faim, et auxquelles vous aurez souvent l'envie de revenir.

D'ABORD, le plaisir du dernier paru des ouvrages de Paul Bowles, l'homme d'un grand et beau roman — *Un thé au Sahara*, Gallimard 1952 — admiré par Tennessee Williams et par la Beat Generation, ainsi que par les hippies qui, devenus vieux, font le pèlerinage de Tanger où ce New-Yorkais a, depuis quarante ans, fui l'Amérique.

Plusieurs dizaines de nouvelles ont été recueillies (1) parmi lesquelles les Editions Rivages et Brice Matthiessent ont fait un choix qui témoigne de la richesse des thèmes : après les nouvelles plutôt cruelles de *Scorpio* (1986), le recueil intitulé *L'Écho*, que le traducteur qualifie d'histoires « inquiètes » et précise : « Le rêve s'empare sur le réel, le règne animal sur l'humain et la musique est partout ». Ecrites entre 1948 et 1976, entre Southampton, Paris, Colombo et Tanger, ces onze nouvelles sont une forme artistique de dissociation de la réalité, la nature, les diables immenses, les nuages de kif, A qui s'adresse Ethel, l'héroïne de *Tu n'es pas moi*, contemplant un accident de chemin de fer et qui se fait passer pour blessée. « Cas fans ne souffraient pas. Quand beaucoup de gens souffrent ensemble, d'habitude ils ne le manifestent pas, sans doute parce que personne ne les écoute. » A qui s'adresse-t-elle sinon à cette sœur homothétique qui prendra sa place à l'asile ? Et à quel point-elle river la fiancée de Valentin et qui attend en vain dans un appartement vide où se consumaient les bougies du souper d'amoureux ? Le cruauté douce atteint sans doute des sommets dans *L'Écho*, écrit en même temps que *Thé au Sahara* : relations d'un trio, femmes entre elles — la mère, la fille, l'autre, — cultivant une haine bien partagée dans une maison perdue dans le moiré de la jungle colombienne, une maison perchée follement au-dessus du précipice. De tous les précipices.

AUTRE femme « douce » (7), la narratrice du *Roseau révolté*, superbe nouvelle de Nina Berberova, l'auteur de *L'Accompagnatrice*. On peut évidemment reprocher à Hubert Nyssen de publier chichement (pour le nombre de pages, pas pour le prix !) sa « jeune » découverte. Mais lui-même se justifie en affirmant que, « publiée un par un en raison du champ qu'il leur donne », ces romans courts révèlent l'exceptionnel regard d'un témoin de l'émigration russe. C'est son droit. De toute façon, on ne peut que lui être reconnaissant d'avoir eu le coup de toudre pour cet auteur inconnu — née en 1901 —, dont il a acquis les droits mondiaux et dont il espère voir publier bientôt

en URSS (en russe), la passionnante autobiographie intitulée *C'est moi qui souligne* (parue en russe chez Ardis Press dans le Michigan). Il nous annonce aussi la biographie, écrite par Berberova, de la baronne Boudberg, agente de la Guépéou qui fut la maîtresse de Maxime Gorki à Corfou avant de séduire H.G. Wells, l'auteur de *La Guerre des mondes*.

Mais revenons au *Roseau révolté* qui n'en est pas moins un roseau pensant. L'histoire commence le 2 septembre 1939 : sur l'aéroport du Bourget, un homme et une femme se quittent. Elle est émigrée russe, il est diplomate suédois. On retrouve comme dans les autres nouvelles de Nina Berberova une lucidité qui n'exclut ni la méchanceté ni la tendresse. Elle écrit comme on grave sur cuivre : fin, net, précis. Les adieux sont déchirants mais dignes : « Je ne savais pas que tu pouvais être laid, pense-t-elle prise d'un irrésistible fou rire. Il crut sans doute que je pleurais... » On se quitte, on se berce de contes : on ira en Russie, à Stockholm, au Brésil...



Nina Berberova

Nièce, secrétaire, locataire, « accompagnatrice » d'un vieux savant réputé, elle va tout connaître de l'Occupation à Paris, des brimades jusqu'à l'arrestation (poêle) par les nazis du vieux savant et la réquisition de ses travaux qui seront brûlés par erreur. Nina Berberova, qui a vécu en France jusqu'en 1950, raconte bien la guerre sur le sentiment aussi, plus rude que sur la ligne Maginot... Lorsqu'elle se rendra à Stockholm, sept ans plus tard, elle retrouvera son diplomate marié à une volumineuse Suédoise. Elle sait que son amour à elle est désespéré, « d'autant plus fort qu'il ne l'aimait pas ». Il lui reste son no man's land, « une existence secrète et libre, seul ou avec quelqu'un, une heure par jour, ou un soir par semaine, ou un jour par mois ». Son no man's land où prévient la liberté et le mystère.

En quelques minutes, le lecteur sent le sursaut et le trémoulement de ce « petit » roman entre Paris, Stockholm et Venise, la richesse du non-dit. La souffrance russe est un produit qui a toujours eu du succès : « *Tourgueniev avait souffert rue de Douai, Dostoïevski dans un hôtel du boulevard Saint-Michel, un poète s'était pendu* », écrit froidement Berberova en nous regardant dans les yeux : révolte, oui. Souffrance, non.

DANS cet autre livre, deux nouvelles traduites de l'argentin sortent tellement de l'ordinaire qu'on ne peut plus les quitter à condition d'avoir commencé. L'éditeur avait tenté pourtant d'attirer l'attention et, dans le numéro du 16 juin de la *Quinzaine littéraire*, on pouvait lire cette annonce (gratuite) : « 150 exemplaires de presse. Articles : néant. Ventes — Avril : 20 exemplaires. Mai : 10 exemplaires. Bonne nuit, les petits. A deux dix ans ! ».

Maurice Nadeau, le trotzkiste-surréaliste qui a fait découvrir bon nombre des écrivains les plus marquants de la seconde moitié du vingtième siècle, a su encore une fois raison de nous faire lire cet Argentin, né en 1949,

inconnu aussi dans son pays, et dont les deux longues nouvelles n'en finissent pas de nous hanter : *la Robe rose* et *les Brébis* de César Aira.

Né dans la pampa, Aira vit, paraît-il, à Buenos-Aires où il est professeur, journaliste et traducteur d'anglais. *La Robe rose* se passe vers le milieu du siècle dernier en un temps où l'on n'avait pas encore massacré tous les Indiens d'Argentine. Cette solitude, ce désert où le spectacle se réduit à zéro, où personne n'entreprend de relations avec des voisins qui sont trop loin pour qu'on sache même qu'ils existent, cette platitude où « il n'y a rien d'autre à faire que de travailler pour dissimuler l'insupportable ennui de vivre » a hanté cet évadé de la pampa qu'est Hector Bianciotti.

Lorsque la belle-mère apprend que le fils d'une de ses vieilles connaissances venait d'avoir une petite fille, elle décide de lui coudre une robe, une robe rose taillée pour un bébé de quelques semaines, une robe minuscule de la taille d'une poupée « si parfaite qu'on ne la distinguait pas l'envers de l'endroit ».

Pour transporter l'objet rare, la vieille va s'adresser à un être sans parent, sans passé, qui a l'air quelque peu dément et qu'on nomme Acis « ce qui n'était même pas un nom, mais une onomatopée, une variante enfantine de l'ermement ».

L'épouse de cette robe rose qui va parcourir toute la pampa jusqu'à Buenos-Aires est un conte merveilleux qui nous fait rencontrer des rois, des fées, des Indiens qui se peignent et que l'on remplit systématiquement de tord-boyaux (jusqu'à ce qu'ils perdent le nord et le sud), des militaires, des gauchos... Après bien des années, Acis retrouve la fille du maître de poste, Manuel, père d'une petite fille. Mais la robe rose n'est pas pour elle.

Dans *les Brébis*, nouvelle encore plus courte, on retrouve, mais amplifiée, l'imagination extraordinaire de César Aira et la qualité de cette imagination : corps blancs disposés en cercles de silence, vacillant sous la toison trop épaisse et qui, seuls, alors que la sécheresse ravage la pampa, ont survécu. Le chapeau bovin a peu à peu succombé et la terre se peuple de survivants, de fuyards, d'animaux en détresse. Jusqu'au mirage prodigieux qui nous fait retrouver ces brébis prodigieux qui tant au milieu des lous, il faut contempler ces masses blanches qui évoquent les ovins de mosaïque alignés de part et d'autre de l'église de l'ancien port de Ravenna.

ES brébis ne boivent pas. Même pas de vin. L'homme qui depuis la plus haute Antiquité, aux éditions Moutardes, qui depuis quelques années nous font connaître, en édition bilingue, la poésie de la Chine ancienne, vient de paraître un livre réjouissant qui vous fera tout savoir sur l'ivresse et le vin (généralisme un vin de riz, de sorgho ou de millet mis à fermenter dans une jarre d'eau de source avec un levain) : *L'Eloge de l'ivresse* livre des poèmes des dynasties Tang (618-907) et Song (960-1279).

Il n'est pas certain que le traducteur puisse conserver les rythmes et la musicalité des vers anciens, mais il faut lui être reconnaissant de nous rendre quelque peu accessibles ces vers inconnus, oubliés, même en Chine, et de nous faire connaître Liu Ling, un des Sept Sages de la forêt des bambous qui vécut au troisième siècle et qui a laissé un *Eloge des vertus du vin* : « *Liu Ling*, apprenant par un de ses exégètes du cinquième siècle, s'abandonnait souvent au vin. Libre et exubérant, il se désolait et se promenait nu dans sa maison. A ceux qui s'en blâmaient, il répondait : « Je prends ciel et terre pour maison, et ma maison pour un pantalon. Qu'avez-vous à donc m'empêcher d'entrer ainsi dans mon pantalon ? ».

A bientôt, pour les vendanges.

(1) Black Sparrow Press, 1979. D'autres textes traduits de Bowles sont également publiés par les Editions Quai Voltaire.

Lévi-Strauss, le dit et le tu

(Suite de la page 11.)

Son récit de la mort de Boas, l'un des pères fondateurs de l'ethnologie de terrain et chef de file de l'anthropologie historique, montre aussi comment, par pudeur peut-être, il sait transformer une vive émotion en scène primitive.

Mais cela a-t-il à voir avec l'ampleur de l'œuvre ? Probablement. Claude Lévi-Strauss a le démon de la cohérence. Il s'inquiète aujourd'hui de laisser derrière son travail trop d'indices de subjectivité. Il balise de son passé ce qui pourrait faire croire qu'il y a succombé. Grave dilemme : car les lecteurs de *Tristes Tropiques* ne sont pas ceux des *Mythologiques*, de la *Pensée sauvage*, des *Structures élémentaires de la parenté* et du *Totémisme* aujourd'hui.

Le point de vue de Sirius

Didier Eribon qui, en lecteur attentif, a senti la difficulté, s'efforce à prêter le livre qui pourrait réconcilier tout le monde : la *Potière jalouse*. Alors Claude Lévi-Strauss, vieux renard de la mythologie, lui oppose son humilité, son manque d'imagination, son incapacité à comprendre les sciences de pointe, son peu de

goût pour la spontanéité, son manque de mémoire, et j'en oublie. L'acte de contrition fait mouche. Personne ne saura plus ce qu'il faut retenir de cet aveu d'incompétence ou de cette pensée hautaine...

En réalité, Claude Lévi-Strauss reste inchangé. Il dit son fait à Mai 1968, à l'art abstrait, aux politiques politiciennes et au progrès, tout en se prévalant d'une certaine neutralité. Il parle en fonction des civilisations pré-scientifiques et à venir. Il se sentes, passés et à venir. Il se place à hauteur de lois internes, de constantes et d'invariants. Défenseur de la différence, il passe insensiblement du côté d'une ethnologie de la non-identité. Le point de vue de Sirius tait et sa limite. Deux questions se posent : où sont, parmi ses étudiants et ses zéloteurs, les autres Lévi-Strauss que le boom structuraliste nous avait promis ? Faut-il croire que la méthode n'est opératoire qu'à partir d'un certain talent littéraire ? Ou, pour dire autrement, que serait la science de Claude Lévi-Strauss sans la vérité du style ?

JACQUES MEUNIER.

★ *DE PRÈS ET DE LOIN*, de Claude Lévi-Strauss et Didier Eribon, éditions Odile Jacob, 256 p., 89 F.

Costas Taksis, le non-orthodoxe

Jacques Lacarrière, qui fut son ami, fait le portrait de l'écrivain grec assassiné.

« JE ne suis qu'un jusqu'au-bouiste et je suis allé jusqu'au bout », déclarait récemment l'écrivain grec Costas Taksis à un journaliste d'Athènes. « Ma vie est avant tout une révolte contre l'ordre établi et contre les tabous, mais il m'a fallu beaucoup lutter pour surmonter moi-même mes propres interdits. » Phrase monotone : c'est en allant jusqu'au bout de ses passions qu'il a trouvé la mort dans sa propre maison à Athènes (*le Monde* du 30 août). Elle est venue cette mort sous les traits d'un compagnon d'un soir, « un garçon mince avec une petite moustache brune », dit la presse grecque. Un compagnon venu à l'aube dans son lit pour l'étrangler.

Costas Taksis était homosexuel et a toujours assumé clairement son homosexualité en privé comme en public. Mais il assumait également avec courage, lucidité, mais aussi avec angoisse, les gouffres où le menait ce qu'il appelait sa non-orthodoxie. Il

m'en a très souvent fait part et, lors de son passage à Paris, au mois de mai dernier, pour l'hommage qui lui fut rendu au Centre Georges-Pompidou, je lui disais : « Rassure-toi, tu as réussi ta vie et tu ne finiras pas dans un fauteuil d'académicien ». « Non, me répondit-il, d'ailleurs je ne peux finir ma vie dans aucune sorte de fauteuil. »

Oui, Costas Taksis était homosexuel, et si j'insiste là-dessus, c'est parce qu'il a fait de cette homosexualité la matière de ses livres. Œuvre limitée en fait à un livre unique, *Le Troisième Anneau*, mais si exceptionnel, son succès, si novateur aussi dans son écriture et dans son style, qu'il suffit à lui assurer un succès mondial.

Taksis a réussi là ce miracle — difficile d'ailleurs à rendre dans une autre langue que le grec — de créer une prose magnifique, éblouissante, mais qui à tout instant donne le sentiment d'être une pensée parée.

On croit lire un livre, mais non : ce sont des personnages qui vous parlent, qui chuchotent ou qui crient dans vos oreilles.

Sans cesse, dans les nouvelles qu'il publiera ensuite en 1972, tout récemment traduites en français (2), il revient sur sa vie au milieu des femmes, sur ce matriarcat souriant, mais oppressant, qui régna sur ses années d'enfance. « Moi, je n'ai jamais eu de patrie, mais une patrie », dit-il dans l'une de ses nouvelles.

Ce pèlerinage au cœur de lui-même

Oui, sans cesse il revient sur ce moment, jamais saisissable, sur ces circonstances toujours ambiguës où il se sentit être ou devenir homosexuel. Mais en faisant ce pèlerinage au cœur de lui-même, ce n'est pas de lui qu'il parle, mais de nous tous. Rien n'est moins narcissique que cette œuvre où Taksis se penche sans cesse vers cet instant où nous naissons à

seus-mêmes pour devenir un être de désir et non plus d'obéissance. Et je dirai aussi que Costas Taksis était justement par son intégrité naturelle, son souci de vérité, le plus exigeant et le plus fidèle des amis.

Cette amitié, elle est née un jour de 1967 où un ami déposa devant ma porte un exemplaire du *Troisième Anneau*. Elle ne s'est jamais démentie de part et d'autre depuis cette date. Je ne peux en dire plus, je me sens trop bouleversé. Un ami grec vient de me téléphoner à l'instant pour me lire un petit poème que Taksis publia, il y a vingt-cinq ans, dans son premier recueil. Le voici :

Il prit une balle de revolver
et la planta
dans sa tête
On lui avait dit que la mort
fait pousser de belles fleurs.

JACQUES LACARRIÈRE.

(1) *Le Troisième Anneau*, Gallimard (1967), repris dans la collection « Folio ».

(2) *La Petite Momie*, Gallimard (1988).

Société

ÉDUCATION

« Madame le proviseur » par Marguerite Gentzbittel

Une vie de chef

M^{me} Marguerite Gentzbittel, proviseur du lycée Fénélon à Paris, publie ses réflexions sur l'éducation, dans un livre particulièrement incisif, *Madame le proviseur*, mis en vente le 1^{er} septembre. Elle sera, vendredi 2, l'invitée de

Bernard Pivot à *Apostrophes*. Un autre responsable d'un grand lycée parisien, M. Paul Debever, proviseur de Louis-le-Grand s'était exprimé, il y a quelques mois, dans *L'« excellence est à tout le monde »*.

Quand elle était petite, elle voulait être chef des pompiers ou chef de gare... enfin, chef de quelque chose. Quand elle est allée à l'école, elle a tout de suite compris sa vocation : chef de classe et, plus tard, chef d'établissement. Une motivation aussi farouche ne peut que soulever des montagnes. C'est ainsi que Marguerite Gentzbittel, fille d'une femme de ménage et d'un cheminot de Belfort, est devenue bachelière, élève de l'école normale supérieure de Fontenay, agrégée d'anglais, professeur, puis proviseur du lycée de Nanterre à Nanterre, avant de diriger l'un des plus prestigieux établissements du Quartier latin : le lycée Fénélon.

On l'a vite comprise en lisant ses « carnets ». Madame le proviseur est une forte femme. Un bulldozer. Quand elle arrive quelque part, on ne s'enfuit pas. Il faut qu'elle bouge. Et surtout qu'elle parle. Contrairement à ce que pourrait laisser entendre sa biographie, ce qui intéresse Marguerite, ce n'est pas tellement le pouvoir sur les gens ou les institutions. Elle avoue même avoir eu du mal au début à se débrouiller dans les arcanes de l'administration. Ce qui la passionne dans le métier de proviseur, c'est d'abord de s'identifier à un lieu, à un espace clos, de la cave au grenier, ayant sa vie et sa respiration. Et surtout d'être au centre d'un tissu serré de relations et de destins individuels.

La raison d'être d'un lycée, estime-t-elle, ce n'est pas d'abord de transmettre des connaissances — encore moins de gérer du personnel — c'est d'accueillir des élèves. De les accompagner dans ce voyage hasardeux de la fin de l'adolescence à la préparation au métier et à la vie. C'est pourquoi le lycée doit d'abord être un lieu d'échanges, de confiance, où tout doit pouvoir être dit. Le proviseur

est là pour cela : écouter, suggérer, arbitrer, négocier, animer, orienter... Elle sait que son pouvoir est limité. Qu'elle a peu de prise sur le budget, le recrutement du personnel, l'organisation des cours. Mais c'est elle qui donne à l'institution une voix et un visage. Et qui aide les élèves à construire leur avenir.

Face à la pesanteur administrative, dont elle ressent particulièrement les contraintes, Marguerite Gentzbittel ne demande pas la lune. Elle souhaiterait simplement un petit peu plus de moyens et de liberté d'action, de concertation avec les autres établissements du quartier, de souplesse et d'ouverture de la part des enseignants.

Comme elle n'attend pas grand-chose de l'éducation nationale, elle se débrouille toute seule. Et comme elle a une forte personnalité et beaucoup d'humour, elle fait un peu ce qu'elle veut. Elle reconnaît elle-même que sa situation est relativement privilégiée. Fénélon, ce n'est pas la France profonde (celle-là, elle l'a connue à Nanterre). Ses élèves sont plutôt fils de professeurs et de hauts fonctionnaires, voire de ministres, ce d'ouvriers agricoles. Mais ce n'est pas non plus le super-haut de gamme, du style Louis-le-Grand, Henri-IV ou Saint-Louis. « Nous pratiquons l'artisanat de luxe, et non la haute couture », reconnaît-elle, en avouant se méfier par-dessus tout de l'élitisme et de la sélection à outrance.

Éloge de l'excellence

Élitisme et sélection... Ce sont des mots qui ne font pas peur à ses collègues de Louis-le-Grand, Paul Debever, qui lui aussi, s'est exprimé dans un livre récent : *L'excellence est à tout le monde*. Une forte personnalité, là encore. Lorsqu'il est appelé à la tête de

Louis-le-Grand, en mai 1969, le lycée, haut lieu de la contestation mao-gauchiste, était en pleine anarchie. Vingt ans plus tard, Louis-le-Grand a largement renoué avec ce qui paraît sa vocation, depuis sa création par les jésuites en 1560 : la formation d'excellence de l'élite de la nation.

Cette notion d'« excellence », qui semble revenir à la mode après un long discrédit, Louis-le-Grand et son proviseur l'attachent délibérément. Louis-le-Grand est le lieu de la sélection, de l'effort déterminé sur soi-même, de la réussite. Cent quinze ans plus tard, dix-sept mentions « très bien » au bac C... Un palmarès qui parle de lui-même. De tels résultats ne portent pas à l'humilité. Et l'on comprend, à lire le proviseur de Louis-le-Grand, ce qui peut agacer celui de Fénélon. Quand on est bien installé sur la première marche du podium, on a tendance à se considérer comme parfait et à regarder les autres de haut.

Qu'une institution aussi aristocratique ait pu s'installer et prospérer dans un système qui se veut farouchement démocratique, est l'un des plus beaux paradoxes de notre société. On comprend que celui qui est l'heureux bénéficiaire de cette situation se méfie des réformes qui pourraient la modifier. Bon prince, il suggère simplement que chacun s'inspire de sa méthode « afin d'entretenir, dans le système éducatif comme dans la vie professionnelle, une dynamique de perfection, d'excellence ». Mais si l'excellence est à tout le monde, Louis-le-Grand, lui, est unique. Et le sait.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

* Marguerite Gentzbittel, *Madame le proviseur*, Seuil, 253 p., 89 F.
* Paul Debever, *L'excellence est à tout le monde*, Robert Laffont, 246 p., 89 F.

Déchets indésirables

La dérive des cargos-poubelles

Pour le commandant du *Karin B*, le cargo-poubelle ouest-allemand transportant 2 000 tonnes de déchets toxiques en provenance d'Italie, l'odyssée continue. Après avoir été refoulé de Grande-Bretagne, son navire s'est présenté devant Le Havre, où il a été accueilli par une frégate de la marine nationale, qui l'a reconduit au large. Les Pays-Bas ont annoncé aussitôt que le *Karin B* serait également refoulé s'il se présentait chez eux.

Selon les règles européennes, tout industriel est responsable de ses déchets toxiques jusqu'à leur élimination définitive. Il doit les transporter et les détruire en respectant un certain nombre de procédures édictées par les gouvernements. Mais tout industriel est libre d'exporter ses déchets s'il a trouvé un éliminateur ou un stockeur.

Le problème est précisément de dénicher un pays accueillant ou techniquement équipé pour la destruction des ordures dangereuses. En payant, on y arrive. Ce marché — transport, stockage et élimination — représente, estime-t-on, plusieurs centaines de milliards de francs par an. Ainsi les États-Unis, l'Allemagne de l'Ouest, les Pays-Bas, l'Italie et même la France sont de gros exportateurs de déchets toxiques. Reste qu'un gouvernement et des autorités portuaires peuvent, sous divers prétextes, s'opposer au débarquement d'un cargo-sous-marin estimé indésirable. Dès lors, l'industriel et le transporteur ne savent plus qu'en faire.

Ce cas a été prévu. Depuis 1984, l'OCDE a décidé que, si aucun arrangement n'était trouvé, c'est le pays d'origine qui devait répondre des déchets toxiques. Pour le *Karin B*, il appartient donc au gouvernement italien de prendre ses responsabilités. Pour éviter de semblables mésaventures, la France a décidé d'y compter du 1^{er} septembre 1988 aucun cargo-poubelle ne pourrait approcher de chez elle sans avoir prouvé qu'il avait l'accord du pays destinataire.

M. A.-R.

SPORTS

TENNIS : l'Open des États-Unis

Du bon, du vrai Noah !

Grosse frayeur pour le numéro un mondial et tenant du titre, Ivan Lendl, poussé au cinquième set par l'Israélien Amos Mansdorf au premier tour de l'Open de tennis des États-Unis, mercredi soir 31 août. Lendl a remporté la rencontre sur les scores de 6-2, 6-7 (3-7), 6-1, 5-7, 6-0 en trois heures quarante-sept minutes de jeu. Aucune tête de série n'a trébuché. Le Français Yannick Noah a rejoint Henri Leconte et Guy Forget au deuxième tour.

NEW-YORK
correspondance

À l'ouverture de chaque tournoi majeur, la condition physique de Yannick Noah, sa disposition d'esprit, sont autant de mystères pour l'observateur, autant de points d'interrogation pour le joueur lui-même. C'est que faute de résultats probants, les points de référence manquent.

Après sa victoire au premier tour sur l'Américain Kelly Jones au pen, semble-t-il, être optimiste.

Il a fait un début de match crispé. Quoi de plus normal pour quelqu'un qui n'a plus disputé de tournoi officiel depuis sa défaite contre Wilander en demi-finale de la Coupe Davis le 22 juillet ?

Par la suite, se déplaçant avec la merveilleuse fluidité qui le caractérise quand il est en confiance, concentré, pratiquant un tennis nettement plus clair et tranchant que le jeu décousu d'Henri Leconte la veille, Noah s'est fait plaisir sans céder à son goût pour le spectacle gratuit. Aucune gêne physique. Aucune grimace, aucun enragement. Du bon, du vrai Noah !

« On a beaucoup parlé des autres cette année. De moi, peu. Ce n'est guère surprenant. Je n'ai ni victoire, ni titre récent à faire valoir. Mais je me sens bien. Je pourrais en surprendre plus d'un. »

Faut-il le croire sur parole ? Depuis son triomphe à Roland-Garros il y a cinq ans, il n'a jamais atteint la demi-finale d'un tournoi de grand chelem. Se voit-il ici en vainqueur possible ? « J'ai joué quatre matches d'un tournoi exhibition où j'ai battu Lendl, et un match ici. J'ai besoin de jouer. Je ne me prends pas pour superman, mais j'ai de très bonnes sensations. »

Noah a sans doute travaillé autant d'heures dans sa carrière à réduire un organisme cassé que Lendl en a consacré à faire évoluer son jeu. Pendant un mois, il s'est entraîné longuement au centre de Patrice Hagelauer, avec une coupure à Biarritz, où il subit des soins intensifs. Commentaires de Patrice Hagelauer : « Pendant dix jours, huit heures par jour, il a fait de la balnéothérapie, du stretching, s'est fait masser, a reçu des injections. Si cela ne lui permet pas de tenir la quinzaine, c'est à désespérer ».

MARC BALLADE.

RÉSULTATS DU 31 AOÛT

Simple messieurs
Y. Noah (Fra, n° 7) b. K. Jones (E-U), 7-6, 6-4, 6-3 ; J. Swenson (Sui), n° 13) b. T. Witsken (E-U), 6-3, 6-3, 6-4 ; J. Connors (E-U, n° 6) b. A. Moreno (Mex), 6-3, 6-2, 6-2 ; A. Jarryd (Aust), n° 15) b. N. Pietrangeli (Sui), 6-4, 6-6, 6-3, 6-2 ; T. Mayotte (E-U, n° 9) b. J. Fugh (E-U), 6-3, 6-4, 4-6, 7-6, 6-3 ; I. Lendl (Tch, n° 1) b. A. Mansdorf (Isr), 6-2, 6-7, 6-1, 5-7, 6-0 ; A. Agassi (E-U, n° 4) b. P. Johnson (E-U), 7-6, 6-3, 6-3.

Simple dames
S. Graf (RFA, n° 1) b. E. Milner (Aust), 6-1, 6-1 ; M. Bollegraf (P-B) b. L. Demongot (Fra), 6-2, 4-6, 7-5 ; K. Melnikova (Urss, n° 14) b. E. Inoue (Jap), 6-2, 6-1 ; L. McNeill (E-U, n° 9) b. L. Budarick (Tch), 6-4, 6-0 ; M. Malenka (Tch, n° 6) b. D. Dias (Bré), 6-1, 6-4 ; N. Pietrangeli (Sui) b. K. Rinaldi (E-U), 6-4, 6-2 ; C. Evert (E-U, n° 3) b. C. Martinez (Esp), 6-4, 6-1 ; N. Bykova (Urss) b. A. De Villiers (Afr), 6-3, 4-6, 6-4 ; L. Garrone (Ita) b. C. Tanvier (Fra), 7-6, 6-3 ; H. Sakore (Tch, n° 7) b. L. Bodor (E-U), 6-1, 6-4.

* Entre parenthèses, la nationalité et le numéro de tête de série.

JUSTICE

Des détenus annoncent une grève de la faim pour le 13 septembre

Dans une « lettre ouverte » au président de la République, un groupe anonyme de détenus de la région parisienne annonce qu'« un mouvement de protestation se traduira par une grève de la faim collective aura lieu dans l'ensemble des prisons françaises » à partir du 13 septembre.

Ces détenus présentent une liste de revendications, notamment le respect des droits de l'homme, la suppression des statuts particuliers, du mitard et du prétoire, c'est-à-dire du tribunal interne de chaque établissement pénitentiaire. Ils réclament aussi un aménagement plus souple des peines (libérations conditionnelles, permissions de sortir), la mise en place de structures de réinsertion et une amélioration générale des conditions de détention (hygiène, travail, études et maintien des liens familiaux). Ils demandent encore la création d'une commission indépendante de l'administration pénitentiaire chargée d'enquêter sur « les abus et décisions arbitraires et les sanctions prises » après les récentes mutineries.

Conseil municipal et magnétophone

Mellefougasse-Augle est, dans le département des Alpes-de-Haute-Provence, une commune de soixante-dix-huit habitants. Elle vient pourtant de se faire remarquer puisque le tribunal administratif de Marseille vient d'avoir à statuer sur un différend opposant deux conseillers municipaux à leur maire.

Ce dernier, au mois de janvier 1987, avait pris un arrêté municipal interdisant l'usage du magnétophone à l'intérieur de la salle des réunions du conseil municipal. Adopté par la majorité des neuf conseillers, l'arrêté devait prendre effet sans délai. Mais deux des conseillers opposés à cette interdiction de l'emploi du magnétophone décidèrent de porter la litige devant le tribunal administratif de Marseille. Cette juridiction vient de leur donner raison. Elle a jugé que rien ne pouvait s'opposer à l'utilisation d'un magnétophone durant les séances d'un conseil municipal, dès lors qu'il s'agit d'une réunion publique à laquelle peut assister n'importe quel citoyen.

A Blois

Un chauffard condamné à quatre ans de prison

Jean-Claude Giraud, âgé de quarante-trois ans, qui avait provoqué, dans la nuit du vendredi 29 au samedi 30 juillet, la mort de cinq personnes dans un accident de la route près de Blois (Loir-et-Cher), a été condamné, mercredi 31 août, à une peine de quatre ans d'emprisonnement dont un avec sursis par le tribunal correctionnel de Blois. Père de quatre enfants, sans profession, Jean-Claude Giraud conduisait avec un taux d'alcoolémie de 2,5 grammes lorsqu'il a heurté avec

son fourgon la Simca-Chrysler à bord de laquelle se trouvait une famille originaire de Vendôme. Gilbert Pourmarin, son épouse, deux de ses enfants et son beau-frère avaient été tués dans l'accident (le Monde du 3 août).

Jean-Claude Giraud a également été condamné à une suspension de trois ans de permis de conduire et au versement d'une amende de 1 500 francs. Au cours du procès, le substitut du procureur a rappelé que ce chauffard en état d'ivresse était un récidiviste. Le même tribunal l'avait déjà condamné en 1982 à huit mois de suspension de permis, pour avoir conduit un véhicule avec un taux d'alcoolémie de 2,6 grammes. Selon le représentant du ministère public, « M. Giraud a fait le choix de conduire en état d'ébriété, il a assumé ce risque. Il en assume aujourd'hui les conséquences ».

L'enquête sur les disparus de Mourmelon

L'adjudant-chef Pierre Chanal transféré à la prison de Dijon

Inculpé et écroué depuis le 9 août à la prison de Mâcon (Saône-et-Loire) pour avoir violé et torturé un étudiant hongrois, l'adjudant-chef Pierre Chanal, quarante-deux ans, a été transféré, mercredi matin 31 août, à la maison d'arrêt de Dijon (Côte-d'Or). Il y sera placé sous surveillance renforcée, précise l'administration pénitentiaire, qui le considère comme un détenu particulièrement dangereux. L'enquête militaire de Fontainebleau, dernier poste de l'adjudant-chef.

Cependant, celui-ci retournerait régulièrement à Mourmelon pour pratiquer le parachutisme. Mais, indique-t-on à la gendarmerie, « même si nous prouvons qu'il a été présent lors des disparitions, cela ne constituerait qu'une présomption ».

Les équipes d'enquêteurs devraient confronter, en fin de semaine, les résultats de leurs investigations : « Aucun élément spectaculaire ne devrait intervenir dans l'enquête », souligne cependant les gendarmes, qui estiment que l'enquête devrait durer « au moins un mois ».

L'étrange fugue de Delphine Boulay

Six jours de recherches aucune certitude

Six jours après la disparition de la petite Delphine Boulay du camp de jennettes où elle séjournait à Villerville (Calvados), la plus grande incertitude demeure sur son sort. Les recherches qui n'ont pas cessé d'être menées depuis le 27 août avec des moyens de plus en plus importants n'ont toujours pas permis de savoir quelle hypothèse devait être retenue.

Selon certains témoins qui affirment avoir vu la fillette dans la région, celle-ci, chaque fois, à l'appel de son nom et à une invitation à se montrer, a répondu en prenant la fuite au pas de course.

De son côté, un lieutenant, avec lequel elle se trouvait au camp, a fait savoir que Delphine lui avait confié qu'elle s'enfermait et souhaitait regarder les Moulines dans la banlieue parisienne pour y retrouver ses parents. Plusieurs indices permettent de croire que l'enfant est toujours dans la région, laissant toutefois l'impression de se dérober aux recherches. Ainsi a-t-on retrouvé la trace de refuges où la fillette paraît s'être dis-

simulée et où elle a laissé ici des noyaux de fruits, ailleurs un potame entamé. Mais, si des habitants ou des vacanciers assurent avoir vu et reconnu la fugitive, personne, en revanche, parmi les gendarmes, pompiers et militaires qui fouillent la région, ne l'a encore jamais aperçue et pas davantage son père, M. Alain Boulay, qui, à bord d'un hélicoptère de la gendarmerie, participe aux recherches et multiplie en vain les appels au mégaphone invitant son enfant à se montrer.

« Au Cap d'Antibes, 800 000 F de bijoux volés dans un palace. — 800 000 F de bijoux appartenant à un ressortissant sud-africain, M. Gordon Carrière, ont été volés dans la nuit du dimanche 28 au 29 août par un cambrioleur qui a opéré dans un palace du Cap d'Antibes, l'hôtel Eden-Roc. L'homme a réussi à déjouer la vigilance des gardiens et, malgré un système de sécurité perfectionné, s'est introduit dans la chambre de M. Carrière en escaladant la façade de l'établissement. — (Corresp.)

Alimentation

Coquillages toxiques dans le Finistère

Le ramassage, l'expédition et la vente de tous les coquillages sont interdits depuis le mardi 30 août sur la côte du Finistère des Abers où se trouve une vingtaine de kilomètres. On a en effet décelé sur ce littoral la présence d'une algue microscopique encore jamais rencontrée en France mais toxique. Absorbée par les coquillages, elle peut provoquer chez les personnes qui consomment causé de légers paralysies et des troubles de la vue.

Aviation

Acrobaties « allégées » en France

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a ordonné un « allègement » des présentations et la suppression de certaines figures d'acrobatie aérienne lors des meetings militaires. Ces nouvelles dispositions entrèrent en vigueur dès le dimanche 4 septembre, lors du meeting militaire de l'air à Dinard (Ille-et-Vilaine). En outre, « les conditions » de la célébration du trente-cinquième anniversaire de la Patrouille de France, le 9 octobre à Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), « feront l'objet d'un examen particulier visant à assurer une sécurité renforcée » de cette manifestation. Ce renforcement des dispositions a été décidé après l'accrochage en vol, la semaine dernière à Ramstein (RFA), de trois avions du groupe de voltige de l'armée de l'air italienne, qui a fait 49 morts et 282 blessés.

Environnement

Le Niger se mobilise contre les criquets

Les pluies abondantes qui sont tombées sur le Niger depuis le début du mois d'août ont favorisé la prolifération des larves et des dizaines de milliers d'hectares sont envahis. La lutte se concentre dans les régions d'Agadez au nord, de Tahoua au centre et de Diffa à l'est. Elle est rendue plus difficile par l'état des pistes, véritables bourbiers. Des avions d'épandage et un hélicoptère assurent le traitement aérien, tandis qu'au sol les villageois craquent

REPÈRES

autour des arbres et entrent les larves. Une véritable course contre la montre est engagée pour détruire les œufs et limiter ainsi le danger. Le chef de l'Etat, le général Ali Saibou, visite depuis le début de la semaine les zones sinistrées, et les autorités nigériennes ont renouvelé leur appel à l'aide internationale devant l'ampleur prise par le fléau. — (AFP.)

La guerre du lynx est déclenchée

La guerre du lynx qui couvait depuis plusieurs mois est désormais ouverte. Escaladé par les dégâts que, selon lui, les lynx causent à ses troupeaux, un éleveur de moutons de l'Ain a abattu une femelle et l'a exhibée à titre d'exemple. Le ministre de l'environnement a immédiatement demandé au préfet de faire poursuivre le braconnier, puisque les lynx, récemment réintroduits en Alsace, en Franche-Comté et dans les Alpes, sont totalement protégés par la loi. Il n'empêche que ceux de l'Ain qui avaient tué quelques bœufs en juillet ont « excusés » une cinquantaine en août. D'où la colère des éleveurs, qui s'estiment insuffisamment indemnisés. A eux se joignent les chasseurs, qui voient dans les lynx de redoutables concurrents. Pour calmer les esprits, le préfet de l'Ain a décidé de réunir une commission de concertation.

Matières premières

Béryllium norvégien pour l'Europe

Les Norvégiens viennent de mettre en exploitation un gisement de béryllium situé à une vingtaine de kilomètres au nord de la ville de Molte. Au-dessus du cercle polaire arctique, ont annoncé mercredi 31 août les responsables de l'Institut national de géologie de Trondheim. Le béryllium est un élément rare, six fois plus solide que l'acier et densité un tiers moins élevée que celle de l'aluminium. L'extraction de ce métal ultraléger, découvert en 1798 et très prisé par l'industrie aéronautique pour ses propriétés thermiques exceptionnelles, devrait permettre de créer des emplois et de fixer les habitants de ce région en voie de dépeuplement. Selon l'Institut de Trondheim, ces réserves, connues de longue date, pourraient subvenir aux besoins de toute l'Europe pendant au moins dix ans.

Culture

MUSIQUES

M. Pierre Bergé nommé président des Théâtres de l'Opéra de Paris

Un bon génie pour la Bastille

Nommé à la tête des Théâtres de l'Opéra de Paris, M. Pierre Bergé se voit en arbitre tenace et... prudent.

14 heures, dans une célèbre brasserie de la rive gauche, forcément rive gauche: Pierre Bergé sort d'Europe 1, on l'attend à Antenne 2 tout à l'heure. Il consacre vaillamment son déjeuner à un représentant de la presse écrite, illico parait par un excellent confrère de la presse hebdomadaire, très au fait des problèmes, passions et tyrannies de l'Opéra, ou plus exactement des opéras de Paris. Il y a quelques années, la nomination d'un responsable de l'art lyrique, si haut placé, si internationaliste, célèbre, fit-il, aurait certes frôlé l'effacement des « habitués du palais Garnier », selon l'expression consacrée. Elle aurait sûrement pas mobilisé l'ensemble des médias, comme l'a confirmé, ce mercredi 31 août, la conférence-musique organisée en fin d'après-midi sur le chantier de la Bastille.

« Vous ne me faites pas dire, répond pour l'instant Pierre Bergé, ce que je ne pense pas. Oui, il y a des problèmes, non ce ne sera pas facile, je ne me fais pas d'illusions. C'est pour tenter de les résoudre que ce poste a été créé et que j'ai accepté. » Mais les personnalités déjà en place, Nouzeff, Barenboim ? « Nouzeff ? Il a fait du ballet de l'Opéra la première troupe du monde. Barenboim ? C'est, je pense, le chef le mieux placé pour donner à l'Opéra l'orchestre qu'il mérite. » Est-ce à dire qu'il y a conflit avec le « lobby » des musiciens du palais Garnier (le Monde du 11 février) ? « Je le soutiendrai complètement. » Pour qui connaît la ténacité et la fidélité de Pierre Bergé, ce « oui » fait à une sonorité d'acier. Le nouveau président des TOP s'agit d'ailleurs : « Avant d'accepter ce poste, je me suis moi-même assuré deux reprises de l'appui de Jack Lang. »

Les postes pourvus, ou vromis ? « Pourquoi modifier ce qui a été décidé ? » Quant aux conflits qui pourraient naître entre ces deux entités ordinaires mais, fortes, entre les administrateurs qui souhaitent toucher à la programmation, et les artistes qui se sentent des ailes de gestionnaire, Pierre Bergé voit d'abord son rôle de président comme celui d'un « arbitre ».

Si tenace, ou, selon les cas, si conciliant qu'il soit, si ambivalent du milieu opéra qu'il puisse l'être, Pierre Bergé aura, lui, le faire pour faire entrer les trois parties dans l'ère d'un désaccord la charge dans l'ère de la réalisation que le public français attend depuis le départ de Rolf Liebermann.

Le premier des rôles TOP, la salle Favart, l'ancien Opéra-Comique, est le plus petit des trois théâtres et sans doute aussi le moins de ses problèmes. Il ne s'agit pas de trancher, il trouve cependant étrange qu'on puisse y installer une école d'art lyrique alors que se construit à La Villette la Cité de la musique et que l'art lyrique lui-même est appelé à émigrer vers les nouveaux beaux quartiers de l'Est parisien. Il

s'étonne, en revanche, que Paris n'ait plus de salle consacrée à la musique dite légère, à « toute cette part de l'art lyrique qui a et mérite son public autour que le « grand opéra ». Mais sans doute faudra-t-il se tourner vers le privé pour la gestion de cette salle. « Avec un cahier des charges bien précis. » Pour l'heure, le théâtre attend lui aussi ses travaux qui, sauf changement d'orientation, devraient commencer le 1^{er} mars 1989.

« Une société d'économie mixte »

Côté Garnier, le deuxième TOP, comme d'ailleurs côté Bastille, Pierre Bergé s'appuie volontiers sur la sagesse des anciens. Il a manifestement appris par cœur et digéré les

souffrances, en revanche, que Paris le plus sûr moyen d'éviter la multiplication des administrations, les conflits d'intérêts, les surcoûts ? A terme, il imagine, comme beaucoup de gestionnaires confrontés à cette machinerie dispendieuse qu'est tout opéra, « une société d'économie mixte dans laquelle, aux côtés de l'Etat, pourraient entrer les assurances, les banques, etc. » Mais pour l'heure, et surtout pour les mois à venir, le succès du troisième TOP dépendra et de sa programmation et de l'efficacité de l'immense machine conçue par l'architecte Carlos Ott.

« Si se garde bien de commenter le programme établi par Barenboim et Wozniak, Pierre Bergé — on ne saurait que le comprendre — contempler le mastodonte de la Bastille et



Le Palais Garnier, l'Opéra de Paris.

rapport Soubie et Bloch-Lainé, ces derniers jours qu'il citera d'ailleurs à une ou deux reprises comme pour marquer la continuité de la monumentale opération entreprise avec la création du « palais Ott ». Garnier sera donc consacré à la danse. « Cela ne signifie pas que la vieille Opéra ne puisse accueillir des spectacles montés par Bastille, mais il ne saurait y avoir de concurrence entre les deux établissements. » De même, Bastille pourra accueillir des productions de Garnier, mais sa vocation, ses productions, resteront l'art lyrique. Reste le problème de l'orchestre. Dans l'immédiat, « il nous faut faire avec les crédits dont nous disposons », il n'est pas question de créer un orchestre spécifique pour le palais de la danse. On fera donc d'abord appel à des formations existantes, selon les besoins et les productions.

On ne sera pas étonné que le même souci d'économie, voire d'équilibre, habite Pierre Bergé lorsqu'il s'agit de l'Opéra Bastille. Sa fonction de coordinateur,

ses 2 700 places à remplir presque aussitôt de jours que Dieu fait — insiste sur les idées d'origine qui ont conduit à la construction du nouveau théâtre. « Il ne faut pas oublier, insiste-t-il, sa vocation populaire. Populaire avec tout les guillemets que vous voulez, mais tous de même que vous voulez. A cet égard, peut-être faudrait-il penser à un « ballet », à un Verdi au moins dans une programmation actuelle-ment plus difficile. Les productions prévues, par exemple, ne font pas vraiment la part belle aux chœurs vraiment l'Opéra de Paris. On ne peut pas penser à Carmen, qui n'a pas été produit par l'Opéra depuis 1949. »

Reste l'architecture, le bâtiment qui n'a sans doute pas fini de faire parler de l'Opéra. Sur la machinerie elle-même, si fastueuse avec les neuf plateaux interchangeables qu'elle offre à l'imagination conjointe d'artistes dispendieux et d'administrateurs économes, Pierre Bergé s'est d'ores et déjà fait l'idée qu'il faudra une période de rodage. L'Opéra de la Bastille ne doit-il pas

fermer pour six mois après son inauguration le 14 juillet 1989 ? On ne saurait être plus prudent. Sorti de la mécanique, le premier président des TOP prend philosophiquement son parti des critiques qui pourraient être formulées sur l'architecture du formidable pachyderme. En bon président, il a fait sienne cette chose-là, et il ne voit livrer rien de tout de même que l'œuvre d'un grand penseur qui ne soit, avec une prudence raisonnée, la défense et l'illustration de l'œuvre de Carlos Ott.

Sa gourmandise va toutefois vers la salle modulable, vaste excavation laissée à l'air libre après son abandon curieux par François Lédard. Pierre Bergé reste perplexe sur le mot modulable. « Modulable, qu'est-ce que c'est ? s'interroge-t-il. Je n'ai pas encore vu Boulez. Il ne peut pas encore se voir. Mais peut-être le retard pris est-il l'occasion de préciser le dessin architectural de cet espace laissé à l'imagination. » On ne sait donc pas exactement ce que sera le « quatrième TOP ».

FRÉDÉRIC EDELMANN.

CINÉMA

« Paysage dans le brouillard » de Théo Angelopoulos à la Mostra de Venise

Voyage d'hiver

La quête initiatique de deux enfants à la recherche de leur père absent. Sur leur route beaucoup de rencontres. Plus de mauvaises que de bonnes. Une fois encore l'angoisse obstinée de Théo Angelopoulos fait naître des images magnifiques.

Voula à l'arrière du camion. Scène déchirante dans sa violence glacée. On n'entend rien. On ne montre rien. Sauf, après, l'enfant souillé jouant avec le sang qui coule entre ses doigts.

Ah ! enfin voici un brave garçon, jeune, sympathique. Tout de même, le destin veille. Il s'appelle Oreste. Lui au moins donnera quelque chose. Son premier émoi amoureux à Voula — pas trop jeune pour être aimée — et à Alexandre un fragment de pellicule vierge trouvé dans une poubelle. « Tu vois, dit le garçon, là il y a un arbre. » Non, le petit ne voit rien. « Si, s'obstine Oreste, il y a un arbre. »

Ralentir, symbole... Ce n'est ni le premier ni le dernier. Nous voilà à Salonique. Du fond de la mer surgit soudain, monumentale, la main d'une statue antique. Un hélicoptère va la tracer, l'emporte dans les airs où elle flotte comme dans une toile de Chirico. Mais à cette main d'une gigantesque harmonie il manque l'index : plus personne, nulle part, pour donner des directives, une direction.

Arriveront-ils en Allemagne nos petits héros tristes, inflexibles, rêveurs qu'on n'est mis à aimer ? Oui. Mais ils auront encore une rivière à franchir, flot nocturne avec sa grotte de Styr. Mirador. Coup de feu. A l'aube, voilà le brouillard annoncé. Oh sommes-nous ? Oh allons-nous ? « Réveille-toi », dit le frère à la sœur. Elle se lève. Ils marchent. Le brouillard se dissipe. Au sommet d'un champ aride se dresse l'arbre. Sans coupure. Gris. Comme la mort ? Comme la vie ?

Symbolique, emblématique, onirique, soit. L'œuvre entière de Théo Angelopoulos est forte, belle, cohérente. *Paysage dans le brouillard* ne fait pas exception. Film fort, beau, cohérent. Écrit une nouvelle fois avec Tomino Guerra. Tourné en longs panoramiques, défilés à la grâce de deux enfants qui ont la grâce des condamnés. Dans une palette où dominent les bleus crépusculaires, d'où sont absentes toutes les couleurs vives, gaies sauf le rouge. Rouge du viol. Rouge de quelques affiches lacérées.

Images magnifiques qui évoquent parfois le *Tarkovski* de *Stalker*, propos amers où ne manque qu'une chose pour que l'émotion nous submerge tout à fait : l'humour, cette fameuse politesse du désespoir. C'est ainsi, Théo Angelopoulos dit et répète son credo pessimiste avec une angoisse obstinée, même ses rires éclairés ne sont que désolation différée.

Cette fois pourtant... la parabole du fragment de film ne signifie-t-elle pas que le cinéma pourrait être sauvé ? Et nous avec.

DANIEL HEYMANN.

La route des Petits Poucets

Puis leur route croise, devinez quoi, puisque nous sommes chez Angelopoulos ? Gagné. Leur route croise une troupe de comédiens. Vieux comédiens sans travail qui, au matin, mentent en vente sur une plage leurs détroques de saltimbanques. La dépression vous guette.

Il y aura pourtant d'autres homes sur la route des Petits Poucets. Un routier les prend en stop. C'est un ogre justement. Il défile

« Things Change » de David Mamet

L'homme derrière l'homme

« Les gens vous aiment quand ils vous prennent pour quelqu'un d'autre. » Cette philosophie désabusée de Jerry (Joe Mantegna), un quatrième couteau de la Mafia, un vieux cireur de chaussures de Chicago, Gino (Don Ameche) l'a faite sienne depuis longtemps quand, dans une scène à l'italienne, à un beau matin, deux types louches, à qui on ne saurait rien refuser, font interruption dans sa boutique. Ils doivent le conduire sur l'heure à quelque chose de très important. Entre Siciliens, ça ne se discute pas.

Quand même, se demande Gino, qu'ai-je fait ? Dans un salon feutré, matelassé de dollars et truffé de tumeurs, un homme lui explique : voilà, un homme a été tué ; on accuse à tort un de nos amis. Il lui tend une photo. Le suspect est le sosie de Gino. Bien sûr, si Gino voulait bien s'accuser, signer des confessions ; avec son physique, ça dépasserait tout le monde. Et lui, il aurait une compensation. Que désire-t-il, à ce propos ? Gino réfléchit. Un bateau de pêche. En Sicile. A sa sortie de prison.

C'est alors qu'il fait la connaissance de Jerry, le mafieux du bas de l'échelle, mauvaise tête mais bon cœur, qui est chargé de lui faire apprendre son rôle de faux coupables et de le surveiller, jusqu'à ce qu'il soit arrêté le lundi suivant à la place du vrai Gino écoute et retient la leçon assez vite. Bon, propose Jerry, puisqu'il y a un week-end à passer avant que tu ne fasses trois ans à l'ombre, qu'est-ce que tu ferais plaisir ? Quelques pas sur la plage, suggère Gino, modestement. Pas question, c'est minable, dit Jerry. On va flamber un peu. Allons au lac Tahoe,

rendez-vous des sportifs et résidents des gangsters de haut vol.

Ils y vont, et, très vite, tout le milieu local prend Gino, le vieux monsieur mince et gris qui suit Jerry, pour un patron suprême de la Mafia, celui dont on ne prononce jamais le nom. « L'homme derrière l'homme », derrière l'homme... qui se fait appeler M. Johnson.

Très bon enfant

On n'en dira pas plus. Ce n'est d'ailleurs que le début d'un long vau-deville sur l'identité — on reconnaît là le David Mamet homme de théâtre rompu à toutes les ficelles susceptibles de faire rire et trembler : ou plutôt d'un joli petit conte de fées mafieux. A la différence de son premier film, *la Maison de jeu*, où la méchanceté naturelle de Mamet avait libre cours, *Things Change* est en effet très bon enfant. Le spectateur n'est plus pris en otage mais complice, et la sympathie de Mamet pour ses comédiens (Don Ameche, déboussé, attendrissant, et Joe Mantegna, roublard bienveillant) est telle que l'histoire manque, au bout d'une heure, de trouver son vrai final, qu'on aurait aimé plus cynique, après tant de vertiges hitchcockiens. Peut-être la gentillesse n'est-elle pas si bonne comédienne en ce genre d'affaire. Et pas si conforme au vrai tempérament de l'auteur. Il n'en reste pas moins que c'est jusqu'à présent le meilleur divertissement projeté à Venise et qu'il devrait connaître, dans l'année qui vient, un succès sans faille en Europe.

MICHEL BRAUDEAU.

Un mécène

Pierre Bergé a rencontré voici vingt-huit ans un jeune courtier, l'un des meilleurs, sinon le meilleur, de sa génération, découvert par Christian Dior. Il a su le convaincre de voler de ses propres ailes. Lui-même se chargerait de la gestion et des finances de la nouvelle maison. La société Yves Saint Laurent-Haute Couture fut fondée en 1961. Grâce au savoir-faire du premier et au talent du second, la firme dont Pierre Bergé est depuis 1971 le PDG est l'une des plus florissantes de l'industrie française : pour 1987, un chiffre d'affaires de 2 milliards 54 millions (dont 80 % sont réalisés à l'exportation) et un bénéfice de 149 millions de francs, une filiale aux Etats-Unis, une autre au Brésil, près d'une centaine de boutiques à travers le monde et sa propre ligne de parfums. Les deux complices ne s'en portant pas trop mal puisque le *Nouvel Observateur* leur fait figurer parmi les cent plus grosses fortunes de France.

On se demande alors pourquoi cet industriel comblé qui cumule les présidences et a accepté un « sursis » ministériel : celui de l'Opéra de Paris. C'est oublier que ce Charentais (il est né à l'île d'Oléron) de cinquante-huit ans est depuis toujours un passionné de musique et de théâtre. On lui a écrit un essai sur Bernard Anouilh et des études sur Jean Anouilh et Henry de Montherlant. Un passionné pour qui le mode est un art à part entière, au même

titre que la danse ou l'architecture. « Il y a tant de talent chez Chanel que chez Braque ou Colette », dit-il, le volontaire. L'un des titres de gloire est d'avoir obtenu du Metropolitan Museum de New-York une rétrospective monumentale : « Vingt-cinq ans de création chez Saint Laurent ». Amateur de théâtre, il a dirigé l'Athénée et l'Edouard-Vaillant en 1982. Il est toujours responsable des Lundis musicaux de l'Athénée qu'il a créés dès 1977 où se sont produits des artistes comme Monserat Caballé, Plácido Domingo ou Teresa Berganza. Grand mécène, il apporte son aide financière à des journaux — qui ne manquent pas d'entretenir sa légende — et à des associations aussi diverses que SOS-Racisme ou l'ARCAT-SIDA dont il est président. Récemment, il a signé un chèque de 1 million de francs pour que le Saint Thomas de la Tour puisse entrer au Louvre. Enfin, cet homme qui n'est pas un président de la République pendant sa campagne électorale, au grand dam de certains de ses homologues du patronat.

La nomination de cet heureux capitaine d'industrie à la tête d'une institution officielle est peut-être due à ses dons de gestionnaire, mais aussi à sa poigne et à sa capacité à trouver de l'argent, dont l'établissement aura grand besoin.

Il aura à suivre l'achèvement du bâtiment de la Bastille, à mettre sur pied un programme pour

son inauguration, à contenir son budget dans les limites du raisonnable, à jongler avec les différentes salles parisiennes et surtout à régler les problèmes de personnes et les querelles corporatistes qui ont longtemps empoisonné l'atmosphère de Garnier. Il devra être efficace sans doute, dans ces tâches par Raymond Soubie, qui était jusqu'alors président de l'Association pour la réhabilitation de l'Opéra-Bastille et dont François Mitterrand a fait l'adjoit lors du conseil des ministres.

EMMANUEL DE ROUX.

[Né en 1930 à l'île d'Oléron (Charente-Maritime), Pierre Bergé, dont la carrière a d'abord été marquée par la littérature et la peinture, entrera avec brio dans le monde des affaires lorsque, par l'intermédiaire de Christian Dior, il rencontrera le courtier Yves Saint-Laurent en 1958. Deux ans plus tard, il permet à celui-ci de fonder sa propre maison, empire qui ne cessera de se développer et dont il est aujourd'hui les deux propriétaires. Parallèlement à ses activités financières, Pierre Bergé n'a cessé de se passionner pour les arts, notamment le théâtre et le chant. C'est ainsi lui qui en 1977 a fondé les « Lundis musicaux » de l'Athénée, où se sont produits les plus grands chanteurs contemporains.]

Il joue le rôle de mécène auprès de nombreuses institutions culturelles ou humanitaires. Lors de la campagne pour l'élection présidentielle, il avait été un des rares chefs d'entreprise à soutenir publiquement la candidature de M. François Mitterrand.]

ORCHESTRE DE PARIS
 Directeur musical : Daniel BARENBOIM
 Directeur général : Pierre VOZINSKY
AVS DE CONCOURS
 Recrutement de :
VIOLONS DU RANG
 (trois ou quatre) — (4^{ème} catégorie)
 Mercredi 28 et jeudi 29 sept. 88.
 (Journée des inscriptions : 16 sept. 88)
 Pour tous renseignements complémentaires,
 s'adresser à : ORCHESTRE DE PARIS
 Services du Personnel, Salle Hégel
 252, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS
 Tél. : (1) 4691 9638

OPERA DE PARIS
 Réservez vos places au
 47.42.53.71

هكذا من الأصل

Culture

CINÉMA

« L'Enfance de l'art », de Francis Girod

Le jeu de l'amour et du théâtre

Ils sont en troisième année d'études au Conservatoire. Ils vivent la vie comme le théâtre et le théâtre comme la vie. Le dernier film de Francis Girod vient de sortir à Paris.

débute à l'âge de onze ans, pareille chance ?

Une révélation

Dans *Enfance de l'art*, de Marc Allégret, tourné il y a cinquante ans, Louis Jouvet, professeur au Conservatoire, dominait une intrigue où s'entrechoquaient plusieurs destins. Ici, l'enseignement donné au Conservatoire dans plusieurs classes sort de plate-forme à ce jeu de l'amour et du théâtre qui peut se jouer à deux ou davantage, et brouille les frontières entre le rêve - l'art - et la réalité. Même si le scénario présente un peu trop de cas de figure, le film rend bien compte de cette difficulté d'être que le métier de comédien oblige à affronter. Simon ne manque pas de talent mais il n'a pas la force. Alors il se perd, jusqu'à l'échec et de son amour et de sa vocation, dans des clichés de comportement et de langage, monnaie courante du « jeu » qu'il prend trop au sérieux, ce qui donne d'ailleurs au personnage un aspect pathétique.

Francis Girod n'a pas refait *Enfance de l'art*, même si la référence s'impose. Il y a dans sa mise en scène un style de comédie de mœurs à la Jacques Becker qui rappelle le *Bon Plaisir* (1983). Et s'il peint avec une sorte de tendresse tous ces jeunes gens, il est sans pitié pour les manipulations cyniques d'un certain cinéma qui dévore sous prétexte de « création ». On retrouve là, le Girod pamphlétaire. Clotilde de Beyer maintient jusqu'au bout, à travers des changements de ton parfois surprenants, un tempérament qui est une révélation. Elle débute réellement au cinéma, au sein d'une équipe qui l'a déjà plus ou moins connue.

JACQUES SICHEL

(1) Yves Dangerfield et Francis Girod ont également écrit ensemble le roman *L'Enfance de l'art*, qui vient de paraître aux éditions Calman-Lévy, 256 p., 98 F.

EXPOSITIONS

Fritz Winter au Pavillon des arts

Le disciple

Elève du Bauhaus, Fritz Winter n'a jamais renié ses maîtres abstraits. Son œuvre leur rend hommage.

Fritz Winter est, par excellence, l'abstrait « de la seconde génération », celle des élèves. Son art et son évolution s'expliquent par sa biographie, celle d'un fils de mineur de Westphalie, né en 1905, qui rencontre la grâce en 1927 en devenant pensionnaire du Bauhaus, alors dirigé par Dessau. Là, le jeune homme, qui ne connaît guère que Van Gogh, suit le cours préparatoire du professeur Kandinsky, puis entre dans la classe de peinture du professeur Klee.

On peut imaginer sans peine l'éblouissement du disciple et comprendre qu'il ait éprouvé pour ses deux maîtres une admiration sans réserve. On ne peut non plus s'étonner si ses premières œuvres confesent franchement et humblement qu'il suit l'exemple de Klee, d'inspiration de son abstraction poétique et humoristique, lui empruntant ses procédés et écrivant comme lui le titre de l'œuvre au crayon. Cette dévotion s'autorise quelques menues infidélités, le temps d'un hommage à Kandinsky ou d'un flirt avec le cubisme ornemental du Füssli des années 1933. Rien de bien grave : Winter a été marqué définitivement par ses amis de Dessau.

Ont-elles suffi à faire de lui un artiste original ? On en doute à la vue de son œuvre de l'après-guerre. Alors que Winter a subi la proscription de l'abstrait organisée par les nazis après 1933, a été mobilisé sur le front de l'Est, blessé et prisonnier en Russie, son œuvre paraît peu expressive. Là où les peintures de Hans Hartung disent violemment le tragique des temps, celles de Winter développent des idées formelles héritées de son éducation. Son abstraction, quoiqu'elle évoque tantôt Schneider, tantôt Bazaine, tantôt Bryen, dépeint des constructions sans passion ni mouvement. Plus que le lyrisme, l'équilibre est le fort de Winter, un équilibre qu'il obtient par la symétrie et la répétition des couleurs et l'emploi d'horizontales et verticales. La géométrie du Bauhaus perce sous l'informel. Les toiles se divisent en carrés juxtaposés et les couleurs et calligraphies que Winter

jeté sur ses structures ne suffisent pas à masquer leur rigidité.

Aussi ses toiles, encore que chevronnées, séduisent moins qu'elles n'irritent. Les idées de leur poids de réminiscences, adroitement agencées mais un peu compassées et froides, elles témoignent de l'évolution formaliste d'un peintre dont le destin était presque joué à vingt-cinq ans, quand il quitta Dessau pour s'en aller enseigner à Halle ce qu'il avait appris jusque-là.

PHILIPPE DAGEN

★ Pavillon des arts de la Ville de Paris, Forum des Halles, jusqu'au 6 novembre.

23ème FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS - SALLE PLEYEL
SAMEDI, LE 3 SEPTEMBRE 1988 - 20h30

L'ORCHESTRE DE L'ACADÉMIE DU FESTIVAL DE MUSIQUE DU SCHLESWIG-HOLSTEIN

direction SERGIU CELIBIDACHE

Wolfgang Amadeüs Mozart : Symphonie N° 41, en ut majeur, K 551
Anton Bruckner : Symphonie N° 4, en mi bémol majeur, « Romantique »

RENSEIGNEMENTS ET VENTE DES BILLETS : FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS 30, Rue Geoffroy l'Aigle - 75004 PARIS - Tél. (1) 48 04 89 01 - BILLETTEL - 0815 CODE BILLETTEL - PASTEL 43 98 43 43 - 3 FNAC

ÉCOLE D'ÉTÉ DE SCIENCES DE L'INFORMATION

SOUSÈME COURS : LES DISCOURS SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES APPROCHES LINGUISTIQUES, LOGIQUES ET INFORMATIQUES

21-30 SEPTEMBRE 1988

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA RECHERCHE ET DES SPORTS

DEMIEST - 3, BOULEVARD PASTEUR, 75015 PARIS

هكذا من الأصل

Communication

Un entretien avec M. Paul Quilès sur les satellites de télévision directe

La France s'engage dans la bataille de la haute définition

Dans un communiqué publié le 31 août, le gouvernement annonce qu'il a décidé d'autoriser le lancement du satellite TDF 1 (le Monde du 1^{er} septembre). Mais pour sortir d'une situation « détestable », il pose des conditions et des délais : mise au point d'ici un mois d'un ensemble cohérent de programmes à diffuser en norme D2 MAC, politique coordonnée avec les industriels pour

développer et implanter les équipements de réception adaptés à cette nouvelle norme, partage clair des responsabilités entre Télédiffusion de France - qui continue à gérer le projet existant - et son nouvel actionnaire à vocation majoritaire, France Télécom, qui devient l'opérateur industriel unique dans le domaine de la diffusion. « Seule la réalisation

de l'ensemble de ces conditions permettra l'engagement du programme TDF 2 », conclut le communiqué de Matignon.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, Paul Quilès, précise ces nouvelles orientations.

« Quel est l'enjeu de cette décision ? »

« Notre décision est motivée par l'idée que nous nous faisons de l'avenir technologique en matière d'électronique de loisir. Nous allons participer à la bataille gigantesque qui se joue pour la conquête de la télévision haute définition. Nous le ferons en rassemblant nos forces et cela dans trois directions :

« S'agit tout d'abord de faire émerger des programmes valorisant les cultures européennes et notre conception de la communication de demain, ce qui peut être l'occasion d'un renouveau de la production.

« Dans le même temps, il faut animer le secteur industriel pour soutenir la conception, la fabrication et la vente des matériels et des technologies de production et de réception adaptés à la haute définition.

« Notre politique visera, en troisième lieu, à diffuser la norme D2 MAC en utilisant, de manière rationnelle et économique, une gamme diversifiée de supports (câble, satellites de diffusion directe, satellites de télécommunications).

« Ces objectifs s'inscrivent dans les perspectives audiovisuelles européennes définies par le président de la République comme l'une des priorités de la France.

« L'enjeu de cette bataille est capital dans le secteur de l'électronique de loisir, tout à la fois sur le marché des composants et sur celui des produits audiovisuels grand public, avec à la clé des milliers d'emplois et un chiffre d'affaires s'élevant à des dizaines de milliards de francs.

« Qui va financer TDF 2 ? »

« Quand le gouvernement de Michel Rocard a ouvert ce dossier, il était au point mort sur le plan financier alors que les étapes techniques, elles, se précipitaient.

« Le programme TDF 2 représente au total 1,8 milliard de francs d'investissement. Environ 400 millions de francs ont déjà été versés. Mais il y a urgence puisque, quelle que soit la décision définitive concernant l'avenir de TDF 2, il faut apporter plusieurs centaines de millions de francs dans les mois qui viennent pour faire face aux engagements pris.

« Avec la décision du gouvernement, ces dépenses seront couvertes en partie par des fonds publics, en partie par un emprunt. Mon ministère, désormais présent dans le capital de TDF (probablement via la COGECOM), contribuera au financement. Il se semble normal que cette opération se fasse par l'intermédiaire du ministère chargé d'assu-

rer la cohérence de la politique spatiale française.

Quel « plus » ?

« Les personnels de TDF craignent d'être « mangés » par France Télécom. Comment justifiez-vous cette prise de contrôle ? »

« L'audiovisuel et les télécommunications ne sauraient échapper à une réalité qui s'impose désormais à tous : l'Europe de 1992. Nous devons nous préparer en adoptant des solutions efficaces. Voilà pourquoi le gouvernement a décidé de confier à un opérateur industriel unique la cohérence de la politique de notre pays en matière de transmission et de télécommunications par satellite.

« Le rapprochement de TDF du pôle des télécommunications va permettre de rationaliser les relations entre TDF et France Télécom, le programme de diffusion directe continuant à être géré par TDF. Ce que je rechercherai, c'est l'union des forces et des compétences, dans le respect de l'identité de deux opérateurs, plutôt qu'une guerre fratricide. Au lieu d'organiser leur concurrence, comme le permet la loi de 1986, je veux développer leur complémentarité et créer de véritables synergies.

« TDF se développera et continuera d'avoir des activités propres. Je crois que les inquiétudes se manifestent à partir de schémas dont je n'ai jamais été partisan et qui n'ont pas été retenus par le gouvernement. Parce que TDF existe, a une histoire et qu'on n'a jamais intérêt à rayer une telle entité d'un coup de plume.

« J'ajoute que la loi de 1986 permettrait l'entrée de capitaux privés dans TDF, un risque qui n'était pas à écarter au printemps 1988. Alors

que notre décision renforce le statut public de TDF, dont le personnel continuera à dépendre de la convention collective de l'audiovisuel.

« Quels délais vous fixez-vous pour décider du lancement de TDF 2 ? »

« En tablant sur le lancement de TDF 1 en octobre, la diffusion d'images fin 1988, la livraison des premiers équipements de réception début 1989, je pense qu'on y verra plus clair au printemps 1989. Mais il faut d'abord remplir les conditions posées par le gouvernement pour lancer TDF 1.

« Comme consommateur, quel prix seriez-vous prêt à payer pour recevoir les émissions de TDF 1 ? »

« Si la télévision directe me fournit les mêmes programmes que les TV actuelles ou les réseaux câblés, même à bas prix, je ne suis pas sûr de vouloir m'équiper. Si, par contre, on me propose des programmes nouveaux, intéressants et de qualité, et si on m'explique le « plus » technique dont je bénéficierai (absence de moirage, son stéréo, etc.), alors je serai prêt à y mettre les sommes équivalentes à l'achat d'un lecteur de disques compacts, par exemple, de l'ordre de 2000 F. Comme ministre, bien placé pour connaître ces avantages, je pense qu'à terme cet objectif n'est pas irréalisable, surtout quand ces nouveautés seront intégrées dans les téléviseurs.

Un outil pour la francophonie

« Et pour ces programmes, devra-t-on élargir la sélection déjà opérée par la CNCL en 1987 ? »

« L'appel d'offres de la CNCL était dans le cadre de la loi de 1986. Je crois que M^{me} Catherine Tasca, chargée du travail de

Après le rachat de l'éditeur espagnol Salvat

Hachette se restructure afin d'affronter le marché mondial

Le rachat par le groupe « Livre » d'Hachette de la majorité du capital de la maison d'édition espagnole Salvat (nos dernières éditions du 1^{er} septembre), après l'acquisition, en avril, du groupe éditorial américain Grolier, place Hachette parmi les cinq « grands » mondiaux de l'édition. Mais ce développement extrêmement rapide oblige la vieille maison du boulevard Saint-Germain à repenser ses structures et à se choisir de nouveaux dirigeants. Ainsi, M. Jean Pico, un spécialiste du management, ancien conseiller pour la défense et l'armement de M. Jacques Chirac à Matignon, après avoir été l'un des collaborateurs de M. Yvon Bourges au ministère de la défense, et être passé par l'Aérospatiale, a été nommé directeur général délégué au côté de M. Jean-Claude Lattès. Celui-ci va se consacrer essentiellement aux activités et à l'organisation internationales du groupe.

M. Jean-Claude Lattès est arrivé à la tête du secteur édition du groupe Hachette le 1^{er} septembre 1988. L'ensemble Hachette - presse, audiovisuel, édition, distribution, services - « pesait » alors 7 milliards de francs et employait 15 000 personnes. Sept ans plus tard, la branche d'édition d'Hachette à elle seule réalise un chiffre de 7 milliards de francs et emploie 15 000 personnes.

Ce développement spectaculaire s'est accompagné essentiellement dans une seule direction - celle de l'édition internationale de livres de connaissances - et en une seule année : le rachat de l'américain Grolier (pour 2,5 milliards de francs) a été conclu au printemps. Les négociations avec l'espagnol Salvat, engagées depuis un an, ont abouti le 29 août à la signature d'un accord qui va être soumis à l'agrément du gouvernement espagnol.

Aux termes de ce protocole, Hachette acquiert plus de 60 % des parts de Salvat pour une somme qui, après audit, devrait avoisiner 350 millions de francs. M. Jean Salvat demeure à la présidence du

conseil d'administration du groupe espagnol, qui conserve également ses imprimeries.

Fondé il y a plus de cent ans à Barcelone, Salvat était encore la propriété des descendants de son fondateur. Il occupe le cinquième rang dans l'édition espagnole avec un chiffre d'affaires de 800 millions de francs, réalisé principalement dans l'édition et la diffusion, en Espagne, au Portugal et en Amérique. Les collections de dictionnaires, d'encyclopédies, de fascicules et de livres de médecine, Salvat contrôle également les éditions Alpha, qui publient en France des éditions par fascicules.

Un marché d'un milliard de personnes

Cette acquisition couronne la stratégie éditoriale définie par MM. Jean-Luc Lagardère, le PDG d'Hachette, et Jean-Claude Lattès : développer fortement dans trois business linguistiques - français, anglais et espagnol - et toucher ainsi un marché culturel potentiel d'un milliard de personnes. En reprenant Salvat, Hachette s'ouvre, de plus, à des pays encore faiblement scolarisés où la demande en ouvrages de connaissances, de référence et de culture est promise à une forte croissance. Dans plusieurs pays de l'ensemble latino-américain, Salvat peut proposer une production importante - une soixantaine de collections-encyclopédiques de qualité, - alors que Grolier y dispose d'un réseau de vente dense et expérimenté.

Mais la rapidité de cette croissance va aussi contraindre Hachette-Livre à changer. A étoffer ses équipes, à remodeler ses structures, à « relever », dit M. Lattès, un formidable défi : créer une maison d'édition internationale, et non plus gérer une entreprise française qui possède des filiales à l'étranger.

Des « hommes nouveaux » seront engagés, mais ceux qui sont en place devront aussi « tourner » - certains diront « valser ». Il n'est pas exclu, par exemple, qu'un directeur américain soit nommé à Paris ou un Catalan à Danbury (Connecticut), le siège de Grolier. Déjà, un spécialiste du management et des questions financières, M. Jean Pico, quarante-

deux ans, vider de l'Airbus mais aussi conseiller technique de M. Jacques Chirac de 1986 à mai dernier, a été nommé directeur général délégué d'Hachette-Livre après M. Lattès. D'autres noms ne vont pas tarder à enrichir l'organigramme de la maison.

Il est probable aussi qu'après les grands raids de cette année, on va souffler un peu boulevard Saint-Germain, prendre le temps de digérer les nouvelles conquêtes et préparer ces grandes encyclopédies internationales qu'on vendra simultanément à Santiago et à Manille, à Dakar et à Ottawa. Ce qui n'exclut pas, ici ou là, quelques achats : il arrive à l'ogre Hachette le manger sans avoir vraiment faim par habitude ou pour le plaisir.

Et puis, penser à l'échelle mondiale, gérer son implantation dans trente-six pays, n'empêche pas de s'intéresser au Vieux Continent. Sans vouloir préciser davantage ses intentions, M. Lattès avoue qu'il a « un ou deux projets » qui mèneraient à la création éditoriale de « quelque chose qui fasse figure de tronc commun de la culture européenne et qui serait diffusé dans tous les pays d'Europe ».

PIERRE LEPAP

M. René Han : pas de fusion FR 3-A 2

Une fusion éventuelle entre FR 3 et Antenne 2 - « n'est pas du tout à l'ordre du jour », a déclaré M. René Han, PDG de FR 3, à Radio-Montecarlo. Selon le PDG du réseau régional, les propos de M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, selon lesquels il n'y a pas place en France pour deux télévisions généralistes de service public, ne mettent pas en question FR 3. « Nous avons entamé depuis deux ans une évolution vers une spécialité culturelle, vers une spécialisation, tout en préservant un minimum d'audience », ce qui va se renforcer en 1989-1990, ce qui est conforme au souhait du gouvernement de voir la chaîne trouver son identité », a indiqué M. Han, qui assure, à propos de son avenir personnel, qu'il n'a « aucune raison de se sentir menacé ».

théâtre

cinéma



Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ELSY, SON UNIVERS IMPTOYABLE. Grégoire (43-90-08-01). 21 h.
TOKYO BAR. Romain Théâtre (42-71-30-20). 21 h.

BOUPPE PARRAINS (42-66-60-60). Si jamais je te place : 21 h.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Elsy, son univers imptoyable. Grégoire (43-90-08-01). 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-41-00-11). Vainqueur Folies : 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (42-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Suite Richelieu. O La Marseillaise : 14 h. O Le Jeu de l'Amour et du Hasard : 20 h 30. O Le Jeu de l'Amour et du Hasard : 14 h.

EDGAR (42-30-43-11). Les Babes-Cadoux : 20 h 15. Nœm ou l'Art de se faire : 22 h.
FONTAINE (42-74-74-40). Canticos de circonstance : 21 h.

LA BRUYÈRE (42-74-74-99). O Ce qui voit Fox (Fall) : 21 h.
LE PROLOGUE (42-75-33-15). Si on fait le théâtre juste une minute : 21 h.

LUCIFÈRE FORUM (42-44-57-34). Théâtre noir. O La Peste Prince : 20 h. Nœm, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 15. Théâtre noir. Le Carrefour des rêves : 20 h 30. Contes de la nuit : 18 h 30. Contes de la nuit : 18 h 30. Contes de la nuit : 18 h 30.

MATHURINS (42-42-90-00). Les Mystères du confessional : 21 h.
MATHURINS (PEITITS) (42-42-90-00). O Princesse : 18 h 30.

MUSÉE (42-45-55-02). Pajamas pour six : 21 h 15.
MICRODURE (42-42-95-23). Les mystères de Vauxville : 20 h 45.

MONTMARTRE (42-72-74-74). Le Secret : 21 h.
MONTMARTRE (PEITITS) (42-72-74-74). Le Journal d'un œil de caméléon : 21 h.

MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (42-35-75-23). Buffon : 14 h, 15 h et 18 h.

NOUVEAUTES (42-70-52-76). Le Grand Standing : 20 h 30.

ŒUVRE (42-74-42-52). Exercices de style : 20 h 45.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Avant : 20 h 30.
POCHE-MONTMARTRE (42-42-52-57). Suite L. Pour l'amour de Marie : 21 h.
POTINIERE (42-61-44-16). Pico-Princ : 20 h 30.
ROSAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). O Dieu qu'il est tardif : 18 h 30. O L'Échange : 20 h 30.
SAINT-GEORGES (42-78-43-47). Dites de couple : 20 h 45.
SQUARE CARPELUX (42-62-31-21). O Folies en jardin en 1890 : 20 h 30.
TOURTOUR (42-87-42-48). Journal d'un couple : 19 h. La Vierge humaine : 20 h 30. La Femme romaine : 22 h.

TRISTAN-BERNARD (42-52-06-40). Géraldine, plume en sautoir : 20 h 30.
VARIETES (42-33-09-92). Le Sent du lit : 20 h 30.

LES concerts

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-77-11-12). Quatuor de l'Orchestre national de France. 18 h 30. Michel Sander (piano). Garses du Sangant, Poulenc, Milhaud.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. 14 h. Les Trompettes de Paris. 21 h. Œuvres de Vivaldi, Bach, Telemann.

ÉGLISE SAINT-JOÛS-EN-TOLE. Trio à cordes Wiedner, Gabriel Fumet. 21 h. Œuvres de Wiedner, Gabriel Fumet. 21 h. Œuvres de Wiedner, Gabriel Fumet. 21 h.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Orchestre philharmonique de Nagoya. 20 h 30. Dir. Jean-Christophe Koehn. Œuvres de Mahler, Beethoven, Dvorak. Dans le cadre du Festival d'été de Paris.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Christian Legall (contrebasse). Jusqu'au 17 septembre. 20 h. Dans le cadre du Festival d'été de Paris.

SQUARE ADOLPHE-CHEROUX. Balthus-Œuvres de Garses du Sangant, Poulenc, Milhaud.

TAC STUDIO (42-73-74-47). Pierre Hédouin. Pierre-Hédouin. 18 h 30. Œuvres de Debussy, Ravel, Stravinsky. Jusqu'au 6 octobre. 19 h 30. Flûte, guitare. Œuvres de Debussy, Ravel, Stravinsky.

LE cinématheque

PALAIS DE CHAILLOT (42-94-34-34). Le Ratouleur (1959), de Maurice Labrousse. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. Le Ratouleur (1959), de Maurice Labrousse. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

VIMOTHEQUE DE PARIS (42-26-34-30). Si vous avez manqué le début : De Barba à Montmartre. Bande sonore : Bob le flambeur (1956) de Jean-Pierre Melville. Touches au piano (1954) de Jacques Becker. 14 h 30. Paris qui danse : Piz à piz (1982) de D. Delouché. Le Stage de danse de Miguel Llobet (1983) de D. Delouché. 16 h 30. La Trésorerie République. Actualités Gausson, Pauline Montmarais (1931) de R. Bernard. 18 h 30. Cinéma noir : Bêta (1928) de Pierre Chenal. Architectures d'aujourd'hui (1929) de Pierre Chenal. Actualités Gausson, la Glace à trois faces (1927) de Jean Epstein. 20 h 30.

LES exclusivités

LES AILES DU DESIR (Fr.-Al. v.a.). Saint-André-des-Arts I, 4 (42-36-48-18).

AMÈRE RÉCULTE (Al. v.a.). Studio 4 (42-31-41-01) 15 h 30.

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.). UGC Odéon, 4 (42-25-10-30).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al.). Les Montparnasse, 14 (42-27-52-37).

BAD TASTE (*) (socio-éducatif, v.a.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26). UGC Émirates, 4 (42-33-42-26). UGC Émirates, 4 (42-33-42-26).

MAGNAD CAFÉ (A. v.a.). Gaumont Les Halles, 1 (42-26-12-12). Gaumont Odéon, 4 (42-25-10-30). Gaumont Odéon, 4 (42-25-10-30).

CRITIERS 2 (A. v.a.). UGC Montparnasse, 14 (42-27-52-37).

CRY FREEDOM (Brit. v.a.). Saint-Michel, 4 (42-36-17-17).

DE BRUIT ET DE FUREUR (*) (Fr.). Reflet Logos, 5 (43-54-42-34).

Jeudi 1^{er} septembre

LE DERNIER EMPLOI (Fr.). Gaumont Les Halles, 1 (42-26-12-12). Pathé Impérial, 2 (42-72-72-52). Pathé Impérial, 2 (42-72-72-52).

DOUBLE DÉTENTE (A. v.a.). UGC Normandie, 4 (42-33-42-26). Gaumont Opéra, 2 (42-33-42-26).

EMPIRE DU SOLEIL (A. v.a.). George V, 9 (42-33-42-26).

LES ENFANTS DE L'IMPASSE (A. v.a.). Épis de Paris, 2 (42-33-42-26).

ENVOYÉES LES VIOLONS (Fr.). George V, 9 (42-33-42-26).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan. v.a.). Ciné Beaubourg, 2 (42-71-52-34).

FRANÇOIS (A. v.a.). George V, 9 (42-33-42-26).

LES GENS DE DUREIN (A. v.a.). UGC Montparnasse, 14 (42-27-52-37).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Gaumont Ambassade, 4 (42-33-42-26).

LE GRAND CHEMIN (Fr.). L'Espresso, 4 (42-33-42-26).

HAIRSPRAY (A. v.a.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).

HECTOR (Bel.). Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-33-42-26).

LES FILMS NOUVEAUX

À GAUCHE EN SORTANT DE L'ÉGLISE (Fr.). Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-33-42-26).

LE DERNIER EMPLOI (Fr.). Gaumont Les Halles, 1 (42-26-12-12).

DOUBLE DÉTENTE (A. v.a.). UGC Normandie, 4 (42-33-42-26).

EMPIRE DU SOLEIL (A. v.a.). George V, 9 (42-33-42-26).

LES ENFANTS DE L'IMPASSE (A. v.a.). Épis de Paris, 2 (42-33-42-26).

ENVOYÉES LES VIOLONS (Fr.). George V, 9 (42-33-42-26).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan. v.a.). Ciné Beaubourg, 2 (42-71-52-34).

FRANÇOIS (A. v.a.). George V, 9 (42-33-42-26).

LES GENS DE DUREIN (A. v.a.). UGC Montparnasse, 14 (42-27-52-37).

LE GRAND BLEU (Fr. v.a.). Gaumont Ambassade, 4 (42-33-42-26).

LE GRAND CHEMIN (Fr.). L'Espresso, 4 (42-33-42-26).

HAIRSPRAY (A. v.a.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).

HECTOR (Bel.). Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-33-42-26).

LA LECTURE (Fr.). Gaumont Les Halles, 1 (42-26-12-12).

LA LOI DU DESIR (*) (Esp. v.a.). Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

MAINTIENS (A. v.a.). UGC Normandie, 4 (42-33-42-26).

MEURTE À HOLLYWOOD (A. v.a.). Pathé Impérial, 2 (42-72-72-52).

LA MÉRIDIENNE (Fr.). Utopie Champollion, 5 (42-33-42-26).

MEURTE À HOLLYWOOD (A. v.a.). Pathé Impérial, 2 (42-72-72-52).

LA MÉRIDIENNE (Fr.). Utopie Champollion, 5 (42-33-42-26).

MEURTE À HOLLYWOOD (A. v.a.). Pathé Impérial, 2 (42-72-72-52).

LA MÉRIDIENNE (Fr.). Utopie Champollion, 5 (42-33-42-26).

MEURTE À HOLLYWOOD (A. v.a.). Pathé Impérial, 2 (42-72-72-52).

LA MÉRIDIENNE (Fr.). Utopie Champollion, 5 (42-33-42-26).

MEURTE À HOLLYWOOD (A. v.a.). Pathé Impérial, 2 (42-72-72-52).

LA MÉRIDIENNE (Fr.). Utopie Champollion, 5 (42-33-42-26).

MEURTE À HOLLYWOOD (A. v.a.). Pathé Impérial, 2 (42-72-72-52).

LA MÉRIDIENNE (Fr.). Utopie Champollion, 5 (42-33-42-26).

MEURTE À HOLLYWOOD (A. v.a.). Pathé Impérial, 2 (42-72-72-52).

LA MÉRIDIENNE (Fr.). Utopie Champollion, 5 (42-33-42-26).

MEURTE À HOLLYWOOD (A. v.a.). Pathé Impérial, 2 (42-72-72-52).

LA MÉRIDIENNE (Fr.). Utopie Champollion, 5 (42-33-42-26).

MEURTE À HOLLYWOOD (A. v.a.). Pathé Impérial, 2 (42-72-72-52).

LA MÉRIDIENNE (Fr.). Utopie Champollion, 5 (42-33-42-26).

MEURTE À HOLLYWOOD (A. v.a.). Pathé Impérial, 2 (42-72-72-52).

LA MÉRIDIENNE (Fr.). Utopie Champollion, 5 (42-33-42-26).

MEURTE À HOLLYWOOD (A. v.a.). Pathé Impérial, 2 (42-72-72-52).

LA MÉRIDIENNE (Fr.). Utopie Champollion, 5 (42-33-42-26).

MEURTE À HOLLYWOOD (A. v.a.). Pathé Impérial, 2 (42-72-72-52).

Les grandes reprises

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.). Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.). Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

ALADDIN (A. v.a.). Hollywood Boulevard, 9 (42-70-10-41).

LES AMOUREUX D'UNE BLONDE (1944). Acetone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

L'ANNÉE DU DRAGON (A. v.a.). Hollywood Boulevard, 9 (42-70-10-41).

LES ARISTOCRATES (A. v.a.). UGC Normandie, 4 (42-33-42-26).

L'AS DE PIQUE (Tch. v.a.). Acetone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

ASSASSINS ET VOLEURS (Fr.). Reflet Logos, 5 (43-54-42-34).

AUTOPIE D'UN MEURTRE (A. v.a.). Action Christian, 6 (42-29-11-30).

AVANTI ! (A. v.a.). Action Christian, 6 (42-29-11-30).

BIRDY (A. v.a.). Studio Galand, 5 (42-34-72-71).

BRAZIL (Brit. v.a.). Studio Galand, 5 (42-34-72-71).

CENDRILLON (A. v.a.). Saint-Lambert, 15 (45-54-46-85).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A. v.a.). Action Christian, 6 (42-29-11-30).

LE CHATEAU DE L'ARAGONE (Jap. v.a.). Saint-André-des-Arts I, 4 (42-36-48-18).

LA COMTESSE AUX PIEDS NUS (A. v.a.). Action Christian, 6 (42-29-11-30).

LE CRI (It. v.a.). L'Espresso, 4 (42-33-42-26).

LES DAMNÉS (*) (It.-A. v.a.). Acetone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

DESPAIR (Al. v.a.). Acetone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr. v.a.). L'Espresso, 4 (42-33-42-26).

DIRTY DANCING (A. v.a.). George V, 9 (42-33-42-26).

LES DIX COMMANDEMENTS (A. v.a.). Paramount Opéra, 2 (42-33-42-26).

DOCTEUR FOLAMOUR (Brit. v.a.). Le Champ, 3 (42-34-51-60).

DRAME DE LA JALOUSIE (It. v.a.). Acetone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

L'EMPIRE DES SENS (*) (Fr.-Jap. v.a.). Studio des Urulines, 5 (42-36-19-09).

EVE (A. v.a.). Le Champ, 3 (42-34-51-60).

LA FÈVRE AU CORPS (A. v.a.). Utopie Champollion, 5 (42-33-42-26).

FLAMMÉS (Fr.). Studio 4 (42-31-41-01).

GEORGIA (A. v.a.). Raining, 14 (42-36-48-18).

HELLZAPOPPIN (A. v.a.). Ciné Beaubourg, 2 (42-71-52-34).

BROSDIA MON AMOUR (Fr.). Saint-André-des-Arts II, 6 (42-36-48-18).

TAXI DRIVER (*) (A. v.a.). Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.a.). Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40).

VIOLENCE ET PASSION (It. v.a.). Acetone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

LES séances spéciales

AMARCORD (It. v.a.). Saint-Lambert, 15 (45-54-46-85).

AMORE (It. v.a.). La Bastille, 11 (43-54-07-76).

ANDRÉ ROULEUR (Sov. v.a.). République Cinéma, 11 (46-05-51-33).

AUX QUATRE CORNES DU CANARD (Fr.). Utopie Champollion, 5 (42-33-42-26).

LES AVENTURES DE CHATRAV (Jap. v.a.). Saint-Lambert, 15 (45-54-46-85).

LE BAISER DE LA FEMME ARABE (A. v.a.). Saint-Lambert, 15 (45-54-46-85).

BABY (A. v.a.). Grand Pavée, 15 (45-54-46-85).

BARRY LYNDON (Brit. v.a.). Grand Pavée, 15 (45-54-46-85).

BASIL DETECTIVE PRIVÉ (A. v.a.). Denfert, 14 (42-31-41-01).

CHAMBER AVEC VUE... (Brit. v.a.). Cinéma, 6 (46-33-10-82).

LES COUPAINS D'ABORD (A. v.a.). Grand Pavée, 15 (45-54-46-85).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suisse v.a.). Denfert, 14 (42-31-41-01).

DARK CRYSTAL (A. v.a.). Grand Pavée, 15 (45-54-46-85).

LE DERNIER NABAB (A. v.a.). Studio des Urulines, 5 (42-36-19-09).

DIVA (Fr.). Grand Pavée, 15 (45-54-46-85).

EL DORADO (Esp. v.a.). Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LES ENCHAÎNÉS (A. v.a.). Saint-Lambert, 15 (45-54-46-85).

ENVOI (A. v.a.). La Gédé, 19 (46-42-13-13).

LES FOURMIS TISSERANDES (Fr. v.a.). La Gédé, 19 (46-42-13-13).

HISTOIRE DE LA VITTESE (A. v.a.). La Gédé, 19 (46-42-13-13).

L'HOMME À LA PEAU DE SERPENT (A. v.a.). Studio des Urulines, 5 (42-36-19-09).

HOTEL DU NORD (Fr.). Saint-Lambert, 15 (45-54-46-85).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A. v.a.). Cinéma, 6 (46-33-10-82).

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A. v.a.). République Cinéma, 11 (46-05-51-33).

LE LOCATAIRE (Fr.). Grand Pavée, 15 (45-54-46-85).

LUCKY DARTY TOWN (Bel.). Saint-Lambert, 15 (45-54-46-85).

LE MAÎTRE DU LOGIS (Dan. v.a.). République Cinéma, 11 (46-05-51-33).

MAURICE (Brit. v.a.). Cinéma, 6 (46-33-10-82).

METAL MURLANT (A. v.a.). Grand Pavée, 15 (45-54-46-85).

MIDNIGHT EXPRESS (*) (Brit. v.a.). Grand Pavée, 15 (45-54-46-85).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit. v.a.). Cinéma, 6 (46-33-10-82).

NEW YORK MIAMI (A. v.a.). République Cinéma, 11 (46-05-51-33).

LOUÏSE MAURICE (A. v.a.). La Gédé, 19 (46-42-13-13).

ORDET (Dan. v.a.). Denfert, 14 (42-31-41-01).

PARIS VU PAR... (Fr.). République Cinéma, 11 (46-05-51-33).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A. v.a.). Grand Pavée, 15 (45-54-46-85).

LE PROCÈS (Fr.). Reflet Logos, 5 (43-54-42-34).

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A. v.a.). Studio des Urulines, 5 (42-36-19-09).

RAINING IN THE MOUNTAIN (Hong Kong v.a.). Cluny Palace, 5 (42-34-07-76).

LE RÔLE DE L'ÉLOUVE (Fr.). Denfert, 14 (42-31-41-01).

ROME VILLE OUVERTE (It. v.a.). Cluny Palace, 5 (42-34-07-76).

THE MOVIE MOVIE PICTURE SHOW (*) (A. v.a.). Studio Galand, 5 (42-34-72-71).

TINTIN ET LE LAC AUX ROUBINS (Fr.-Bel.). Saint-Lambert, 15 (45-54-46-85).

VOL-UN-DESSUS-D'UN-NID-DE-COU-COU (A. v.a.). Studio des Urulines, 5 (42-36-19-09).

LES VOYAGES DE GULLIVER (A. v.a.). Saint-Lambert, 15 (45-54-46-85).

Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A. v.a.). Grand Pavée, 15 (45-54-46-85).

PASSEZ SUR LE BILLARD

TOUS LES JEUX DU MONDE

Yams - La banque - Le billard américain

La tour de Hanou - La bataille navale

JEUX

36.15 LEMONDE

services

Le Carnet du Monde

Edition

Le Petit Larousse... plus grand

1989 : année faste pour le rappel des grands bouleversements. Pour leur lancement aussi. Le Petit Larousse de ce millésime fait également sa révolution. Il est l'objet d'une refonte totale, pas seulement dans son aspect, avec un format allongé de 2 centimètres, une typographie toute neuve. Il s'agit d'un seul coup, d'une œuvre exceptionnelle de 5 500 noms communs et de 1 000 noms propres environ : au total 58 000 pour les premiers et 25 300 pour les seconds.

Afin de mener à bien une telle entreprise, on a mis à contribution toutes les techniques de pointe. « Un outil informatique », qu'on nous garantisse, a permis de réorganiser et d'ordonner une nomenclature en expansion galopante. Même la cartographie, dont les couleurs soulignent le relief, a été refaite par ordinateur, au point que M. Christian Brégué, le patron du groupe de la Cité, dont fait partie Larousse, a proposé de substituer au Petit Larousse illustré un Petit Larousse informatisé.

Toutes les disciplines contribuent au renouvellement du langage. Les techniques, bien sûr, et la médecine, qui préférerait ne pas devoir innover avec séro-négatif, séro-positif, sidatique, sidéen ou sidologue — voire métastaser.

Mise à jour, elle aussi informatisée, la partie des noms propres a dû être rééquilibrée. Peu d'historiens ou de littérateurs. Davantage d'œuvres ou d'auteurs dans les sciences de l'homme. En revanche, on a fait la part belle aux médias. Et pas seulement à ceux qui font partie du PAF (paysage audiovisuel français) : les journaux de quelque importance, de Paris ou de province, de l'Europe et du reste du monde, les agences de presse et de publicité, les instituts de sondage, les organismes de radio et de télévision et même la CNCL. De quoi zapper.

L'art, peut-être à cause de la ruée du public dans les musées et expositions, occupe davantage de place qu'à l'accoutumée. Est-ce au détriment des trois cent soixante-sept termes supprimés ? Cinéastes, acteurs, films, événements, œuvres plastiques, outre quelques noms (Buren, Ockney, Motherwell, etc.), une iconographie renouvelée nous vaut un petit musée imaginaire : entre autres *Madeline à la veilleuse* de La Tour, *Mélancolette* de Dürer, la *Montagne Sainte-Victoire* de Cézanne... Plaisant contraste avec la nomenclature très fournie du monde économique : sociétés, organisations, industries. Ajoutons la partie encyclopédique à été fortement augmentée de maintes définitions (SIDA, par exemple), de nombreux pays, avec la partie culture et civilisation, des personnalités (Gorbatchev).

Pour informer sur les complexités de l'élaboration technique d'un dictionnaire, une exposition organisée au Centre Pompidou offre aux visiteurs une version électronique (textes et montages couleur), réalisée à partir de la base de données informatiques qui a présidé à la refonte du Petit Larousse 1989. Ils pourront consulter celui-ci sur micro-ordinateurs en appelant tous les mots du dictionnaire pour accéder aux articles correspondants.

JEAN-MARIE DUNOYER.

De quoi « zapper »

Le Petit Larousse 1989 est réactualisé jusqu'à dans notre vocabulaire quotidien, même si certains, déjà, déplorent l'emploi de *beauf*, familier aux *bédouilles*. Au fait, Cabu ne figure pas parmi les nouveaux venus, aux côtés de Jean-Marie Le Pen et de Jacques Faizant. *Beauf* est-il plus vulgaire que *franchouillard*, toujours le classique Français moyen rétréci du cerveau ? Il peut être *cradingue*, après des semaines de *bronzette*, *infichu* ou *infoum* (ça double) de faire autre chose que de *galer* s'il est *licenciable*. Il mange de la *choucroute* ou n'importe quel autre *froment*.

Pour *scrabbliser* (avis aux ludologues), il a le droit de puiser dans un tas de termes nouveaux, souvent empruntés à la francophonie : le *coquet* québécois ou la *panouze* suisse (savoyarde aussi, Larousse semble l'ignorer), et de remplacer *brainstorming* par *remue-méninges*. Il faut *francophoniser* ou aider à la *francophonisation*.

M. et M^{me} Henri Reinbolt et leurs enfants, M. et M^{me} Laurent Reinbolt et leurs enfants, Les familles Bardel, Donnadien et Laborde, Ses parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Henri REINBOLT, née Laurence Carlat, leur mère, grand-mère, belle-sœur et tante, survenue à Paris, le 18 août 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

— La baronne de Wangen, M. et M^{me} Charles Abou, ses grands-parents, Le docteur et M^{me} Gérold de Wangen, ses parents, Laurent et Eric, Patrice et Hubert, ses frères, Ses oncles et tantes, Ses cousins et cousines, Ses belles-sœurs, ses nièces, ont la douleur de faire part de la mort accidentelle de

ANNE DE WANGEN, âgée de dix-huit ans, survenue le 21 août 1988, en Grèce.

La cérémonie a eu lieu dans l'intimité le 31 août. Son corps est inhumé au cimetière Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

— Rostères, Nantes, Paris, La Baule, Charente.

M. Adrien Gouteyron, Ses enfants, Et tous les siens, dans la sympathie qui leur a été manifestée à l'occasion du décès de

M^{me} Adrien GOUTEYRON, née Rose-Marie Jullien, remerciant de tout cœur ceux qui ont voulu partager leur douleur.

Anniversaires

— Il y a un an disparaitait

Alain PASGRIMAUD,

à l'âge de quarante-deux ans.

Que ceux qui le connaissent et l'estiment aient une amicale pensée pour lui.

— Le docteur Maximilien Gottlieb, M. et M^{me} Patrick Mandrilly et leur fille, M^{me} Christine Gottlieb, M. et M^{me} Félix Albrecht, ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, mère et grand-mère

M^{me} Melitta GOTTBLIEB,

survenue le 27 août 1988, à Vallauris (A.-M.), L'Oréal, chemin de la Collé, 06160 Juan-les-Pins.

— La baronne Charles Stanislas de Taisne.

Le comte et la comtesse Jean-Pierre d'Harcourt,

Le comte et la comtesse Gilbert de Nicolas,

Le comte et la comtesse Philippe-Henri d'Harcourt,

M^{me} Suzanne Bernon, ont la douleur de faire part du décès de

la comtesse Jacques d'HARCOURT,

née Jacqueline Guyot de Villeneuve, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, ancienne présidente de la Croix-Rouge de la Seine-Saint-Denis,

survenue le 27 août 1988, à Saint-Lager-le-Petit.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, en la chapelle de la Mailleraye. Une messe sera célébrée ultérieurement, son intention, en l'église Saint-Philippe-du-Roule.

— Les Editions Albin Michel ont le regret de faire part du décès de

Guy HOCQUENGHEM,

survenue le 28 août 1988.

La levée du corps aura lieu le 2 septembre, à 13 h 15, à l'hôpital Claude-Bernard, 10, avenue de la Porterie d'Aubervilliers. Paris-19. Le service religieux sera célébré en l'église Notre-Dame-des-Champs, boulevard du Montparnasse, à 14 heures, suivi de l'incinération au fournaux du cimetière du Père-Lachaise, à 15 h 30.

(Le Monde du 30 août.)

— M^{me} Henry-Jean Manière, son épouse,

M. et M^{me} Jacques Manière et leurs enfants,

M^{me} Claudine Manière, M. Yves Manière,

ses enfants et petits-enfants, M. Pierre Manière,

ses frères, Les familles Manière, Lemaçon et Monnot, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henry-Jean MANIÈRE,

ancien conseiller civil du Maroc, préfet honoraire, président-directeur général des Etablissements Rolot-Lemaçon, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite,

survenue à Paris, le 30 août 1988.

L'obsèque religieuse sera célébrée le samedi 3 septembre 1988, à 11 h 45, en l'église de Savigny-le-Beauvais (Côte-d'Or).

Château de Carin, 21420 Aloxe-Corton.

— Françoise MONTAGNAT, née Lichtenberger,

est tombée en montagne, le 26 août 1988, à l'âge de quatre-vingt ans.

Son mari Yves, Ses fils Johan et Camille, Ses parents R. et A. Lichtenberger, Ses frères et sœurs, Ses beaux-parents, Sa belle-sœur,

L'inhumation a eu lieu à Marnes, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue du Sorbier, 38090 Villonfontaine, Cidec 380.

20 A, rue du Guillaud, 69230 Saint-Genis-Laval.

Carnet du Monde

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 79 F

Abonnés (avec justificatif) : 82 F

Communication sur taxes : 82 F

Inspection minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Rens. : 42-47-95-03.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

GALERIE DE CHARTRES

DIMANCHE 4 SEPTEMBRE à 14 h

BEAU MOBILIER bois naturel, d'époque, de style et varié.

OBJETS D'ART et VERRES

DIMANCHE 18 SEPTEMBRE 1988 à 14 h : COLL. VIEUX PAPIERS DES DIX PREMIÈRES ANNÉES DE L'ASS. AU BOURGUIGNON

47 h : CHARTRES ET LA RÉGION GRAVURES et LIVRES (catalogues)

Expo. vend. 15/17 h, soirée 20 h 30/22 h. Sam. 14/17 h. Dim. 10 h 30/12 h.

M. et M^{me} J.P. LEBREVE

commissaires-priseurs

1 bis, place du Général-de-Gaulle 28000 CHARTRES - Tél. 37-36-04-33

Mariages

— Orlie GRIVEAU

Jean-François AVRAMESCO sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité, le 22 juillet 1988, à Paris.

72, avenue de Saint-Ouen, 75018 Paris.

Décès

— M. et M^{me} Raymond Bloch,

M. et M^{me} Jean-Pierre Bloch, ses frères et belles-sœurs,

Valérie, Marie-Cécile et Jérôme, ses sœurs et neveux,

Toute la famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Gilles BLOCH,

survenue accidentellement le 19 août 1988, dans sa vingt-huitième année.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue Emile-Faguet, 75014 Paris.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^o

43-20-74-52

MINITEL par le 11

TALOTAC

LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS A PAYER

La régularité du 712156 au présent moment (A.D. de SORTIR)

Le numéro 712156 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros approchant 712156 gagnent

2 121 560 10 000,00 F

2 121 560 40 000,00 F

2 121 560 100 000,00 F

2 121 560 200 000,00 F

2 121 560 300 000,00 F

2 121 560 400 000,00 F

2 121 560 500 000,00 F

2 121 560 600 000,00 F

2 121 560 700 000,00 F

2 121 560 800 000,00 F

2 121 560 900 000,00 F

2 121 560 1 000 000,00 F

2 121 560 1 100 000,00 F

2 121 560 1 200 000,00 F

2 121 560 1 300 000,00 F

2 121 560 1 400 000,00 F

2 121 560 1 500 000,00 F

2 121 560 1 600 000,00 F

2 121 560 1 700 000,00 F

2 121 560 1 800 000,00 F

2 121 560 1 900 000,00 F

2 121 560 2 000 000,00 F

2 121 560 2 100 000,00 F

2 121 560 2 200 000,00 F

2 121 560 2 300 000,00 F

2 121 560 2 400 000,00 F

2 121 560 2 500 000,00 F

2 121 560 2 600 000,00 F

2 121 560 2 700 000,00 F

2 121 560 2 800 000,00 F

2 121 560 2 900 000,00 F

2 121 560 3 000 000,00 F

2 121 560 3 100 000,00 F

2 121 560 3 200 000,00 F

2 121 560 3 300 000,00 F

2 121 560 3 400 000,00 F

2 121 560 3 500 000,00 F

2 121 560 3 600 000,00 F

2 121 560 3 700 000,00 F

2 121 560 3 800 000,00 F

2 121 560 3 900 000,00 F

مكذبا من الأصل

Economie

SOMMAIRE

■ M. Edmond Maire quittera le secrétariat général de la CFDT au mois de novembre prochain. Il sera remplacé par M. Jean Kaspar (lire page 23).
■ Le projet de budget pour 1989 ne comportera pas de grandes innovations fiscales : baisse de TVA pour les ménages, baisse de l'impôt sur les bénéfices pour les entreprises et des droits de mutation pour les fonds de commerce. Équilibré mais sans choix véritable (lire ci-dessous). ■ La

Commission de la CEE va appliquer les taxes anti-dumping sur les magnétoscopes sud-coréens et japonais de marque Funai et Orion (lire ci-dessous). ■ Le poids financier de la rentrée reste lourd dans le budget familial (lire page 26).

BILLET

La surtaxation du gazole abandonnée

Le poids des lobbies

Les lobbies ont gagné : les taxes sur le gazole ne seront pas augmentées. Avant même que les arbitrages définitifs sur le budget de 1989 ne soient rendus, le ministre du budget, M. Michel Charasse, l'a assuré aux routiers dans une lettre adressée à M. Hubert Guignot, délégué général de la puissante FNTR (Fédération nationale des transports routiers). Rompant décidément avec toutes les traditions de la solidarité ministérielle, le ministre ajoute : « Ce projet ne pouvait faire l'objet de consultations interministérielles normales et sérieuses ».

Mais il se heurte, à peine formulé, à une vive opposition des bénéficiaires du statu quo. Peugeot, premier producteur de voitures Diesel, averti du plan, fait très vite le siège de Matignon et de la Rue de Rivoli, soutenu d'ailleurs par les transporteurs routiers, principaux consommateurs de gazole. Puis comme le lobbying ordinaire ne suffit pas, le projet est lâché dans la presse. Prématurément et hors du contexte.

La suite est connue. Protestations des transporteurs routiers qui n'hésitent pas à émettre en garde le gouvernement, cris d'alarme des taxis, polémique entre Renault et Peugeot. Le ministre des finances s'effraie de l'« impopularité » du projet. Le ministre de l'Industrie, géré, se défend mal, cherchant, mais un peu tard, l'origine des fuites.

Mais le coup est parti. C'est enterré, confirme-t-on à l'Élysée, où l'on suit avec intérêt le développement de l'affaire.

Reste à savoir quel sera le sort des autres mesures fiscales proposées par M. Fauroux pour corriger les distorsions de la fiscalité énergétique. Si la baisse des taxes sur l'essence sans plomb semble acquise, il n'en va pas de même de celle prévue sur le fioul lourd et du crédit d'impôt pour les économies d'énergie. Il serait dommage que les ménages et les entreprises paient pour les routiers et les taxis. Reste à savoir aussi quel sera l'avenir du diesel en Europe. Si, comme on peut le croire, Bruxelles cède aux pressions des écologistes — hostiles au développement du gazole, sale et polluant — la France se retrouvera bien embarrasée... Lobby contre lobby, les Verts seront-ils, à l'échelle européenne, plus puissants que les routiers ?

VÉRONIQUE MAURIS.

(1) Le raffinage d'une tonne de brut donne une proportion presque invariable de produits raffinés : fioul, gazole, essence, kérosène, etc.

La préparation du budget de 1989

Les vrais choix fiscaux reportés à plus tard

Démunis des abondantes recettes des privatisations dont avait bénéficié MM. Balladur et Juppé, ayant choisi de réduire en priorité le déficit budgétaire sans pour autant compromettre les dépenses publiques qui progresseront de 4,6 % l'année prochaine, MM. Rocard, Bérégovoy et Charasse présenteront à la mi-septembre au gouvernement — probablement le 21 — un projet de budget peu bouleversant sur le plan de la fiscalité.

Grosso modo, M. Bérégovoy estime que, en visant un déficit de 100 milliards de francs en 1989, il peut se permettre de perdre une douzaine de milliards de francs de recettes fiscales sous forme d'allègements. Ceux-ci bénéficieront à peu près également aux ménages et aux entreprises.

Les ménages ne bénéficieront d'aucune mesure nouvelle touchant l'impôt sur le revenu, si ce n'est l'habituel relèvement des tranches du barème destiné à éviter que la partie purement nominale des augmentations de salaires — celle qui est annulée par la hausse des prix — ne soit imposée à des taux croissants. Cette habitude, qui n'existe pas à l'étranger, s'explique par les fortes hausses de prix que nous connaissons jusqu'au début des années 80. Le barème sera donc corrigé de 2,6 % l'année prochaine. S'ajoutent quelques mesures mineures, notamment l'amélioration du régime de déductions pour frais de garde des enfants.

En fait, l'essentiel des mesures fiscales bénéficiant aux ménages passe par la forme de baisses de taux de TVA. Le gouvernement se trouve en effet confronté à trois problèmes importants, aux urgences différentes, mais qui tous les trois seront plutôt bien influencés par un allègement de la taxe à la valeur ajoutée.

Le premier problème est celui posé par la construction d'un franc fort : la deuxième est la nécessité de ménager les Français à six mois des élections municipales et à quelques semaines des élections cantonales ; le troisième est celui de l'établissement d'un marché unique en 1993.

Se rapprocher de la RFA

Réduire les taux de TVA, c'est — théoriquement du moins — faire baisser les prix toutes taxes comprises au niveau des consommateurs. En se fixant un objectif ambitieux pour 1989 (une hausse de seulement 2,2 % des prix), le ministre de l'économie et des finances se donne comme priorité de réduire un peu plus l'écart d'inflation entre la France et la RFA, puis, à terme, de le supprimer complètement. On y pense sérieusement Rue de Rivoli, et beaucoup sera fait pour arriver.

Le passage au taux de 5,5 % des produits et services actuellement taxés à 7 % (le Monde du 1^{er} septembre), ira dans ce sens. Des baisses ponctuelles renforceront un effet sur l'indice au total assez faible : on pense à Matignon comme à Rivoli aux cassettes son et aux cassettes vidéo, qui passeront du taux de 33,3 % au taux de 18,6 % comme l'on déjà fait les disques et des cassettes enregistrées.

Deuxième objectif : ne pas donner aux ménages — alors que deux échéances électorales s'annoncent — l'impression que l'unique souci des pouvoirs publics est d'améliorer la santé des entreprises, une santé dont la plupart des indices montrent qu'elle est redevenue bonne, parfois même très bonne. De ce point de vue, les baisses de TVA sont le symétrique de la baisse de l'impôt sur les sociétés qui est projetée. Déjà, avant les vacances, M. Bérégovoy avait abaissé la TVA sur les boissons non alcoolisées.

Troisième objectif : le marché unique de 1993. La seule décision qui semble déjà prise (passage du taux de 7 % au taux de 5,5 %) n'est pas précisément imposée par l'Europe. Du point de vue de la logi-

que du marché unique, il est certainement mieux valu réduire le nombre des produits imposés au taux de 33,3 %, qui, sur le plan européen, est une anomalie totale. On aurait également pu envisager de réduire légèrement le taux normal de 18,6 %, trop élevé par rapport aux taux normaux pratiqués par nos partenaires. Mais, outre le coût de telles mesures, le côté « populaire » d'une baisse des prix des transports, des livres, des repas dans les cantines et des hôpitaux, des places de cinéma et de théâtre, etc., tous imposés au taux de 7 %, a prévalu. Le risque est, bien entendu, qu'une partie des allègements fiscaux consentis ne soit pas répercutée dans les prix et ne bénéficie donc pas aux consommateurs. Mais ce risque, MM. Rocard et Bérégovoy sont décidés à le prendre.

Impôt sur les bénéfices : deux régimes

Une telle décision, que la logique économique n'implique probablement pas, aura le grand avantage d'appropriver l'idée européenne, de la rendre plus sympathique en faisant concrètement toucher du doigt les avantages de la petite révolution qu'il va falloir affronter dans quelques années et qui risquerait autrement de soulever pas mal de réticences. L'enjeu d'un tel choix est qu'il reporte à plus tard l'harmonisation des fiscalités sur les revenus de l'épargne, une harmonisation que le rapport Boiteux avait jugée plus urgente que celle des taux de TVA. Un détail donnera une idée de ce qui nous attend au cours des années à venir : au printemps 1986, le gouvernement avait modifié la réglementation fiscale pour empêcher que les revenus tirés des obligations ne soient imposés comme des plus-values — bénéficiant ainsi soit d'une exonération totale, soit d'une taxation à 16 % — au lieu de subir le prélevement normal de 26 % sur les revenus des obligations. Cette nouvelle réglementation, qui touchait les particuliers détenant des parts de SICAV et de Fonds communs de placement (FCP), va être supprimée l'année prochaine, car des sommes importantes estimées à plusieurs dizaines de milliards de francs avaient fui à l'étranger, notamment au Luxembourg, pour bénéficier de taux d'imposition plus bas.

Voilà pourquoi la France devra bientôt beaucoup alléger l'imposition des revenus de l'épargne, ce qui est aussi pourquoi il est difficile à un gouvernement socialiste de se lancer à corps perdu dans la construction d'un marché unique fiscal qui, par bien des aspects, fait la part belle aux détenteurs de capitaux et plus généralement aux gens fortunés. La relance d'un impôt sur la fortune

(par les sociétés) est aussi, d'une certaine façon, destinée à se faire pardonner cela dans l'esprit des Français.

Restent les entreprises et les 6 ou 7 milliards d'allègements fiscaux qui leur seront consentis. On sait — il l'a assez souvent répété — que M. Bérégovoy est partisan d'un abaissement sensible du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, actuellement fixé à 42 %. Mais cette réduction, que le ministre voudrait de cinq points, ne serait accordée qu'aux bénéfices réinvestis. Les bénéfices distribués aux actionnaires resteraient soumis au taux de 42 %.

Cette différenciation est loin de faire l'unanimité : certains conseillers fiscaux feraient remarquer qu'une entreprise ne peut pas vivre et se développer sans l'argent que lui apportent les actionnaires, ajoutant qu'une telle décision serait en totale contradiction avec tous les efforts déployés ces dernières années pour drainer l'épargne vers l'industrie et les entreprises. Un argument qui prend tout son poids avec la baisse tout de même un peu inquiétante du taux d'épargne en France.

On en est là, avec la clé de la facture : une baisse d'un point de l'impôt sur les sociétés entraîne une perte de recettes fiscales de 2,4 milliards pour l'État, mais de 1,2 milliard seulement si la mesure était réservée aux seuls bénéfices réinvestis. Un signe tout de même : M. Bérégovoy admet maintenant qu'un tel régime fiscal à deux vitesses ne pourrait se prolonger longtemps. C'est donc peut-être sur un régime préférentiel passager que

Matignon et Rivoli pourraient tomber d'accord.

Une autre mesure, en revanche, ne semble plus poser de problèmes : celle d'une réduction de deux points des droits de mutation sur les fonds de commerce, des droits très élevés puisqu'ils s'élevaient actuellement à 16,60 % (13,80 % pour l'État, 1,6 % pour les départements, 1,20 % pour les communes). En plus de ses effets économiques sur la mobilité du capital, cette baisse, qui profiterait aux petites entreprises — en fait aux entrepreneurs individuels — équilibrerait psychologiquement un dispositif bâti principalement pour les grandes entreprises.

C'est un peu la même préoccupation qui a guidé la décision de rétablir l'exonération d'impôt sur les bénéfices pour les entreprises nouvellement créées.

L'Europe de 1993 aura plus directement inspiré une mesure de réduction des taxes sur les contrats d'assurances entreprises (fret, risques d'exploitation, incendie...). La Grande-Bretagne, ne les supportant pas, est, sur ce point, très compétitive, et le risque existe réellement de voir les entreprises françaises s'assurer en Grande-Bretagne pour bénéficier de tarifs moins chers, ce qui serait fâcheux pour notre balance des paiements.

On voit que bien des préoccupations animent nos gouvernements, dont les analyses divergent parfois. Les vrais choix sont reportés à plus tard : ceux qui concernent l'Europe et, d'une façon générale, l'ensemble de notre fiscalité, qu'il faudra non seulement remodeler, mais rééquilibrer.

ALAIN VERHOLLES.

AFFAIRES

Droits anti-dumping

La CEE taxe les magnétoscopes de certaines entreprises sud-coréennes et japonaises

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les magnétoscopes livrés dans la Communauté par les trois producteurs sud-coréens, ainsi que par deux fabricants japonais (Orion et Funai) seront désormais assujettis à des droits anti-dumping. C'est ce que vient de décider la Commission de Bruxelles, après une enquête qu'avait déclenchée une plainte de l'Association européenne des fabricants de produits électroniques (dont, pour la France, Thomson Consumer Electronics). Le droit anti-dumping, pour l'instant provisoire (il devrait être confirmé par le

conseil des ministres des Douze) varie selon les entreprises : Daewo : 29,2 % ; Goldstar : 26,4 % ; Samsung : 25,2 % ; Funai et Orion : 18 %.

La taxe ainsi perçue correspond à la marge de dumping identifiée par les experts de la Commission. La percée des industriels coréens sur le marché des Douze a été spectaculaire : en 1985, ils avaient vendu 75 000 magnétoscopes, 425 000 en 1986 et 1 224 000 en 1987. Les performances d'Orion et de Funai ont été tout aussi remarquables, si bien que la part du marché des cinq entreprises exportatrices incriminées, qui était de 8,6 % en 1985, dépasse 30 % aujourd'hui (tous pro-

duits confondus, magnétoscopes et lecteurs vidéo) représentant 1,3 milliard de \$ (8,3 milliards de francs).

Pour l'essentiel, les industriels européens fabriquent des magnétoscopes sous licence japonaise avec des pièces importées et il peut donc paraître paradoxal qu'ils aient ainsi à se défendre contre la concurrence asiatique. Mais les Coréens ne semblent nullement embarrassés d'évincer des produits conçus au Japon. Quant aux deux entreprises japonaises qui sont maintenant frappées, il s'agit de nouvelles venues, qui n'ont pas vendu de licences aux Européens et qui, apparemment, ne respectent pas les consignes de modération à l'exportation vers la CEE données, pour ce type de matériels, par le MITI.

L'engouement des consommateurs communautaires pour les appareils vidéo demeure très vif. Leurs ventes ont dépassé 5,8 millions d'unités en 1984 à 7 millions en 1987. Les entreprises des Douze ont profité de cette évolution, mais de façon bien moins sensible que les Coréens et les deux outsiders japonais. Perte de marché et réduction des marges bénéficiaires se sont traduites par la détérioration de la rentabilité de l'industrie communautaire. L'imposition de droits anti-dumping est présentée par la Commission comme nécessaire pour éviter la remise en cause de l'industrie vidéo et, par là même, des milliers d'emplois qui y sont liés.

En outre, ajoute la Commission, « le maintien de cette production est essentiel pour que l'industrie communautaire soit à même de prendre part au développement des nouvelles technologies dans le domaine des biens de consommation électroniques ».

Depuis dix-huit mois, la frénésie exportatrice de la Corée du Sud est contrainte avec de plus en plus de rigueur par Bruxelles. Les enquêtes

faisant suite à des plaintes pour dumping se multiplient : plusieurs concernant les fours à micro-ondes, les lecteurs de disques compacts, les films polyester, les petits postes de TV en couleur, les bandes pour cassettes vidéo sont en cours.

La stratégie de Séoul

Il y a quelques semaines, Bruxelles a décidé des mesures de sauvegarde pour limiter les livraisons de chaudières sud-coréennes en France et en Italie. La CEE, mécontente de voir la Corée accorder aux États-Unis un traitement privilégié en matière de propriété intellectuelle, l'a privée — simple suspension cependant — du bénéfice des « préférences généralisées » qui permettent aux pays du tiers-monde d'avoir accès, sans acquiescer de droits de douane, aux marchés des Douze. Les exportations de la Corée du Sud vers la CEE ont passé de 2 milliards d'ECU en 1980 à 5,9 milliards en 1987.

Certains à Bruxelles pensent que la Corée du Sud (comme d'ailleurs d'autres nouveaux pays industrialisés) a mal manœuvré, en imitant de manière trop mécanique la stratégie développée naguère par Tokyo pour pénétrer le marché européen (bas prix, concentration de l'offre sur un nombre de produits d'abord limité) alors que, moins puissante que le Japon, elle risque de se casser les dents. Les tenants de cette thèse font valoir que la Corée du Sud a peut-être intérêt à s'affranchir de la double dépendance américaine et japonaise, souhaitent que les Douze invitent Séoul à changer de politique, à s'ouvrir aux Européens, à faciliter leurs investissements, à se montrer moins agressif à l'exportation, à passer avec la CEE des accords de coopération. Autant de thèmes qui pourront être évoqués au cours des entretiens que M. Willy de Clercq, le commissaire chargé des relations extérieures, doit avoir à la mi-septembre à Séoul avec les autorités coréennes.

PHILIPPE LEMAITRE.

MONNAIE

Net repli du yen face au dollar

La fin de l'été s'annonce agitée pour la devise japonaise. Apparemment sensible à toutes les vagues de remontée des taux d'intérêt du mois d'août aux États-Unis et la semaine dernière en Europe, le yen semblait assoupi autour de 133 à 134 yens pour 1 dollar. Le réveil, cette semaine, n'en a paru que plus brutal. La remontée de la devise américaine, timide lundi, s'est accélérée le mercredi 31 août, portant le dollar à 136,50 yens à New-York en fin de journée.

Les attaques étaient alimentées par les informations selon lesquelles Tokyo envisageait d'introduire un impôt de 26 % sur les bénéfices réalisés sur les ventes de titres boursiers sur le marché secondaire. Les premières déclarations du ministre des finances, M. Kichi Miyazawa, selon lesquelles il valait mieux laisser les marchés déterminer les taux de change n'arrangeaient rien. Les

investisseurs, rendus prudents par la politique d'interventions-surprises suivie depuis des mois par les banques centrales, craignaient pourtant leurs ardeurs en apprenant que, devant l'ampleur du mouvement de baisse du yen, la Banque du Japon envisageait de « prendre des dispositions » pour limiter la spéculation.

Le vendredi 1^{er} septembre, l'institut d'émission n'était toujours pas intervenu et le dollar continuait de se raffermir à 136,60 yens à la clôture de Tokyo et à 136,75 yens lors des premiers échanges interbancaires en Europe. Les cambistes se disaient à l'affût, tout en évitant de sacrer le yen nouvelle vedette du marché des changes, dans l'attente de la publication, le vendredi 2 septembre, des chiffres du chômage américain. Mais le sentiment prévalait, après le repli de la Bourse de Tokyo préoccupée du recul de la

devise japonaise, que les autorités monétaires ne pourront longtemps rester inactives.

La tradition du consensus préalable ralentit tout processus de décision de relèvement du taux de l'escompte. Il faut en effet que le ministre des finances, la Banque centrale mais aussi les milieux bancaires et industriels, s'entendent avant qu'un tel mouvement ne se concrétise. Le taux d'escompte japonais, à 2,5 % depuis février 1987, est le plus bas qu'il ait connu le Japon depuis la seconde guerre mondiale, et le moins élevé de la planète. Il exige une marge de manœuvre pour le relèvement d'un demi-point sans risque majeur pour une économie toujours très dynamique et jouissant d'une inflation inférieure à 1 %. Autant d'arguments qui plaident en faveur d'un léger renchérissement du loyer de l'argent avant longtemps au Japon.

Économie

INSOLITES

Pantouffles

Il s'est vendu l'an dernier dans l'Hexagone 85 millions de paires de pantouffles. Une paire et demie par Français, plus de quatre paires par ménage ! Si la tradition demeure, les goûts, eux, ont changé et la charentaise le cède aux mules taivanaises : plus de la moitié des pantouffles vendues (48 millions) ont été importées, et seulement 37 millions de paires fabriquées en France.

Grenouille électronique

Le groupe japonais Toshiba vient de lancer le weather cube, ou « cube météo », sorte de grenouille électronique, capable, selon ses inventeurs, de prévoir le temps qu'il fera au cours des prochaines heures dans un rayon de 20 kilomètres. La petite boîte, qui se pose sur un bureau, affiche sur son écran, comme tout baromètre qui se respecte, quatre prévisions : beau, variable, couvert, pluvieux, — ainsi que la température, le degré d'humidité, et l'heure. Grâce à l'utilisation, pour la première fois selon Toshiba, de semi-conducteurs capables de mesurer les variations de pression, elle serait fiable à 75 %. Seul handicap par rapport au traditionnel baromètre : son prix, 13 000 yens, soit environ 824 F.

Mieux vaut prévenir...

Plus d'un tiers des Français souscrivent une assurance-vie, mais moins de... trente-quatre ans révèle une enquête réalisée par le Centre de documentation et d'information sur l'assurance. L'explication est simple : un tiers des nouveaux souscripteurs interrogés expliquent que c'est la fiscalité favorable à ce type de placement qui les a décidés, non le souci de garantir une retraite à leurs proches.

Ce cher disparu

Une Américaine, M^{me} Dorothy Coughlin, soixante-sept ans, a porté plainte contre la compagnie aérienne TWA pour avoir égaré... les cendres de son mari. L'une contenant les cendres de feu M. Coughlin a disparu en 1985 lors d'un voyage entre Los Angeles et Boston, où le défunt avait souhaité être inhumé. La compagnie avait exigé que l'urne soit transportée en soute et non en cabine. La veuve réclame 515 000 F de dommages et intérêts et a obtenu un jugement favorable de la cour d'appel. Les juges ont en effet estimé que la compagnie avait violé les règlements prévoyant que les objets de valeur doivent voyager en cabine avec le passager.

SOCIAL

L'annonce du départ de M. Edmond Maire de la direction de la CFDT

L'homme du contre-courant

AVEC le départ d'Edmond Maire de la direction de la CFDT, c'est une page du syndicalisme qui se tourne. Quand il succéda à Eugène Descombes, se doutait-on que ce Breton au visage de boxeur aguerri allait mettre tant de poivre dans l'univers syndical ? Le fait est qu'Edmond Maire a longtemps dérangé, par sa façon de regarder les choses, par son refus du ronron quotidien auquel nous ont, hélas ! habitués trop de leaders syndicaux.

Cette recherche perpétuelle d'un ton nouveau n'était pas sans danger, à commencer pour la CFDT elle-même qui ne parvenait pas toujours à le suivre dans ses dérapages contrôlés. Il n'empêche qu'Edmond Maire aura fortement contribué à faire évoluer l'idée de participation dans des couches sociales qui n'y étaient pas préparées. Ce thème de l'autogestion qu'il a longtemps défendu n'a sans doute pas pris corps comme il l'entendait. Mais qui dira qu'il en sera demain et ce qu'on en devra au secrétaire général de la CFDT ?

La foi qu'a Edmond Maire dans les capacités de l'individu à prendre en main son propre destin l'a peut-être conduit à confondre le « politique » avec le « syndical ». La façon dont il s'est engagé derrière la gauche triomphante en 1981 aura-t-elle bien servi sa cause ? Lui-même s'en est

inquiété, en récusant par la suite la mystique du « tout politique ». Entre temps, cependant, certains des siens, comme Hubert Prévost, Jacques Chérèque ou Michel Rolant, s'étaient associés aux anciens du pouvoir en place, soulignant, s'il en était besoin, la connivence qui liait la CFDT au Parti socialiste.

Le « recentrage »

La politique de « recentrage » lancée à partir de mai 1984 ne pouvait pas tout à fait donner le change, et si affaiblissement du syndicalisme il y eut, peut-être le doit-on en partie à la confusion qui s'est faite, tant du côté de la CGT que de la CFDT, entre syndicats et partis politiques. Pour avoir clairement pris ses distances à l'égard des pouvoirs publics, André Bergeron, en revanche, sut redonner quelque lustre à Force ouvrière.

Conscient de toutes ces ambiguïtés, Edmond Maire n'en abandonna pas pour autant sa recherche de nouveaux champs de revendication. Ses écrits de « rentrée » resteront à ce titre des modèles du genre. A chaque fois, il s'ingéniait à trouver le thème quelque peu insolite capable de faire réfléchir ceux qui le lisaient. L'Europe sociale en a été le dernier exemple (1).

Homme de contre-courant, Edmond Maire ne pouvait rallier à lui toutes les composantes du monde du travail. Qui acceptait sans sourcilier, parmi les salariés, qu'un leader de sa trempe aille jusqu'à mettre en cause ce qu'il appelait l'« arsenal mythologique d'hier », en incluant la grève dans ces comportements surannés ? Une trop grande audace eût-elle nui à cet homme auquel répugnait le langage conventionnel ? D'autres regretteront au contraire qu'Edmond Maire ne se soit pas engagé plus avant dans des combats plus transgressifs. La crainte de se retrouver par trop seul, de désemparer des troupes déjà quelque peu malmenées par ses prises de position, l'a empêché parfois d'aller jusqu'au bout de ses projets. Dans une France embourgeoisée et alors qu'il réveillait d'une force aussi contraignante et novatrice que la Solidarnosc de Lech Walesa, il se résolut à préconiser la voie contre-révolutionnaire comme dernier recours des syndicats modernes. Au combat de l'utopie qui avait fait les grands jours des luttes d'antan, il substituait une autre forme d'action, certainement beaucoup plus difficile à mener mais qu'il jugeait aujourd'hui plus efficace.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Le Monde du 23 août.

Une succession assurée

(Suite de la première page.)

Le point en suspens était surtout le sort de M. Héritier, secrétaire national responsable du secteur économique, qui fait figure de porte-parole de l'aile gauche au sein de la commission exécutive. M. Edmond Maire, qui n'a jamais bénéficié de la présence d'une équipe homogène à la direction de la CFDT, avait souhaité que son successeur ait cet avantage.

D'autre part, en quittant son poste en novembre, M. Edmond Maire a facilité cette solution : il faisait ainsi apparaître un équilibre des départs, avec, outre le sien et celui de M. Héritier, celui d'un troisième ancien, M. Albert Mercier. Il a été suivi sur ce point. Le bureau national, qui n'avait pas tranché en juin, l'a fait cette fois : M. Héritier, qui avait maintenu sa candidature à la commission exé-

cutive, a vu celle-ci rejetée par le bureau.

Pour la première fois, M. Edmond Maire présente officiellement cette succession dans un article qui paraîtra, samedi 3 septembre, dans *Syndicalisme Hebdo*, l'organe de la Confédération. Il rappelle la décision prise par le bureau national en juin dernier de présenter Jean Kaspar comme secrétaire général. En même temps, souligne-t-il, « un souhait large est apparu d'une diminution du nombre de ses membres pour une meilleure responsabilité collective, une moins grande division des tâches et des responsabilités au sein de la commission exécutive », ce qui a conduit à ramener à huit le nombre des membres.

Le souci de l'équilibre

« Pour la composition de la commission exécutive, ajoute M. Maire, le bureau national a été guidé par le souci de proposer au congrès une équipe qui puisse rapidement trouver toute son efficacité. » Contrairement à ce qui a pu être dit, ici ou là, les critères d'orientation de type politique ou idéologique n'ont pas été déterminants. D'ailleurs, les textes proposés à ce congrès pour les orientations et l'action font l'objet d'un très large accord au sein du bureau national, gage d'unité dans le respect de la diversité des apports de chacun.

Grève des hôtesses et stewards d'UTA. — Depuis le 31 août et jusqu'au 2 septembre, le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) appelle les hôtesses et stewards de la compagnie UTA à cesser le travail. Il s'agit du sixième arrêt de travail depuis le mois d'avril. Le SNPNC s'oppose « à la politique générale de dégradation sociale en vigueur à UTA : licenciements, compression d'effectif, emplois précaires, sous-traitance, dénonciation d'accords contractuels ».

Les chemins de fer italiens supprimeront 3 000 kilomètres et quarante-quatre mille emplois en cinq ans. — Le conseil d'administration des chemins de fer italiens (FS) a adopté, le 30 août, un programme de modernisation qui a fait réagir vivement les syndicats de cheminots. Certes, les FS prévoient d'investir plus de 400 milliards de francs en cinq ans, notamment pour construire des lignes à grande vitesse entre Milan et Naples et entre Turin et Trieste. Mais le programme prévoyait une réduction de 11,2 % des aides de l'Etat et un abaissement des coûts d'exploitation de 22 %, ce qui implique la fermeture de 3 000 kilomètres de lignes et la suppression de quarante-quatre mille emplois par non remplacement des départs en retraite et en préretraite. — (AFP.)

Les mesures en faveur des familles

M^{me} Dorlhac souligne l'insuffisance des moyens de garde des enfants

Présentant le mercredi 31 août les grandes lignes de la politique familiale exposées lors du conseil des ministres (*le Monde* du 1^{er} septembre), M^{me} Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat chargée de la famille, a annoncé, outre la priorité accordée à l'accueil des enfants et à une meilleure compensation, un certain « rééquilibrage » des aides à la famille. Des groupes de travail pourraient être constitués sur la protection de l'enfant et de ses droits, et notamment sur la protection contre les risques liés à la naissance (une relance du programme de lutte contre les naissances prématurées pourrait être nécessaire), la prévention des mauvais traitements aux enfants (des mesures devraient être prises dans les

prochains mois pour assurer notamment une meilleure coordination des actions, et un suivi des « signalements »), l'apprentissage de la sécurité et le statut juridique de l'enfant.

M^{me} Dorlhac a reconnu l'insuffisance des moyens de garde des enfants, notamment des crèches. « Il y a actuellement cent trente cinq mille places, a-t-elle dit, il en faudrait trois cent mille. » Elle a souligné aussi la nécessité de rendre complémentaire les différents modes de garde et d'harmoniser l'aide apportée aux familles : « L'allocation de garde d'enfant à domicile peut aller jusqu'à 2000 F, alors que l'aide pour le recours à une assistante maternelle s'élève à 480 F environ. »

REPÈRES

Conjoncture

Forte progression du PIB français au premier semestre

Le PIB (produit intérieur brut) de la France a augmenté de 0,8 % au deuxième trimestre, après déjà 1,2 % au premier, indiquent les comptes trimestriels de l'INSEE. Ce résultat montre que, au premier semestre 1988, la production nationale a augmenté au rythme annuel de 3,6 %. Selon l'INSEE, l'acquis 1988 est de 3 % à la fin du premier semestre, ce qui veut dire que, même avec un PIB totalement stagnant au second semestre, la croissance atteindrait 3 % en moyenne annuelle sur l'ensemble de l'année.

Etats-Unis

Hausse de 4,1 % des salaires des fonctionnaires...

La président Ronald Reagan a donné son accord pour une augmentation de 4,1 % des salaires des fonctionnaires fédéraux, une revalorisation deux fois plus élevée que prévu, a annoncé la Maison Blanche. Selon le chef de l'exécutif, les conditions économiques du pays rendent possible une telle augmentation. Ce réajustement, dont le principe est contenu dans un projet de loi voté par les deux Chambres, entrera en vigueur le 1^{er} janvier mais ne touchera pas le groupe des hauts fonctionnaires dont le salaire dépasse 77 000 dollars (490 000 F par an).

... stabilisation du nombre des pauvres

Quelque 32,5 millions d'Américains vivaient au-dessous du niveau officiel de pauvreté en 1987, soit 13,5 % de la population totale, indique le Bureau fédéral des statistiques. Cette stabilisation par rapport à 1986 recouvre une aggravation de la situation des Noirs, le taux de pauvreté dans cette communauté s'étant accru de 2 % pour passer 33,1 % et une amélioration chez les Blancs, avec une baisse de 0,3 % de ce taux, fixé à 11 612 dollars.

(74 000 F) pour quatre personnes et par an.

Transferts de devises

Forte hausse des recettes tunisiennes

Les transferts en devises des émigrés tunisiens ont pratiquement doublé en 1987 pour s'élever à 403 millions de dinars (2,9 milliards de francs) contre 287 millions en 1986, indique le rapport annuel de la Banque centrale tunisienne. A titre de comparaison, les recettes touristiques se sont élevées, en 1987, à 568 millions de dinars. Les autorités monétaires tunisiennes attribuent cette vive hausse des envois des 406 000 Tunisiens de l'étranger — dont 285 000 en France — à la dévaluation du dinar de 10 % en août 1986.

Assurance-maladie

La croissance continue

La progression des dépenses d'assurance-maladie continue lentement : selon les statistiques publiées par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAAMTS), en rythme annuel, elle était de 4,7 % à la fin de juillet (soit 2,6 % à prix constants) contre 4,5 % à la fin de juin.

Malgré la saison, cette progression reste importante sur la médecine de ville. Pour les honoraires médicaux, les remboursements augmentent de 8,9 % comme à la fin de juin : cette permanence est notamment due, note la CNAAMTS, à l'effet des revalorisations des tarifs intervenues au 31 mars et au 30 juin pour les actes diagnostiques et chirurgicaux (en K et KC) et les visites, mais le nombre d'actes des spécialistes continue à augmenter fortement (9,3 % en rythme annuel contre 6,9 % en juin). De même, la progression des dépenses s'accroît pour les médicaments (+1,3 % fin juillet contre +0,3 % fin juin), pour les actes d'aides médicales (+6,2 % contre +5,6 % fin juin) et les analyses biologiques (+11,4 % contre +10,8 %). Les versements aux hôpitaux publics ont aussi augmenté : la progression est de 4,8 % contre 4,5 % fin juin.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

République Islamique de Mauritanie

L'union des banques de développement lance un appel d'offres international pour la mise en place d'une nouvelle organisation comptable.

1. OBJET :

- Contrôle et évaluation des procédures comptables et du plan comptable.
- Mise à jour, analyse, examen critique et arrêtés des comptes sociaux avec reconstitution des comptes non apurés.
- Elaboration des états financiers arrêtés au 31-12-88 dans l'optique de leur certification.
- Implantation du nouveau plan comptable et du nouveau manuel des procédures avant le 1^{er} janvier 1989.
- Évaluation de la fonction informatique.

2. ÉLIGIBILITÉ :

La participation à l'appel d'offres est limitée aux cabinets comptables mauritaniens et étrangers justifiant d'une expérience professionnelle dans le domaine bancaire et tout particulièrement des banques mixtes, banques commerciales et de développement en Afrique.

3. LIEUX D'ACQUISITION DES DOSSIERS :

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à compter du 31 août 1988 aux adresses suivantes : — Siège U.B.D. — sis à Nouakchott — avenue de l'Indépendance représentation de la S.N.L./Sem à Paris — 5, rue Scribe Paris 9^e — Tél. : 47-42-14-70, contre paiement de la somme de 10 000 UM ou 1 000 F.F. par chèque bancaire certifié au nom de l'U.B.D.

4. DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Les offres doivent être déposées sous double enveloppe cachetée, au siège de la banque — avenue de l'Indépendance — Nouakchott — R.I.M. — contre récépissé, au plus tard le 25 septembre à 12 h précises (heure locale). ● L'enveloppe extérieure doit porter la mention : A NE PAS OUVRIR. ● APPEL D'OFFRES POUR ORGANISATION COMPTABLE. ● L'enveloppe intérieure sur laquelle est inscrit le nom du soumissionnaire, doit contenir les documents suivants : ● Une offre technique ● Une offre financière globale et détaillée conformément aux termes de référence ● Une caution provisoire égale à 1 % du montant de l'offre.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES :

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à la direction financière — B.P. 219 — Nouakchott — Tél. : 520.61. Téléc. 564 — Badec — MNT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



La Banque Nationale de Paris Intercontinentale

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1988

Au 30 juin 1988, le Produit Net Bancaire de la B.N.P. INTERCONTINENTALE atteint 201,8 millions de francs (+15%). Les résultats d'exploitation s'élèvent à 101 millions de francs contre 82,8 millions de francs au premier semestre 1987. Ils progressent de 22% grâce, notamment, aux performances des sièges de l'Océan Indien (la REUNION, l'ILE MAURICE). Ces évolutions positives, obtenues dans un contexte de diminution des taux, ont donc très largement compensé la dépréciation de la livre libanaise.

Après provisions, impôts et divers, les résultats nets s'établissent à 62,4 millions de francs. Il est rappelé que les résultats au 30 juin 1987 comportaient 39 millions de francs de plus-values sur cessions de titres. Si on exclut cette opération de nature exceptionnelle, les résultats du premier semestre 1988 apparaissent en augmentation de 24,7% sur le premier semestre 1987.

Le résultat net de l'exercice écoulé avait atteint 115,7 millions de francs.

GROUPE



LA BANQUE EST NOTRE MÉTIER

مكذبا من الأصل

Marchés financiers

BOURSE DU 31 AOUT

[illegible][illegible][illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ✕ : matière courante

هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 Égypte : le gouvernement interdit un hebdomadaire nassérien et met en garde les islamistes. 4 RFA : le congrès du SPD. 6 Chili : les manifestations contre la candidature du général Pinochet. 8 Chine : le renforcement des pressions sur le Tibet.	9 Les déclarations de M. Raymond Barre à Paris-Match sur les orientations de M. Mitterrand. 10 M. Lecourt en liberté. — Les élections sénatoriales et municipales. — La visite de M. Arafat à Strasbourg provoque diverses réactions.	16 Éducation : une vie de proviseur. — La dérive des cargos-poubelles. — L'enquête sur les disparus de Marmelade. — Tennis : l'Open des États-Unis.	17 M. Pierre Bergé nommé à la tête des théâtres de l'Opéra de Paris. — La Mostra de Venise. 18 Communication : un entretien avec M. Paul Quilès à propos du satellite TDF 1. — Le rachat de Salvat par Hachette.	22 La préparation du budget de 1989. — Abandon de la surtaxation sur le gazole. — La Commission de la CEE va appliquer les taxes anti-dumping sur les magnétoscopes. 24-25 Marchés financiers.	Abonnements 3 Annonces classées 21 Cartes 21 Loto, Loterie 21 Météorologie 20 Mots croisés 20 Radio-Télévision 20 Spectacles 19	Le nouveau service « Bourse » du Monde est arrivé. Consultez-le ! 36-15 tapez LM BOURSE • Le marché de l'art sur minitel ARTLINE 36-15 tapez LEMONDE • Tous les jeux du Monde EU 36-15 tapez LM

Le coût des fournitures scolaires

Rentrée des classes
rentrée des prix

La rentrée des classes coûte cher. Tous les parents d'élèves le savent, sans pouvoir pour autant connaître l'évolution de ce coût d'une année sur l'autre. Au retour des vacances, à moins d'avoir conservé une liste précise des dépenses de l'année précédente, il est bien difficile de se souvenir du prix payé pour un cahier de textes, un classeur, un cahier, un crayon. Et puis les chères têtes blondes ont grandi, la liste des fournitures change d'une classe à l'autre, et le budget s'alourdit chaque année, du cours préparatoire au lycée.

Selon la Confédération syndicale des familles (CSF), le coût moyen de l'entrée à la « grande école », en cours préparatoire, est de 328 F, au collège, de 6, de 1 302 F, au lycée, de 2 333 F avec un surcoût de 3 865 F si vous avez la « chance » d'avoir un(e) adolescent(e) qui entre en seconde « T » (technologie industrielle).

L'utopie
de la concurrence

Au fil des ans, et toujours en ordre dispersé, associations et ministères enquêtent sur l'évolution des prix. Leur liste-type tout comme les méthodes de leurs relevés de prix étant très variables, les résultats obtenus sont très divers. Le secrétariat d'État à la consommation annonce une baisse des prix de 1 à 2 % (avec - 3 % sur « l'habillement-chaussons », et une stabilité de la papeterie) ; la Fédération des familles de France, une baisse de 2,3 %, tandis que la Confédération syndicale du cadre de vie enregistre une hausse de 2,1 % et la CSF une progression du prix des fournitures et équipements de 3,2 %, ainsi qu'une hausse de 4,3 % du prix des manuels scolaires de seconde.

Les distorsions sont telles d'un commerce à l'autre, entre la boutique spécialisée et le magasin de grande surface, d'un article à l'autre, dans le même magasin, d'une ville à l'autre, que ces diffé-

rences de constatation, même s'il s'agit de moyennes sur une quarantaine d'articles, dans vingt ou trente départements et dans plusieurs centaines de points de vente, n'ont rien de bien étonnant.

Au reste, pour chacune, le choix géographique est limité et, comme le souligne la CSF, faire jouer la concurrence pour des articles de faible coût unitaire est une utopie : il ne peut être question de faire trois fois le tour du département pour acheter ici une gomme, là un cartable, ailleurs encore un survêtement ou des chaussons. La concurrence joue, mais localement et d'un jour à l'autre. Ainsi, la CSCV a enregistré des baisses de prix significatives (6,4 %) sur une quinzaine d'articles courants (cahiers, classeurs, règles, etc.) dans une boutique de Saint-Nazaire (Papeterie Alfa 2000). Un exemple à suivre, mais difficile à déceler. On souhaiterait, pour une vision globale de l'évolution des prix, des efforts concertés des associations et du ministère, et, pour l'efficacité familiale, une information locale très large sur les prix pratiqués dans les différents points de vente.

Reste que le poids financier de la rentrée est lourd dans le budget familial. En gros, plus votre enfant grandit et plus ce poids s'accroît, jusqu'à devenir difficile à supporter, surtout si vos revenus sont faibles : pour une famille de « smicard » avec trois enfants, la rentrée représente 40 % du revenu mensuel. Quant au chômeur en fin de droits...

Alors les revendications pleuvent : baisse de la TVA (de 18,6 % à 5,5 %) pour la CSF, une prise en charge de certains transports scolaires très coûteux (une carte orange cinq zones, par exemple), la généralisation de certaines aides et la revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire (354 F), dont le pouvoir d'achat a progressé moins vite que le coût de la vie.

JOSÉE DOYÈRE.

Trop ou pas assez de médecins ?
Controverse sur le « numerus clausus »
entre doyens de faculté et syndicats professionnels

Alors que le gouvernement doit rendre public dans quelques jours le nombre d'étudiants en médecine qui, au terme de l'année universitaire 1988-1989, seront selon le système du numerus clausus, admis en seconde année de faculté, de vives divergences se manifestent sur ce sujet dans la profession médicale.

Qui a raison ? Les responsables de la CSMF, qui veulent augmenter la sélection à l'entrée de la seconde année ou les doyens de faculté de médecine, qui estiment qu'il convient de la réduire ? Si l'un et l'autre reconnaissent que des erreurs anciennes sont à l'origine des difficultés actuelles, ils divergent sur les solutions à mettre en œuvre. On compte aujourd'hui environ 155 000 médecins diplômés, non retraités, inscrits à l'Ordre. Faute d'avoir mis en place un système drastique de réduction des effectifs dès 1967, cet effectif va aller croissant jusqu'aux années 2005-2010, époque où l'on devrait compter 195 000 médecins en France, soit un médecin pour 280 à 300 habitants.

Faute de disposer d'indicateurs de santé fiables et compte tenu des multiples variables (évolution démographique de la population française, féminisation de la profession médicale, impact à venir de l'épidémie de SIDA, réforme ou non du système de protection sociale, conséquences de la libre circulation des médecins dans l'espace européen...), on peut soutenir qu'il faut prendre exemple sur des pays comme la Suède, les États-Unis ou le Canada (un médecin pour 300 habitants), ou au contraire sur des pays relativement peu médicalisés, comme le Royaume-Uni, l'Irlande ou les pays du Benelux (un médecin pour 500 habitants). Pour les doyens de faculté de médecine, le numerus clausus doit être relevé de 4 100, où il se situe aujourd'hui, à 4 500 vers 4 700, comme l'explique le profes-

seur André Gouazé : « Les statistiques laissent prévoir qu'un nombre non négligeable - environ 15 % - de titulaires d'un diplôme de docteur en médecine ne font pas un usage professionnel de ce diplôme. Si le nombre idéal de médecins corrigé du nombre de diplômés inemployés est de 155 000, le numerus clausus doit être fixé à 4 700. S'il est de 150 000, le numerus clausus doit être fixé à 4 530. En installant dès maintenant un numerus clausus compris entre ces deux chiffres, on évitera le vieillissement de la population médicale en assurant un taux permanent de renouvellement de cette population. On évitera le creux dans la courbe de la démographie médicale, qui ne manquera pas de se produire aux environs de l'an 2020 si l'on maintient pour les prochaines années un numerus clausus inférieur. »

Déqualification
par défaut d'exercice

Le constat est tout autre à la CSMF, où l'on rappelle que, « dans un certain nombre de régions françaises, le nombre des médecins est déjà excédentaire par rapport aux besoins, notamment dans la région parisienne et dans le Midi. Cet excès provoque non seulement une chute de l'activité, et donc des revenus, mais surtout une déqualification des médecins par défaut d'exercice. »

Selon les études effectuées par la CSMF, 25 % des médecins de la région parisienne ont une très faible

activité (huit actes ou moins par jour) ; cette proportion est de 21 % dans les régions de Marseille, Lyon et Montpellier et de 17 % dans celle de Toulouse. Ce syndicat souligne aussi que plus de vingt mille médecins inscrits à l'Ordre ne bénéficient pas d'une installation professionnelle stable, que les débouchés en médecine salariée (médecine hospitalière, médecine de santé publique) « semblent stoppés ». « Il faut poursuivre l'effort engagé et maintenir pendant trois à cinq ans un chiffre inférieur à quatre mille étudiants admis en seconde année », écrit-il y a quelques semaines le docteur Jacques Beaupère, président de la CSMF à M. Claude Evry, ministre de la Santé. « L'effet d'annonce de l'arrêt de la politique suivie jusqu'à présent, et surtout d'une augmentation du nombre des médecins admis en seconde année, serait désastreux. Au moment où beaucoup de médecins connaissent des difficultés dans leur activité, au moment où beaucoup de nos partenaires font pression sur la profession pour diminuer le nombre d'actes, au moment où les caisses envisagent de limiter l'accès à l'exercice dans le cadre de la Sécurité sociale, augmenter le nombre des futurs médecins apparaîtrait comme injustifiable. »

Au-delà de ces divergences, sous-tendues en partie par des intérêts catégoriels, la controverse sur le niveau idéal du numerus clausus met en lumière l'affrontement de deux logiques : celle, libérale, qui impose un ralentissement de l'augmentation du nombre des personnels de santé, seule mesure susceptible d'assurer le maintien approximatif des revenus, et celle, hospitalo-universitaire, qui nécessite l'augmentation du flux des étudiants en formation, ne serait-ce que pour assurer la qualité et la continuité des soins dans les hôpitaux.

Quel que soit l'arbitrage gouvernemental, ces divergences montrent également la nécessité de mettre en place, à l'échelon national, un instrument d'analyse et de prospective de la démographie médicale. Une question dont l'ensemble des responsables (pouvoirs publics et professionnels) se sont totalement désintéressés, avant de découvrir, quinze ans trop tard, qu'elle conditionnait la qualité - si ce n'est la survie même - de la pratique médicale.

JEAN-YVES NAU.

Un Maghrébin blessé par des coups de feu dans le Var. Un jeune homme d'origine maghrébine, âgé de dix-neuf ans, Ali Meli, a été grièvement blessé, mercredi 31 août à Salernes (Var) dans les environs de Draguignan, d'une balle de 22 long rifle qui l'a atteint dans le dos. Il a été découvert en état d'hémorragie par des passants qui reviennent d'une fête locale et hospitalisés à Nice, où son état a été jugé sérieux. La gendarmerie de Draguignan a été chargée de l'enquête.

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} septembre 1988 a été tiré à 514 214 exemplaires

(Publicité)

LA CHUTE DU
KHOMEINISME

Ouverture démocratique, réconciliation avec les Arabes, normalisation avec l'Occident... C'est un véritable vœu à 180 degrés que négocie l'Iran, au lendemain des revers militaires et du cessez-le-feu.

Dans le numéro de septembre d'Arabes, en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

BOURSE DE PARIS

Matinée du 1^{er} septembre
Tassement

Triste temps, triste Bourse. Le marché avait une mine de papier maché jeudi matin. La tendance était, elle, plutôt baissière. A 11 heures, l'indicateur instantané accusait un modeste repli de 0,3 % environ. Repli d'Eco, Casino, St-Louis, Schaeffler, Eclair, Labinal, Bel, SCOA, Avance d'Eurotunnel, C^{ie} Bancaire, Saunles, Lebon, Mérieux, Euromarché, Luchaire, Via Banque.

ÉTATS-UNIS

MM. Bush et Dukakis
à égalité dans un sondage

Les deux candidats à l'élection présidentielle américaine, le vice-président George Bush et le gouverneur démocrate du Massachusetts Michael Dukakis sont quasiment à égalité, selon un sondage publié mercredi 31 août par la chaîne ABC et le Washington Post.

Ce sondage crédite de 48 % des voix Michael Dukakis et de 47 % George Bush, une différence qui n'est pas significative en raison de la marge d'erreur. Un sondage effectué dans les mêmes conditions la semaine précédente avait donné un avantage de deux points à George Bush.

Par ailleurs, toujours selon ce dernier sondage, 53 % des électeurs pensent que le colistier de Michael Dukakis, M. Lloyd Bentsen est plus qualifié que son homologue républicain, M. Dan Quayle. - (AFP.)

Trois catastrophes aériennes

Dallas : treize morts
Mexique : vingt disparus
Colombie : huit morts

Le transport aérien connaît une véritable série noire. Après l'atterrissage manqué d'un Trident chinois sur l'aéroport Kaitak de Hongkong, qui a fait en définitive sept morts, c'est aux États-Unis, au Mexique et en Colombie que, le même 31 août, on a eu à déplorer des catastrophes aériennes ayant fait quarante et un morts ou disparus.

A Dallas (Texas), un Boeing 727 de la compagnie Delta Airlines, qui décollait pour Salt Lake City, est retombé après la fin de la piste et s'est enflammé. Treize des cent sept personnes qui se trouvaient à bord ont été tuées. Selon les premières constatations, l'un des trois réacteurs se serait enflammé peu après le décollage.

Dans le centre du Mexique, à l'ouest de la Sierra Madre, un Baudouin 110 de la compagnie des transports aériens fédéraux (TAF) s'est écrasé dans une zone boisée difficile d'accès avec vingt personnes. Il n'y aurait aucun survivant.

Enfin, l'armée de l'air colombienne annonce qu'elle a repéré l'épave d'un de ses DC-3, disparu dans les Andes avec huit personnes à son bord. Il n'y a pas de survivant.

A B C D E F G

SCIENCE & VIE
ECONOMIE
LES
PATRONS
SONT-ILS
TROP
PAYÉS

Chez les dirigeants de société, la transparence n'est pas de mise. Au salaire de base, s'ajoutent primes, bonus et intéressements divers. Combien gagnent-ils réellement ? Les patrons français sont-ils mieux payés que leurs homologues européens ?

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Islam : l'art de prêter sans intérêt.
- Dossier : les stratégies du brevet.
- Affaires : à quoi servent les sociétés coquilles.

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE
COMPRENDRE POUR AGIR

PIANOS DAUDÉ 75 bis, av. de Wagram 75017 PARIS 47-63-34-17 - 42-27-88-54

VOTRE PIANO depuis 8 500 F TTC
En location-vente 190 F/mois - 61 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE 10 ANS
LOCATION depuis 200 F/mois + Frais de transport
OUVERT LE DIMANCHE

UN NOUVEAU METIER
ASSISTANTE EUROPEENNE
DE MANAGEMENT

DIPLOME ESA

Une formation intensive 20 mois en France, 5 en Californie
Niveau d'admission : 1^{re} année niveau BAC + tous
2^e année niveau DEUG, DUT, STS...

ESAM 1^{er} Ecole Européenne
habilitée à préparer le
Diplôme européen ESA 95/96
dans 10 pays depuis 25 ans

ESAM 1^{er} membre du Groupe ICS
et de l'Association européenne
de secrétaires
et de management

ECOLE SUPERIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT
Développement pour développement personnel

63, avenue de Villiers - 75017 Paris. Tél. 47 66 84 23 poste 424

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

☐ souhaitez un rendez-vous d'orientation ☐ souhaitez une documentation